

PASAS

PLATEFORME D'ANALYSE,
DE SUIVI ET D'APPRENTISSAGE
AU SAHEL



PORTÉ PAR



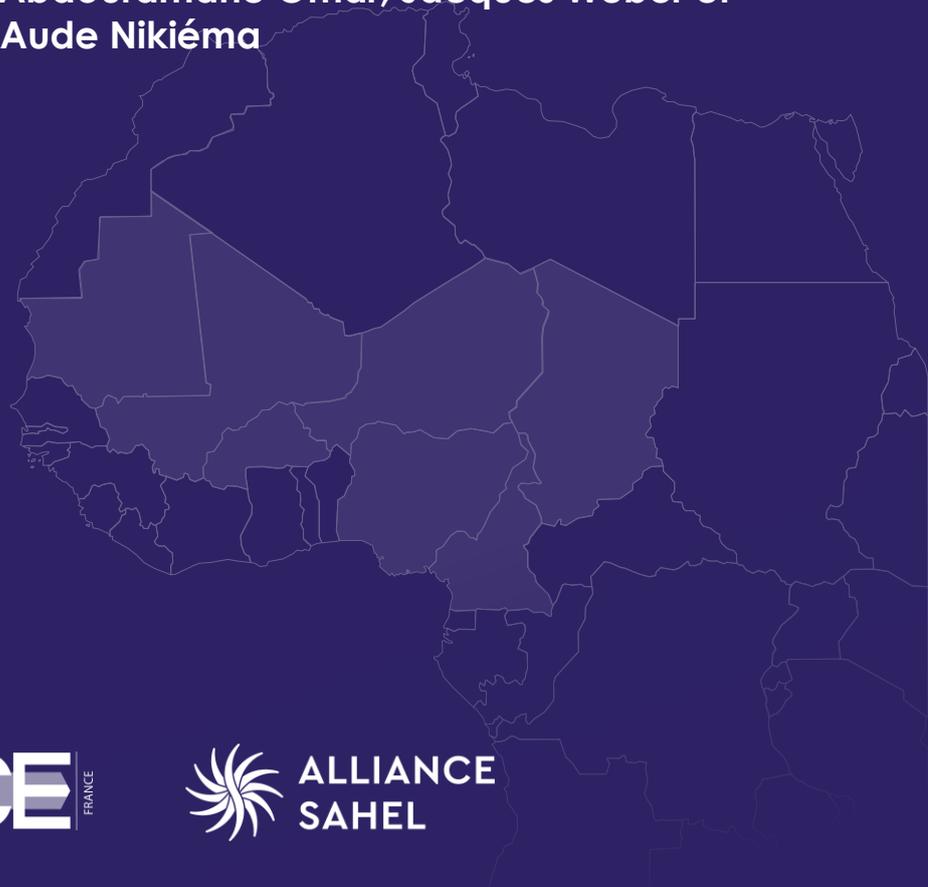
Liens sociaux et crises sécuritaires

Étude anthropologique des populations et des contextes socio-politiques et culturels du Liptako-Gourma

7 janvier 2022

Restreint

Sten Hagberg (coordination), Yaouaga Félix Koné, Ludovic O. Kibora, Oumarou Hamani, Issiaka Kansaye, Bintou Koné, Oumarou Arou, Sidi Barry, Amado Kaboré, Adjara Konkobo, Ramatou Hassane, Moussa Mohamed, Abdouramane Omar, Jacques Weber et Aude Nikiéma



Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement les opinions de l'AFD, de ses partenaires ou financeurs.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

[7 janvier 2022] Sten Hagberg (coordination), Yaouaga Félix Koné, Ludovic O. Kibora, Oumarou Hamani, Issiaka Kansaye, Bintou Koné, Oumarou Arou, Sidi Barry, Amado Kaboré, Adjara Konkobo, Ramatou Hassane, Moussa Mohamed, Abdouramane Omar, Jacques Weber et Aude Nikiéma (7 janvier 2022), Liens sociaux et crises sécuritaires : Étude anthropologique des populations et des contextes socio-politiques et culturels du Liptako-Gourma, Plateforme d'Analyse du Suivi et d'Apprentissage au Sahel, Production Pasas.

<https://pasas-minka.fr>

Liptako-Gourma

Sahel, Burkina Faso, Mali et Niger

Crise, lien social, conflit, pasteur, agriculteur, ethnie, vivre-ensemble

Remerciements

La présente étude anthropologique des populations du Liptako-Gourma a été commanditée par l'Agence Française de Développement (AFD) en partenariat avec la Plateforme d'Analyse, de Suivi et d'Apprentissage au Sahel (PASAS) ; la PASAS est conjointement coordonnée par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et l'International Consulting Expertise (ICE). De nombreuses personnes ont contribué à la mise en œuvre de l'étude préparée en mai-juin et conduite sur le terrain en juillet-septembre et rédigée en septembre-octobre 2021. Nous remercions toute l'équipe de la PASAS : Mariame Sidibé, Laurent Vidal et Mounia Hedna. Nos remerciements aussi, de façon moins explicite, tous nos interlocuteurs – au total, plus de 200 personnes – qui ont bien voulu s'entretenir avec nous sur le terrain. Il y a aussi nombreux collègues et d'autres personnes ressources qui ont contribué à la mise en œuvre de cette étude.

Cette étude a été conduite conjointement par des chercheurs de deux laboratoires de recherche ouest-africains : le Laboratoire d'anthropologie comparative, engagée et transnationale (LACET) et le Laboratoire d'Études et de Recherche sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL). En plus, une cartographe (Aude Nikiéma) a produit des cartes et un expert pédagogique (Jacques Weber) a développé les modules pédagogiques ; ces livrables ont été produits sur la base des résultats de la recherche de terrain.

SOMMAIRE

Résumé exécutif.....	5
1. Introduction.....	7
2. Sites d'enquête, envergure de l'étude.....	16
3. Liptako-Gourma : trajectoires, mémoires et enjeux.....	24
4. « Nous » et « Eux » : Relations communautaires.....	32
5. Pouvoirs publics : Perceptions citoyennes.....	39
6. Relations de genre : masculinités et féminités sous pression.....	45
7. « Ces gens-là » : Rapports entre populations et groupes armés.....	50
9. Conclusions générales.....	56
10. Recommandations.....	61
Références bibliographiques.....	63

RESUME EXECUTIF

La région du Liptako-Gourma, souvent appelée « la zone des trois frontières » en Afrique de l'Ouest, est à la fois géographique, géopolitique, historique et culturelle. Elle correspond à l'espace transfrontalier réparti entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. L'objectif de cette étude est de « mieux connaître les populations du Liptako-Gourma » et de « mieux contextualiser l'intervention de la force armée d'une part et les interventions des acteurs civils d'autre part ». Pour ce faire, l'étude a consisté en trois activités principales. Premièrement, il s'est agi d'établir une cartographie des enjeux socio-culturels de la région, notamment visualiser les différents pôles des pouvoirs locaux et régionaux tels que les chefferies, les leaders religieux, les centres politico-administratifs en complément des sphères socio-culturelles. Deuxièmement, il s'est agi de produire des notes sur le Liptako-Gourma en ce qui concerne l'organisation sociale, politique et culturelle, la religion, les rapports intercommunautaires, l'accès aux ressources, les rapports avec l'État, l'impact des frontières internationales, les liens sociaux porteurs ou non de tensions. Troisièmement, il s'est agi de développer des modules pédagogiques pour que différentes catégories professionnelles puissent mieux comprendre les enjeux socio-politiques et culturels locaux ou régionaux du Liptako-Gourma. Le développement pédagogique a été confié à un expert en pédagogie, notamment spécialisé en formation des formateurs.

Pour ce faire, la méthodologie pour mettre en œuvre ce vaste chantier de collecte et d'analyse de données a été un effort anthropologique collectif, collaboratif et comparatif en mettant l'accent sur le travail en équipe. Premièrement, la recherche bibliographique nous a permis de mieux couvrir les différentes parties de la région du Liptako-Gourma. Deuxièmement, des entretiens ont été conduits avec des personnes ressources à Bamako, à Niamey et à Ouagadougou. Troisièmement, des recherches de terrain ont été conduites dans la région du Liptako-Gourma, notamment des enquêtes de terrain à courte durée dans les centres urbains et villes secondaires. Une attention particulière a été réservée aux Personnes Déplacées Internes (PDI). Actuellement, trois millions de Burkinabè, Maliens et Nigériens sont des PDI. Des recherches de terrain ont été conduites dans les communes suivantes : Sites des PDI de la Commune VI (Bamako), Mopti, Bandiagara, Douentza et Gao (Mali) ; Sites de PDI (Ouagadougou) Dori, Kaya et Fada N'Gourma (Burkina Faso) ; Sites de PDI (Niamey), Téra, Ouallam et Ayorou (Niger). Tous les chercheurs ont participé aux recherches de terrain. Au total nous avons conduit plus de 200 entretiens semi-directifs individuels, en groupe ou focus groupes dans une douzaine de communes sahéliennes. A cela s'ajoutent nombre d'observations et d'interactions sur place. Au cours des recherches de terrain, nous avons organisé des ateliers mi-terrain afin de rencontrer chaque équipe et partager les données préliminaires. Un atelier a été organisé à Bamako avec toute l'équipe (en combinaison de présentiel et visuel). Ces rencontres ont permis de faire des retours et d'éviter des biais. La combinaison de la recherche bibliographique, de l'enquête de terrain et des ateliers d'échange a permis une démarche véritablement collective, collaborative et comparative pour cette étude anthropologique des populations du Liptako-Gourma.

Les résultats de recherche se situent à plusieurs niveaux. Il y a d'abord des descriptions ethnographiques des appartenances identitaires, notamment les statuts, hiérarchies socio-politiques et identités (ethniques, lignagères, de castes, etc.), d'une part, et des ressources (terre, eau, pâturage) dont l'exploitation est régie par divers principes et pratiques de gouvernance, d'autre part. C'est la combinaison des appartenances identitaires et des gouvernances des ressources qui donne ce mode particulier du vivre-ensemble qui a longtemps caractérisé le Liptako-Gourma, y compris la manipulation et le détournement des appartenances et gouvernances. Nous avons documenté les discours et les pratiques actuels des appartenances et des ressources dans le contexte d'insécurité et de crise. Ensuite, les récits de nos interlocuteurs ont donné lieu à des exemples et études de cas sur des questions-clés, notamment les rapports à l'Autre, les perceptions de l'État, les relations de genre et les perceptions des groupes armés. Nous avons, dans nos analyses, fait en sorte que l'on puisse « entendre » nos interlocuteurs

pour ensuite en tirer des conclusions. Chaque chapitre se termine par une discussion thématique, souvent en mobilisant la littérature contemporaine en la matière. L'étude est à la fois analytique et opérationnelle ; quand bien que nous avons abordé de nombreuses questions sensibles et épineuses sur le plan scientifique, nous avons toujours essayé de mettre en lumière les conséquences pratiques et opérationnelles de nos résultats.

L'étude est composée de neuf chapitres. Après une introduction et un chapitre méthodologique, le chapitre 3 décrit la région du Liptako-Gourma à partir des trois angles différents : le Delta intérieur malien ; le Liptako et le Gourma burkinabè ; et le Gourma nigérien. Les relations communautaires sont abordées dans le chapitre 4. Dans le chapitre 5, nous analysons les perceptions et perspectives de l'État de la part des populations, y compris leurs perceptions des forces armées. Les relations de genre sont abordées dans le chapitre 6 avec une attention particulière réservée à la transformation des masculinités en contexte de crise et d'insécurité. Le chapitre 7 analyse les différents groupes armés, souvent référés localement comme « ces gens-là », car pour les interlocuteurs la distinction entre « mouvements djihadistes », « groupes d'auto-défense » et « bandes de bandits » n'est pas toujours évidente. Le chapitre 8 est consacré aux conclusions conceptuelles et analytiques, d'une part, et aux conclusions spécifiques et opérationnelles, d'autre part. Dans le chapitre 9, nous formulons les recommandations à partir des résultats de la recherche.

1. INTRODUCTION

La présente étude anthropologique des populations du Liptako-Gourma a été commanditée par l'Agence Française de Développement (AFD) en partenariat avec la Plateforme d'Analyse, de Suivi et d'Apprentissage au Sahel (PASAS). La PASAS est, à son tour, conjointement coordonnée par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et l'International Consulting Expertise - France (ICE). La région du Liptako-Gourma, souvent appelée « la zone des trois frontières » en Afrique de l'Ouest, est à la fois géographique, géopolitique, historique et culturelle. Elle correspond à l'espace transfrontalier réparti entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

La délimitation du Liptako-Gourma nécessite néanmoins quelques précisions. De nos jours, « la zone des trois frontières » est à la Une des médias à cause de l'insécurité grandissante et des violences terroristes extrêmes. C'est dans cette région que les groupes armés ont ciblé leurs attaques et leur mainmise territoriale et, par conséquent, c'est là où les forces armées nationales et internationales s'investissent. C'est pour ces raisons que la région est devenue une entité sécuritaire et militaire.

Ceci étant, le Liptako-Gourma correspond avant tout à une entité politique. En 1970, les Chefs d'État des trois pays (Haute-Volta¹, Mali et Niger) ont signé le Protocole d'Accord portant création de l'Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma (ALG) située à cheval entre les trois frontières². Cette délimitation du Liptako-Gourma était composée de deux zones : celle du Liptako couvrant la frontière Burkina Faso/Niger où s'était installée, au début du 19^{ème} siècle, l'émirat peul du Liptako ; et celle du Gourma désignant la rive droite de la boucle du fleuve du Niger au Mali. Ensemble, la région du Liptako-Gourma dispose d'importantes ressources minières, énergétiques, hydrauliques, agropastorales et piscicoles et couvre une superficie des 470.000 km². En 2011, en raison de son importance stratégique pour ses États membres et de ses acquis, la Conférence des Chefs d'État de l'ALG a décidé de la transformation de l'Organisation en un espace économique intégré couvrant l'ensemble des territoires des trois États membres, soit une superficie de 2.781.200 km².

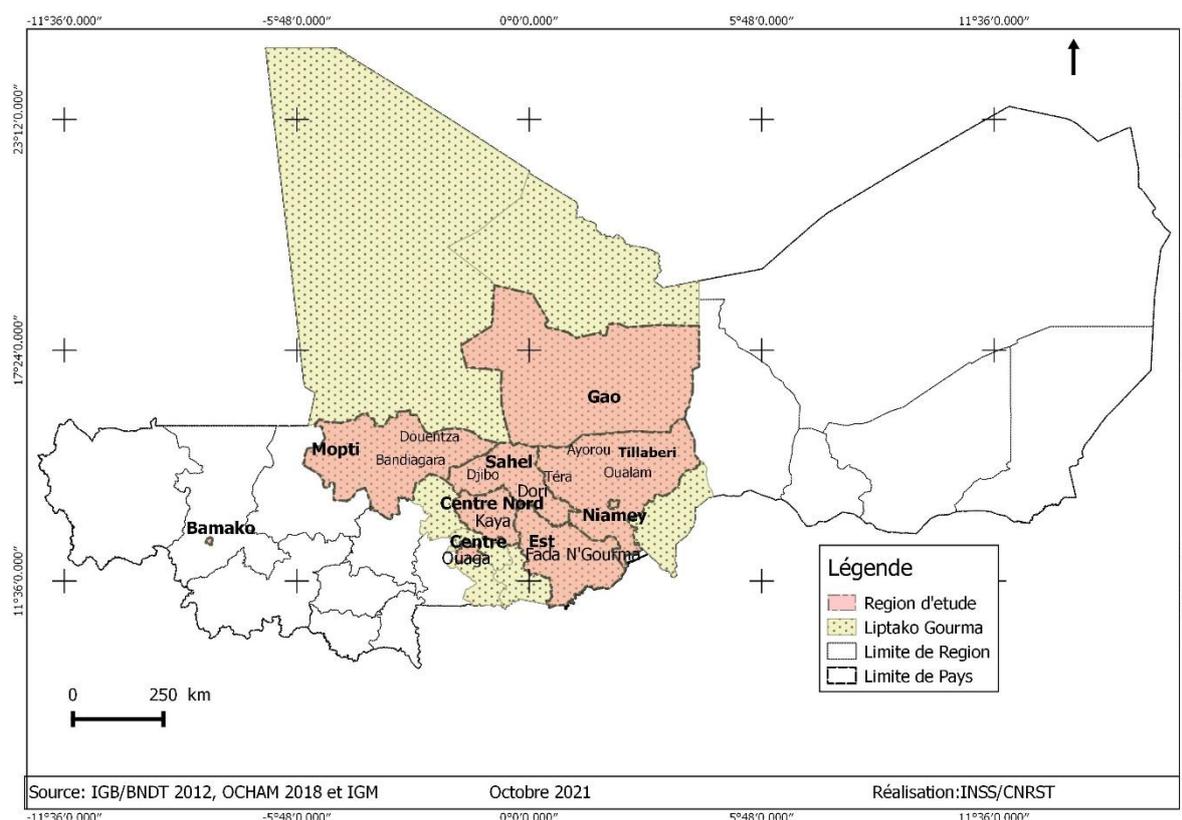
Cette étude prend comme point de départ la région du Liptako-Gourma définie en 1970, même si les recherches de terrain ont été beaucoup plus concentrées sur l'espace transfrontalier réparti entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger³. Le Liptako-Gourma constitue une aire culturelle et historique au Sahel ouest-africain où le pastoralisme et l'agriculture sont pratiqués dans le delta intérieur du fleuve Niger. C'est aussi la région dans laquelle l'insécurité, qui règne depuis une décennie, s'est accentuée les cinq dernières années (Jourde et al. 2019 ; Hagberg et al. 2017a, 2019b ; Poudiougou et Zanoletti 2020 ; Zanoletti et Riche 2020 ; Bayart et al. 2019 ; Brottem et McDonnell 2020). Une définition géostratégique plus réduite de la région du Liptako-Gourma couvre les provinces du Soum et de l'Oudalan (Burkina Faso), la région de Tillabéri (Niger) et la zone entre Hombori et Ansongo (Mali) (Africanews.fr 18/8/2021).

Dans les pages qui suivent, le Liptako-Gourma se réfère plutôt à la définition de la zone de 470.000 km² avant son élargissement en 2011 (Carte 1). Elle est divisée entre trois États avec des trajectoires postcoloniales différentes. La définition que nous proposons est plus en phase avec l'espace culturel et historique.

¹ Depuis le 4 août 1984 le pays a pris le nom Burkina Faso.

² L'Autorité de Développement intégré des États du Liptako-Gourma (<https://www.liptakogourma.org/>), basée à Ouagadougou, est un acteur transnational important qui intervient dans la zone depuis les années 1970s.

³ A titre de comparaison, la superficie du Liptako-Gourma de 1970 à 2011 équivaut à celle de la république du Cameroun ou à 73% de la France métropolitaine.



Carte 1 : Liptako-Gourma avec des indications des régions d'étude

L'objectif de cette étude est de « mieux connaître les populations du Liptako-Gourma » et de « mieux contextualiser l'intervention de la force armée d'une part et des interventions des acteurs civils d'autre part »⁴. Pour ce faire, l'étude a consisté en trois activités principales. Premièrement, il s'est agi d'établir une cartographie des enjeux socio-culturels de la région, notamment visualiser les différents pôles des pouvoirs locaux et régionaux tels que les chefferies, les leaders religieux, les centres politico-administratifs en complément des sphères socio-culturelles. La cartographie – qui devait essentiellement être basée sur les résultats de recherches de terrain anthropologiques – a été réalisée par une spécialiste en la matière (A. Nikiéma). Deuxièmement, il s'est agi de produire des notes sur le Liptako-Gourma en ce qui concerne l'organisation sociale, politique et culturelle, la religion, les rapports intercommunautaires, l'accès aux ressources, les rapports avec l'État, l'impact des frontières internationales, les liens sociaux porteurs ou non des tensions (voir Annexe 1). Cette activité a impliqué 13 chercheurs seniors et juniors qui, de façon collaborative, ont conduit des recherches de terrain, des recherches bibliographiques et des analyses anthropologiques collectives, collaboratives et comparatives. Troisièmement, il s'est agi de développer des modules pédagogiques pour que les différentes catégories professionnelles puissent mieux comprendre les enjeux socio-politiques et culturels locaux ou régionaux du Liptako-Gourma. Le développement pédagogique a été confié à un expert en pédagogie (J. Weber), notamment spécialisé en formation des formateurs.

Ces trois activités sont partie intégrante de l'étude anthropologique des populations du Liptako-Gourma, afin que les recherches puissent être visualisées en cartographie et traduites en

⁴ Les termes de référence et la note méthodologique sont en Annexes 1 et 2.

modules pédagogiques opérationnels. Le développement des modules pédagogiques est résumé dans le chapitre 8 de la présente étude, les modules en tant que tels font partie d'un autre livrable de l'étude⁵.

Méthodologie

La méthodologie s'est construite à partir des travaux récemment conduits au Mali et au Burkina Faso, notamment ceux réalisés sous la direction de l'anthropologue Sten Hagberg, le coordonnateur de cette étude (Hagberg et al. 2017a, 2017b, 2019a, 2021). La méthodologie est collective, collaborative et comparative en mettant l'accent sur le travail en équipe anthropologique (Hagberg 2019a, 2020). Elle tire son inspiration des travaux en anthropologie de développement et de l'anthropologie engagée⁶.

Dans un premier temps, la recherche bibliographique nous a permis de mieux couvrir les différentes parties de la région du Liptako-Gourma. D'une part, nous avons pu prendre en compte des études anthropologiques, historiques et géographiques de la région afin de contextualiser les grands enjeux et tensions. D'autre part, la littérature anthropologique plus récente a été consultée, y compris des études menées par les membres de l'équipe, des mémoires de DEA et des thèses de doctorat. Nous avons également analysé les rapports plutôt politistes/sécuritaires et ceux de think-tanks produits dans le cadre de la tourmente sécuritaire actuelle⁷. La recherche bibliographique a apporté un regard nouveau sur la documentation du Liptako-Gourma à la lumière des enjeux actuels.

Dans un deuxième temps, des entretiens ont été conduits avec des personnes ressources à Bamako, à Niamey et à Ouagadougou : des ressortissants du Liptako-Gourma ; des spécialistes en pastoralisme et en sécurité ; des personnes déplacées internes ; et des représentants des mouvements sociaux. Dans les trois pays, ce travail d'identification a été conduit pour mieux comprendre les enjeux de la région.

Dans un troisième temps, des recherches de terrain ont été conduites dans la région du Liptako-Gourma, notamment l'enquête de terrain à courte durée dans les centres urbains et les villes secondaires. Dans ces villes les chercheurs ont également travaillé avec des personnes en provenance des villages environnants. Une attention particulière a été réservée aux Personnes Déplacées Internes (PDI). Des recherches de terrain ont été conduites dans les communes suivantes : Sites des PDI de la Commune VI (Bamako), Mopti, Bandiagara, Douentza et Gao (Mali) ; Sites des PDI (Ouagadougou) Dori, Kaya et Fada N'Gourma (Burkina Faso) ; Sites des PDI (Niamey), Téra, Ouallam et Torodi (Niger).

Il convient de souligner que les 13 chercheurs ont participé aux recherches de terrain. A quelques exceptions près, ils ont travaillé dans les sites où ils ont déjà fait des recherches. Les coordonnateurs nationaux (Koné, Kibora et Hamani) ont dirigé les recherches de terrain dans chaque pays tout en menant l'enquête de terrain eux-mêmes. Le coordonnateur principal (Hagberg) a fait les recherches de terrain auprès des PDI et des personnes ressources dans les trois capitales. Cette implication sur le terrain de tous les chercheurs a permis d'engager une analyse comparative entre localités, pays, groupes socio-culturels, catégories sociales et genres. En particulier, l'analyse genrée a été intégrée dans un contexte où on entend souvent et partout que « *la sécurité, c'est l'affaire des hommes* » (Hagberg et al. 2019a). Nous avons cherché à avoir un nombre élevé de femmes, en tant que citoyennes lambda ou en tant que femmes leaders, dans notre échantillon. Au total nous avons conduit 200 entretiens semi-directifs individuels, en groupe ou focus groupes dans une douzaine de communes sahéliennes.

⁵ Les modules pédagogiques ont été développés à partir de novembre 2021, étant donné que c'est sur la base de l'étude anthropologique que les modules ont été construits.

⁶ Des chercheurs de deux laboratoires de recherche ouest-africains ont collaboré pour conduire cette étude : le Laboratoire d'anthropologie comparative, engagée et transnationale (LACET) et le Laboratoire d'Études et de Recherche sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL).

⁷ Pour des récentes revues de la littérature, voir Zanoletti et Riche (2020) ; Brottem et McDonnell (2020).

Nous avons fait réalisé d'observations et d'interactions sur place, dans une douzaine de communes sahéliennes.

Au cours des recherches de terrain, nous avons organisé des ateliers mi-terrains afin de rencontrer chaque équipe et partager les données préliminaires. Ces rencontres ont permis de faire des retours et d'éviter des biais. Un grand atelier post-terrain a été organisé à Bamako du 23 au 25 août 2021⁸.

En somme, la combinaison de la recherche bibliographique, de l'enquête de terrain et des ateliers d'échange ont permis une démarche véritablement collective, collaborative et comparative de cette étude anthropologique des populations du Liptako-Gourma. Les rapports de synthèse par pays sont dans un document spécifique.

Remarques conceptuelles

Il est important d'apporter quelques remarques conceptuelles pour mieux cerner la problématique de l'étude. C'est particulièrement le cas dans le contexte d'insécurité qui prévaut actuellement dans le Liptako-Gourma.

Groupes armés

De nos jours, la région du Liptako-Gourma est touchée par les interventions militaires contre les « Groupes Armés Terroristes » (GAT), particulièrement le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (JNIM)⁹ et l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS)¹⁰. Au Burkina Faso, l'appellation « Hommes Armés Non-Identifiés » (HANI) est également utilisée. Si ces appellations sécuritaires et militaires sont communes au sein des forces armées, elles sont vidées de contenu politique et social. Ainsi, nos interlocuteurs ont utilisé d'autres termes pour désigner ces groupes. Certains parlaient de « hommes de la brousse » (par ex : *weogo ramba* en mooré, *yimbe ladde* en fulfulde), tandis que d'autres préféraient dire « les bandits » tout court. Un imam déplacé de provenance de la région de Ménaka nous a dit : « ces gens-là, ils nous disent de laisser la barbe et couper les pantalons. Et que nos femmes doivent être voilées. Mais ça, ce n'est pas une question de religion, mais ce sont plutôt des apparences. Or, l'islam, c'est dans le cœur ». Parfois, les interlocuteurs ont parlé de « djihadistes » en référence à des groupes spécifiques : « Les Djelgôbe-là, ce sont de vrais djihadistes ! » s'est exclamé un notable que nous avons interviewé à Niamey.

Dans cette étude, nous prenons au sérieux les termes utilisés par nos interlocuteurs afin de comprendre comment ils perçoivent ces « hommes de la brousse » ou simplement « ces gens-là » (*mogo nunun* en bambara, *neeba ramba* en mooré). Or, la situation est si confuse que parfois on a l'impression que ces groupes sont confondus par de nombreux citoyens, y compris les forces armées. Dans un entretien accordé au quotidien burkinabè *L'Observateur paalga*, l'ancien maire de la commune de Madjoari au Burkina Faso a dit que c'est l'État qui s'en prend à Madjoari :

« Pour nous c'est l'État. Je ne parlerai pas de terroristes. C'est l'État, parce que l'État est complice, je le dis haut et fort. Quand on a un voisin et que dans cette famille voisine, il y a une situation déplorable qui survient, vous partez assister cette famille ou vous rester sans rien faire ? Si vous ne faites rien, vous êtes complice. L'État est en partie

⁸ Le coordonnateur principal, les coordonnateurs nationaux et les chercheurs juniors maliens ont participé en présentiel à Bamako, tandis que les chercheurs juniors du Burkina Faso et du Niger ont participé en virtuel, comme fut également le cas de l'expert pédagogique.

⁹ Le groupe initialement dirigé par Iyad Ag Ghali était Ansar Dine, très connu à partir de la crise malienne de 2012. A la faveur d'une fusion avec Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et d'autres groupes islamistes, Ansar Dine est devenu le JNIM aussi connu comme Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin, dirigé par Iyad Ag Ghali.

¹⁰ En 2015, l'EIGS est née d'une scission d'Al-Mourabitoune provoquée par l'allégeance d'un de ses commandants, Adnane Abou Walid al-Sahraoui à l'État islamique en 2016.

responsable, les djihadistes ne sont plus un problème, c'est l'État qui constitue un problème, puisqu'il est le garant de la sécurité des populations, nous n'en voulons plus aux terroristes. » (L'obsPaalga.com 19/8/2021)

Dans ces contextes d'insécurité multiples, les populations sont véritablement « entre le marteau et l'enclume ». Un interlocuteur du cercle d'Ansongo dans la région de Ménaka a relaté comment des djihadistes menacent les villageois en ces termes : « *Si nous voyons que les forces armées viennent ici, cela veut dire que vous êtes complices. Et là nous allons revenir tuer vous tous* ».

Notre usage des termes pour désigner les « groupes armés », « djihadistes » et « terroristes » est avant tout empirique. Nous utilisons les mots et expressions *émiques*¹¹ de nos interlocuteurs. C'est pourquoi nous évitons les termes qui ont un penchant sécuritaire et militaire comme les GAT, les GANE et les HANI. A titre d'exemple, dans le rapport mensuel de monitoring dans la région Est du Burkina Faso, il est dit : « *En effet, on note des incidents sécuritaires tels que des affrontements entre groupe armé non étatique (GANE) et force de défense et de sécurité (FDS) ; ainsi qu'entre HANI et volontaire de défense pour la patrie (VDP) en occurrence l'affrontement entre FDS et HANI à Tanwalbougou du 19/05/2021* » (Reliefweb 21/6/2021). Le moins que l'on puisse dire est que ce langage militaire ne nous aide guère à comprendre les enjeux locaux et les mouvements socio-politiques. C'est pourquoi nous nous intéressons aux notions que les gens utilisent, comme parfois même simplement « ces gens-là ». En effet, la notion de « ces gens-là » ne concerne pas uniquement les groupes appelés djihadistes, mais peut aussi se référer aux groupes de chasseurs dogons, comme par exemple la milice Dana Ambassagou (au Mali), aux Koglweogos (Burkina Faso) ou aux bandits de grand chemin.

Politique et pouvoir

Au Sahel, tout est politique et le pouvoir est partout : dans la gouvernance de la terre, de l'eau, des pâturages ; dans les relations intra et intercommunautaires ; dans les rapports à l'État ; dans les normes pratiques de genre ; dans l'interface du local et du global, etc. Alors, comment étudier politique et pouvoir au Liptako-Gourma ? Nous ne proposons pas de faire une analyse « géopolitique », ni une analyse « politiste » des partis, mouvements, courants idéologiques. Nous n'envisageons pas non plus d'examiner « les politiques publiques », ni d'évaluer « les interventions » dans la région. En revanche, nous proposons d'engager une analyse d'anthropologie politique des enjeux du Liptako-Gourma, notamment à partir des perspectives par le bas. Une telle approche permettra d'analyser les transformations des rapports sociaux et des pouvoirs locaux dans un contexte de crise et d'appréhender les interventions militaires, humanitaires et de développement à partir des perceptions et perspectives de nos interlocuteurs (les points de vue *émiques*).

Prenons un exemple sur les notions de pouvoir. Les « hommes de tenue » (*faamaw* en Bambara) sont associés à la force (*fang*), tandis que le terme *faama* est également utilisé pour parler des fonctionnaires de l'État ou du gouvernement tout court. Diallo (2021) souligne qu'au XVIII^e siècle, les royaumes Bambara de Ségou et Kaarta ont introduit une nouvelle conception du pouvoir de la force. « *A la différence du Mansa malinké [...] dont le pouvoir reposait sur la légitimité liée à l'ascendance le nouveau pouvoir se fonde sur la force* » (Diallo 2021 : 50). L'auteur se réfère aux travaux de Bagayoko sur la distinction entre les pouvoirs du Mansa et du *Faama* : « *La différence de terminologie recouvre une historicité qui porte les marques d'une rupture : celle effectuée entre un pouvoir héréditaire et un pouvoir conquis* » (Bagayoko 1989 : 453). Une autre notion du pouvoir est celle de la tradition du djihad. « *En 1835, presque toute l'Afrique de l'Ouest se trouvait sous la domination de régimes djihadistes ou était organisée*

¹¹ Les termes *émique* et *étique* sont utilisés en anthropologie pour faire la distinction entre les propos, expressions et notions utilisées par nos interlocuteurs (*émique*) et ceux employés pour le chercheur/l'analyste lui-même (*étique*). Le terme *émique* est utilisé pour décrire un phénomène selon les points de vue spécifiques des acteurs étudiés.

dans la résistance au djihad, résistance qui devait continuer jusqu'à l'occupation européenne et l'établissement des gouvernements coloniaux » (Lovejoy 2015). C'est dans cette tradition que la Diina, le Liptako et le Sokoto doivent être placés (Last 1977 ; Lovejoy 2016). Le pouvoir en tant que force a été la conception dominante et omniprésente pendant la colonisation, d'où les termes tels que *faama* (bambara), *naam* (mooré) ou *laamu* (fulfuldé) pour le gouvernement, l'État, les hommes de tenue ou les fonctionnaires en général. La force armée est alors intimement associée au pouvoir dans le Liptako-Gourma.

Nous proposons une analyse socio-politique du Liptako-Gourma, à l'interface entre le local et le régional, d'une part, et le national, l'international et le global, d'autre part. La distinction entre le politique et la politique prend tout son sens dans le contexte d'insécurité dans la région des trois frontières : « *Le politique serait donc, d'un point de vue statique, l'ensemble des structures qui sont induites des relations d'autorité et d'obéissance et établies en vue d'une fin commune, de façon à ce que, au moins, le groupe n'éclate pas* » (Étienne 2009 : 97). Par contre, la politique serait « *la traduction dynamique de tous les phénomènes impliqués par la conquête et l'exercice du pouvoir* » (Étienne 2009 : 98-99). La distinction entre la politique et le politique est prégnante lorsque la participation politique des femmes est analysée (Hagberg 2021 ; Hagberg et al. 2021). Carole Ammann démontre que des femmes dans la ville de Kankan en Guinée ne se considèrent pas comme actrices politiques, car pour elles, « la politique » se réfère aux sphères politiques institutionnelles dominées par les hommes :

« Women's political articulations are subtle and often hardly visible. They mostly manifest themselves in women's daily agency such as during encounters with representatives of the local government, but also within everyday actions, for example within their families. » (Ammann 2020: 204)

Les propos de « la mal gouvernance » et « l'absence de l'État » doivent être analysés pour mieux comprendre les populations et contextualiser les interventions dans le Liptako-Gourma. Évidemment, il ne s'agit point d'analyser l'État comme une idée idéale mais plutôt comme la somme des pratiques de ses représentants et représentations, en mobilisant une anthropologie de l'État et une anthropologie politique « par le bas » (Bayart et al. 2008 ; Blundo et Le Meur 2009 ; Hagberg 2017b ; Hagberg 2021 ; Siméant 2014 ; Baudais 2016). C'est ainsi que les formes et les manifestations du politique et du pouvoir dans le Liptako-Gourma (et certainement ailleurs) doivent être appréhendées et analysées pour comprendre et contextualiser les populations de cette région.

Catégories sociales et culturelles

Des termes différents sont utilisés pour désigner ces populations. On parle de « Dogons », « Peuls », « Bambaras », « Zarma », « Moose », « Touaregs », etc. pour désigner les groupes socio-culturels ou ethniques. Parfois ces appellations peuvent donner l'impression que nous avons à faire à des identités fixes, figées et anhistoriques. Or, c'est tout le contraire. En réalité, ces termes se réfèrent plutôt à des appartenances identitaires fluides, flexibles et changeantes. Dans cette étude, les termes « peuple », « communauté », « groupe socio-culturel », « groupe ethnique », « ethnie » ou « ethnicité » sont variablement utilisés pour décrire les différents groupes. Cependant, le terme anthropologique le plus approprié est probablement l'ethnicité, étant donné qu'il met au premier plan le rôle des frontières ethniques – notamment la dichotomie « Nous » / « Eux » – et les enjeux des relations entre les différents groupes dans le processus de construction identitaire. Comme nous démontrons, chaque Peul avait son Dogon, chaque Dogon avait son Peul¹². Cependant, de nos jours les relations intra et intercommunautaires sont transformées et les liens sociaux de plus en plus menacés.

¹² Il y a tout un corpus d'études anthropologiques sur la question de l'ethnie et de l'ethnicité au Sahel (e.g. Amselle 1990 ; Bazin 1985 ; de Bruijn et van Dijk 1997).

« Noble » / « Esclave »

Les catégorisations sociales employées dans la région font souvent recours aux termes tels que « noble » et « esclave ». En effet, ces sociétés sont traditionnellement hiérarchisées, entre « gens libres » ou « nobles », d'une part, et « captifs » ou « esclaves », d'autre part. Les relations entre ces catégories sociales jouent un rôle important dans les questions politiques et culturelles (Botte 2000 ; Hahonou 2009 ; Irwin 1981 ; Keïta 2012 ; Pelckmans et Hardung 2015 ; Olivier de Sardan 1974 ; Riesman 1974, 1992). Dans cette étude, nous utilisons les termes « nobles » et « esclaves » entre guillemets, car ces catégorisations sont réfutées par certains interlocuteurs, notamment des descendants d'anciens captifs, qui de plus en plus revendiquent l'ethnicité d'origine de leurs ancêtres (« Dogon », « Bambara », « Moaaga », etc.).

La distinction entre « noble » et « esclave » prend tout son sens lorsqu'on étudie les transformations dans le contexte actuel. Au Burkina Faso, par exemple, de jeunes Rimaibe – les anciens captifs des Peuls – ont été parmi les premiers à s'enrôler dans les groupes armés. Dans la province de Soum, nos interlocuteurs ont affirmé, « beaucoup de Rimaibe étaient dans le groupe de Malam Dicko surtout au début ». Les attaques d'Ansarul Islam de Malam Dicko étaient aussi ciblées contre les pouvoirs locaux (chefs, imams, élus locaux, fonctionnaires) avant de s'attaquer aux autres cibles. Cette ambition de s'en prendre à l'élite locale serait une base de mobilisation et d'enrôlement.

Les mobilisations contemporaines contre l'esclavage donnent une actualité renouvelée à cette catégorisation « noble » / « esclave ». Dans son ouvrage sur l'esclavage au Mali, Naffet Keïta souligne qu'il convient de faire la différence entre le statut d'esclave et la condition de l'esclavage. Tandis que le statut est « à situer du côté des représentations, de l'idéologie qui instituent, légitiment et 'rendent acceptable' le statut servile aux yeux de la société » (Keïta 2012 : 13), la condition « désigne la situation que vit la personne sur laquelle s'exerce les attributs du droit de propriété ou certains d'entre eux » (Keïta 2012 : 14). Dans le Liptako-Gourma, il y a des personnes localement désignées par le statut d'esclave, qui ne vivent pas la condition de l'esclave ; de même, il y a un nombre de personnes qui vivent une condition servile si précaire que l'on pourrait appeler « esclavage » sans avoir un statut d'esclave. Les termes « noble » / « esclave » sont couramment utilisés dans la vie quotidienne, que ce soient en français, en fulfuldé, en bambara, en zarma ou en dogon ; ces appellations relèvent du statut d'esclave plutôt que de la condition d'esclavage.

Il y a aussi la catégorie des « gens de castes », appelés *nyamakalaw* en bambara (Conrad and Frank 1995 ; Tamari 1997 ; McNaughton 1993). Les forgerons (*numuw* en bambara) sont certes les faiseurs de paix, mais ils fabriquent également les armes, notamment les fusils traditionnels, et les outils indispensables pour l'agriculture (la daba, la hache, le pioche, etc.). Des forgerons continuent à jouer des rôles fondamentaux dans la société agraire, notamment en contexte de crise (cf. Hagberg 2006).

Lien social

Cette étude se veut une analyse de l'actualité et de la complexité dans laquelle les populations du Liptako-Gourma se trouvent – attaques quotidiennes, tueries et violences dispersées, précarités de la sécurité humaine, conflits intra- et intercommunautaires, etc. – avec un regard particulier porté sur le lien social, globalement défini comme l'ensemble des appartenances, des affiliations, des relations qui unissent les gens ou les groupes sociaux entre eux. Le lien social est la force qui lie entre eux les membres d'une communauté, d'une association, d'un milieu ou d'une localité. « L'expression 'lien social' est aujourd'hui employée pour désigner tout à la fois le désir de vivre ensemble, la volonté de relier les individus dispersés, l'ambition d'une cohésion plus profonde de la société dans son ensemble » (Paugam 2018 : 4). Dans le cas précis du Liptako-Gourma, le lien social est cette force qui amène des acteurs d'appartenances diverses à interagir et vivre ensemble. Actuellement, le lien social est dit « menacé » ou « brisé » dans la région.

Une attention particulière de cette étude est réservée au lien social. Comment les relations entre groupes et individus persistent ou se dégradent ? Comment les fréquentations des résidents d'une localité donnée changent dans un contexte d'insécurités multiples ? Un exemple : Un interlocuteur peut nous avoir expliqué qu'il avait l'habitude de faire les achats dans la boutique de son ami dogon. Or, un jour le propriétaire de la boutique lui a fait savoir qu'il n'a plus de sucre à lui vendre, malgré le fait qu'il y avait du sucre exposé dans la boutique. Notre interlocuteur a alors compris qu'il n'était plus le bienvenu dans cette boutique. Le lien social fut alors brisé.

Pour reprendre l'expression, « *the Devil is in the details* », faisant allusion au constat que souvent des éléments fondamentaux sont cachés dans les détails, nous analysons le lien social du Liptako-Gourma à partir des vécus quotidiens, des situations concrètes et des expériences personnelles.

Limites

Cette étude est avant tout un effort anthropologique collectif, collaboratif et comparatif d'analyse des transformations du lien social parmi les populations du Liptako-Gourma. Elle a été conduite pour contribuer à « mieux connaître les populations » et à « mieux contextualiser les interventions » dans cette région « chaude » où les attaques se multiplient et le nombre de déplacés croît de jour en jour. Il va de soi que cette analyse ne pourra pas prétendre à couvrir une région si large et si vaste qui plus est en grande partie inaccessible à cause de l'insécurité. Même si nous nous sommes inspirés des ouvrages sur le Liptako-Gourma et même si les recherches de terrain ont été conduites dans de nombreuses localités, nous ne pouvons prétendre qu'à une analyse exploratoire.

L'étude a trois limites majeures : premièrement, le peu de temps passé sur le terrain et, par conséquent, le nombre réduit de localités dans lesquelles nous avons pu travailler ; deuxièmement, l'accès aux « zones rouges », à haut risque, y compris les questions de sécurité pour le chercheur lui-même ; et troisièmement, le manque de données quantitatives et de statistiques fiables sur lesquelles nous pouvons nous appuyer.

Ces limites ont pour conséquence une difficulté de parler avec certitude de ce que vivent et perçoivent l'ensemble des populations du Liptako-Gourma. Mais pour « faire avec » ces limites, nous avons cherché à identifier des tensions socio-politiques et socio-culturelles pertinentes en ce qui concerne le lien social pour ensuite illustrer ces tensions en mobilisant des exemples empiriques concrets. Nous nous sommes appuyés sur les recherches bibliographiques, les recherches de terrain et les connaissances antérieures. Finalement, l'effort collectif, collaboratif et comparatif du travail se base sur la synergie des forces des 13 chercheurs sur le terrain, dans l'analyse et lors de la rédaction. L'expert en pédagogie s'est par la suite informé des résultats de recherche afin de proposer des modules pédagogiques. De même, l'équipe cartographique a construit des cartes à partir des données de terrain. Nous proposons une analyse exploratoire à partir des perceptions et perspectives des populations du Liptako-Gourma.

Organisation du rapport

Après cette introduction, le chapitre 2 introduit les différents sites d'enquête au Mali, Burkina Faso et Niger avec un support cartographique afin de clarifier l'envergure de l'étude. Dans le chapitre 3, la région du Liptako-Gourma est décrite à partir des trois angles différents : le Delta intérieur malien ; le Liptako et le Gourma burkinabè ; et le Gourma nigérien. Les relations communautaires sont abordées dans le chapitre 4. Dans le chapitre 5, nous analysons les perceptions et perspectives de l'État de la part des populations, y compris leurs perceptions des forces armées. Les relations de genre sont abordées dans le chapitre 6 avec une attention particulière réservée à la transformation des masculinités en contexte de crise et d'insécurité. Le chapitre 7 analyse les différents groupes armés, souvent référés localement comme « ces gens-là », car pour les interlocuteurs la distinction entre « mouvements djihadistes », « groupes

d'auto-défense » et « bandes de bandits » n'est pas toujours évidente. Le chapitre 8 résume la proposition des modules pédagogiques, justement pour rendre l'étude « opérationnelle ». Le chapitre 9 est consacré aux conclusions, divisées en conclusions conceptuelles et analytiques et en conclusions spécifiques et opérationnelles. Dans le chapitre 10, nous formulons les recommandations à partir des résultats de la recherche.

2. SITES D'ENQUETE, ENVERGURE DE L'ETUDE

Depuis 2012, le Mali traverse une période de turbulences multiformes d'une rare violence. Ce fut d'abord une contestation des autorités en place, à laquelle sont venus se greffer des acteurs extérieurs virulents appelés généralement « djihadistes » ou « groupes islamistes armés », que sont le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et l'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Ainsi, cette insurrection armée est devenue une agression qui a déferlé sur le Mali. Leur progression, arrêtée à Konna en janvier 2013, a donné lieu à une débandade généralisée. Ce blocage a provoqué la dispersion d'hommes armés sans contrôle au nord et au centre du Mali. Toujours est-il que ces hommes armés incontrôlés semblent s'être retrouvés autour de leaders locaux, avec des attaches diverses. Cette nébuleuse apparaît sous la forme d'une créature à têtes multiples que d'aucuns appellent « hydre du terrorisme » et qui écume non seulement dans tout le Mali, mais aussi les pays frontaliers et surtout les deux pays voisins que sont le Burkina Faso et le Niger. Face à ces agressions d'une rare violence, des communautés, s'estimant ignorées des pouvoirs publics, se sont organisées pour prendre en charge leur propre sécurité. Ces groupes d'autodéfense ne se sont pas contentés de protéger leurs communautés mais sont devenus aussi agressifs en agissant sur des bases de dénonciation, de stigmatisation, d'amalgame entraînant des zones entières dans un cycle de violences extrêmes.

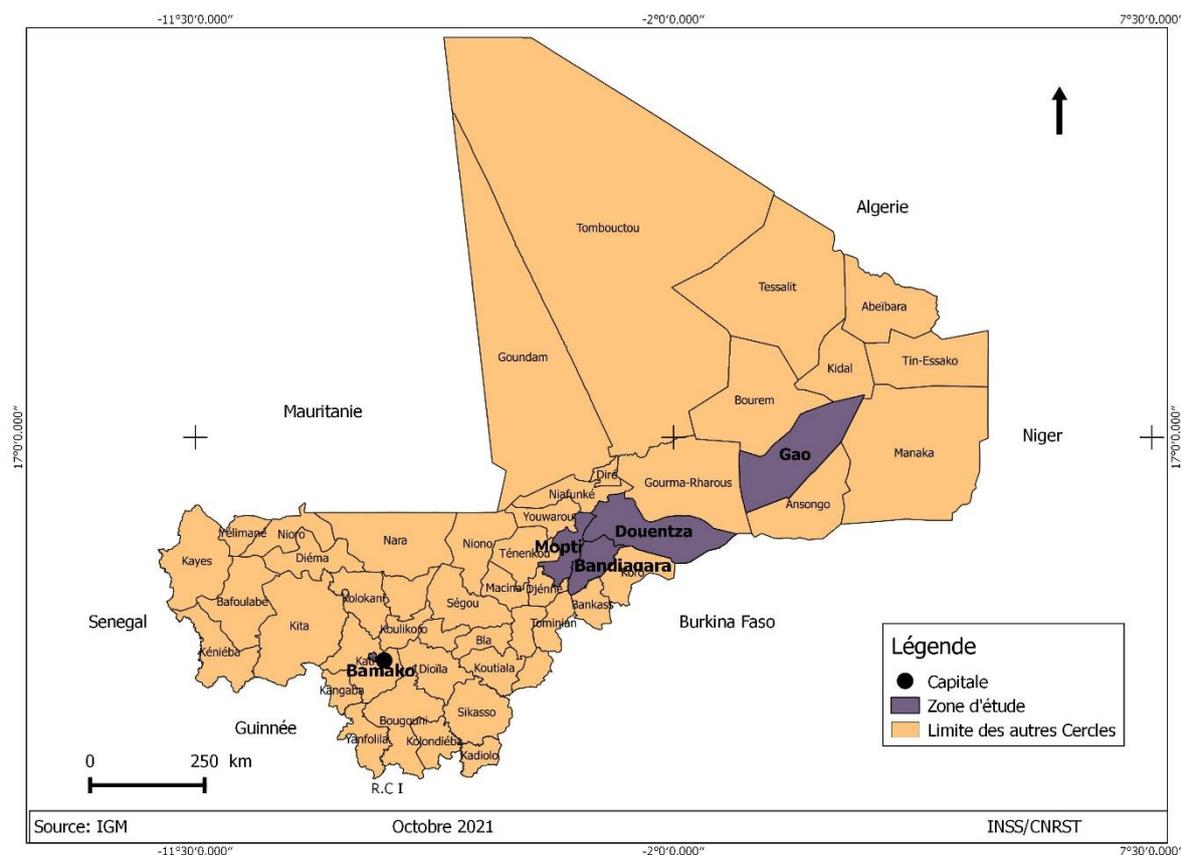
Dans ce contexte, comment faire pour documenter les conditions de vie des populations du Liptako-Gourma, alors que leurs lieux de résidence connaissent une insécurité permanente ? Tout le monde ne peut y circuler partout. Pour se rendre dans un lieu déterminé il faut appartenir à la catégorie des personnes tolérées et sous conditions. En outre, des villages entiers ont été détruits et des habitants ont été tués ou ont fui pour aller habiter dans les centres urbains et semi-urbains, dans des sites de Personnes Déplacées Internes (PDI). Ce sont ces déplacés qui ont constitué l'essentiel de nos interlocuteurs.

Quand bien même nous ne voulions pas aborder les questions d'insécurité, à l'entame des entretiens, les réponses à toutes les questions nous ramenaient à ce sujet qui faisait l'objet d'une fixation consciente ou inconsciente. Lorsqu'un interlocuteur refuse de prendre l'appel d'une personne qui avait été enlevée ou qu'un autre fait des détours pour semer ceux qu'il croit le suivre, tout cela en dit long sur cette atmosphère de méfiance, de suspicion et de psychose. Dans tous les sites d'enquête, on a entendu le même discours : « *Ils sont partout !* », « *On les connaît !* », « *Ils savent que vous êtes là !* ».

Dans ce chapitre nous décrivons les sites d'enquête dans les trois pays pour mener une réflexion sur l'envergure de cette étude des populations du Liptako-Gourma.

Mali

Ne pouvant accéder à toutes les catégories de personnes, pour des raisons d'insécurité, nous nous sommes focalisés sur les acteurs et cibles accessibles à Bamako, Mopti, Bandiagara et Douentza (Carte 2). Les membres de l'équipe malienne ont travaillé ensemble, surtout les premiers jours de terrain, puis, en fonction de la disponibilité des interlocuteurs, la collecte des informations a été faite en équipe réduite ou par une seule personne.



Carte 2 : Zones d'étude au Mali, notamment les cercles et le District de Bamako.

Par ailleurs, nous avons réalisé des entretiens avec des élus locaux (maires, conseillers communaux) des directeurs de services techniques au niveau régional et local, des membres de la société civile (associations, ONG) et des citoyens ordinaires¹³. Les entretiens prévus pour être individuels ou en focus groupes se sont quelquefois transformés en entretiens collectifs, car dans une atmosphère d'insécurité où l'on ne sait pas « qui est qui », il faut se garder d'exclure des personnes, par souci pour notre propre sécurité et celle de nos interlocuteurs. Ainsi, l'insécurité s'est-elle imposée comme aspect fondamental de l'étude, puisqu'elle présidait aux conditions d'existence et de travail des personnes rencontrées, qu'elles soient déplacées ou non. Toutefois, bien que cela ne soit plus la réalité présente de la plupart de nos interlocuteurs, nous avons commencé par identifier les communautés résidentes des lieux, leurs activités, les rapports sociaux, les modes et niveaux de résolution des conflits.

Les recherches de terrain ont été conduites dans la commune VI du District de Bamako dans les sites des Personnes Déplacées Internes (PDI), dans les régions Mopti (communes de Bandiagara et de Douentza) et de Gao (commune urbaine).

District de Bamako

La commune VI du District de Bamako, dans laquelle se trouvent quatre sites de PDI est la plus vaste avec une population d'environ 600.000 habitants. Elle est constituée de dix quartiers : Banankabougou, Djanékéla, Faladié, Magnambougou, Missabougou, Niamakoro, Sénou, Sogoniko, Sokorodji et Yirimadio. Nous avons mené les recherches de terrain dans les sites de PDI de Faladié, Sénou, Sogoniko et Niamakoro, notamment auprès d'interlocuteurs peuls et dogons.

¹³ Le concept « citoyens ordinaires » vise à capter les perspectives des communs de mortels loin des sphères formelles de prise de décision (Carrel et Neveu 2014 ; Hagberg et al. 2019b).

Région de Mopti

La région de Mopti est divisée en huit cercles (Bandiagara, Bankass, Djenné, Douentza, Koro, Mopti, Ténenkou, Youwarou) regroupant 108 communes. La région compte 1.628.957 habitants dont les principales communautés sont les Peuls (principalement éleveurs), les Dogons (principalement agriculteurs) et les Bozos (principalement pêcheurs) (INSAT-RGPH 2009). A ces populations s'ajoutent les Songhaïs, les Bambaras, les Touaregs et les Maures. Les recherches de terrain ont été conduites dans la ville de Mopti-Sévaré, ainsi que dans les cercles de Bandiagara et Douentza auprès des résidents et des PDI.

Bandiagara

Le cercle de Bandiagara compte 21 communes : Bandiagara, Bara Sara, Borko, Dandoli, Diamnati, Dogani Béré, Doucoumbo, Dourou, Kendé, Kendié, Lowol-Guéou, Métoumou, Ondougou, Pelou, Pignari, Pignari Bana, Sangha, Ségue Iré, Soroly, Timiri, Wadouba. Le découpage administratif de 2012 a érigé le cercle de Bandiagara en région.

Douentza

Le cercle de Douentza compte 15 communes : Dallah, Dangol-Boré, Débéré, Dianwély, Djapodji, Douentza, Gandamia, Haïré, Hombori, Kéréna, Korarou, Koubéwel Koundia, Mondoro, Pétaka et Tédjé. La ville de Douentza est à la fois chef-lieu de cercle et chef-lieu de commune. Avec le nouveau découpage territorial le cercle de Douentza est appelé à devenir une région. La commune urbaine compte 28.005 habitants (INSAT-RGPH 2009). Les communautés qui se côtoient dans la commune sont par ordre d'importance : des Peuls, des Dogons, des Songhaïs, des Tamasheqs, des Bambaras, des Bozos et des Mossi (Moose).

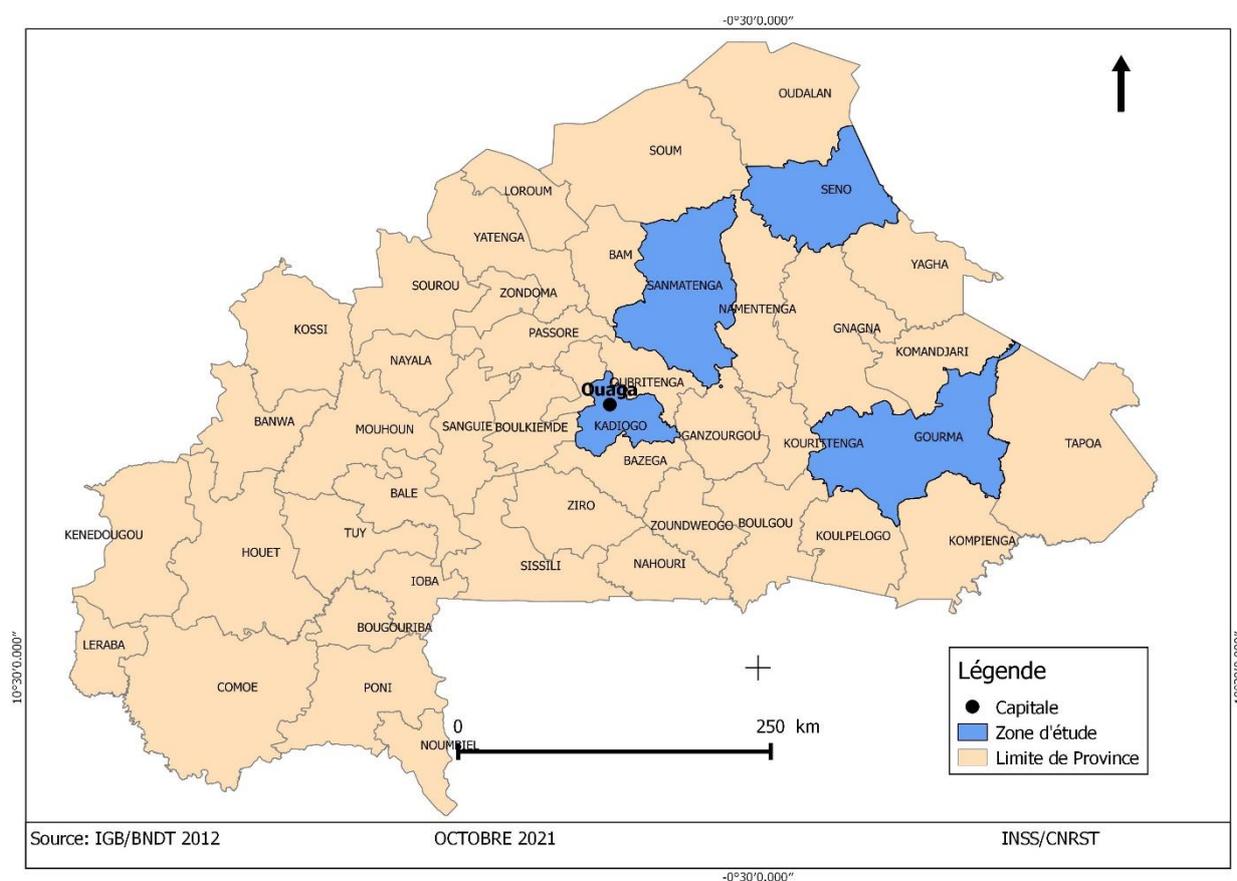
Région de Gao

La région de Gao a une population de 300.283 habitants et comprend trois cercles (Ansongo, Bourem, Gao) et 19 communes. La population de la région de Gao est composée principalement des Songhaïs, Bozos, Touaregs, Bambaras, Arabes et Peuls.

Toutes ces communautés ont pour activités principales l'élevage, l'agriculture et la pêche : aucune activité n'est le monopole absolu d'un groupe ou d'une communauté données. En plus d'une activité principale qui caractérise chacune d'entre elles, elles ont, dans leur immense majorité, une activité secondaire d'élevage ou d'agriculture. Dans ce contexte, toutes les communautés ont recours à la terre, à l'herbe et à l'eau. Elles y accèdent par des modalités diverses, selon que l'on soit ou non membre d'une tribu, d'un clan ou d'un lignage qui en a la maîtrise.

Burkina Faso

Au Burkina Faso, en plus de Ouagadougou, l'étude a concerné trois régions administratives : le Sahel, le Centre-Nord et l'Est (Carte 3). Les communes ont servi de porte d'entrée méthodologique. C'est ainsi que dans la région de Sahel les communes de Dori et de Djibo ont été ciblées, dans celle du Centre-Nord, ce furent la commune de Kaya et dans la région de l'Est, la commune de Fada N'Gourma. Les régions où se sont rendus individuellement les chercheurs sont situées dans le Liptako-Gourma burkinabè. Des enquêtes collectives ont été effectuées à Ouagadougou auprès des Personnes Déplacées Internes (PDI) sur les sites de Pazani, Nioko 2 et Tanghin.



Carte 3 : Zones d'étude au Burkina Faso, notamment les provinces.

Les recherches de terrain ont débuté à Ouagadougou avec des personnes ressources (responsables coutumiers, élus locaux, anciens militaires, etc.) originaires du Liptako-Gourma ou ayant une grande connaissance de la région, suivies d'enquêtes collectives conduites sur les sites de PDI dans un quartier périphérique au Nord-ouest de Ouagadougou, à Pazani, comme celui de Nioko 2 à la sortie Nord-Est de la ville et Tanghin au Nord. Concernant les autres sites, les chercheurs ont mené individuellement des enquêtes à Dori, Kaya et Fada N'Gourma. En plus, un chercheur (Sidi Barry) venait de rentrer d'un séjour de terrain de deux semaines à Djibo (province du Soum) pour des enquêtes dans le cadre de sa thèse de doctorat ; nous avons pu bénéficier de ses observations et entretiens récents dans la province « la plus chaude » en matière d'insécurité au Burkina Faso.

Commune de Dori

La ville de Dori est à la fois le chef-lieu de la province du Séno et celui de la région du Sahel. La commune a une population totale de 106.808 habitants (INSD 2006). Les résultats préliminaires du cinquième recensement général de la population et de l'habitation de 2019 indiquent que la commune compte 180 512 habitants. Historiquement, la ville de Dori connut des migrations de plusieurs groupes car elle était un centre commercial où se faisaient les échanges de nombreux de produits (sel, cola, poisson), ceci surtout avec les pays frontaliers le Mali et le Niger. Les Peuls représentent la communauté majoritaire ; les autres groupes sont les Gourmantchés, les Moose, les Zarmas, les Songhaïs, les Bellas et les Fulsés. L'organisation politique traditionnelle repose sur les Peul Ferobe de la famille Dicko ; le pouvoir politique traditionnel est détenu par l'Emir du Liptako. Depuis 2010, une crise secoue l'émirat du fait de l'existence de deux émirs : l'oncle et le neveu (Barry et Hagberg 2019).

Commune de Kaya

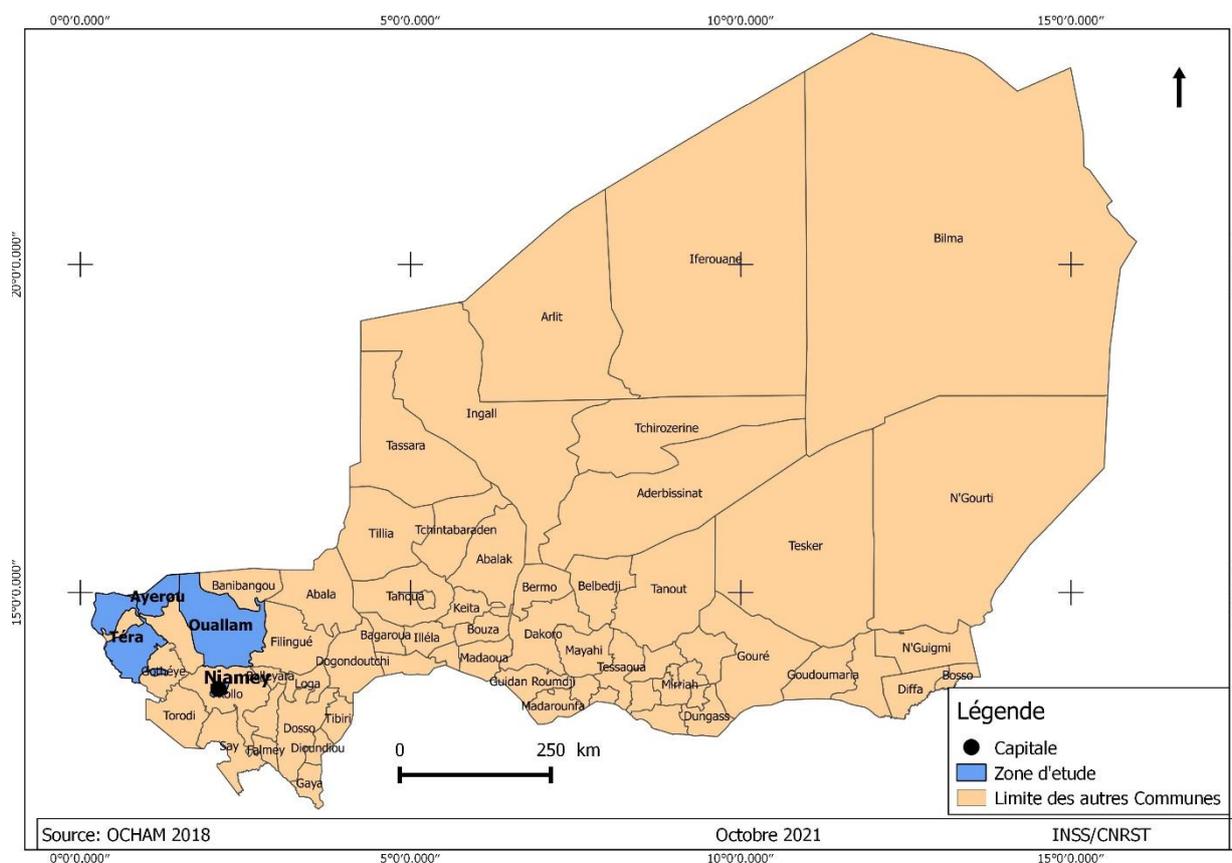
La commune de Kaya est située dans la province du Sanmatenga ; la ville est le chef-lieu de la région du Centre Nord. Kaya est la plus grande ville qui est située entre le Plateau central moaga (au pays des Moose, le Moogo) et le Sahel. Du point de vue culturel et historique, Kaya a été fondé vers le XV^e siècle. Intronisé par le Sanmatenga Naaba, le Kaya Naaba (chef de Kaya) a le pouvoir de nommer et de révoquer à sa guise les chefs de canton et de village du ressort de sa principauté. Dans la structure de la société moaga de Kaya, on distingue trois composantes essentielles à savoir les gens du pouvoir (*na-biisi*) qui détiennent la chefferie. Il y a aussi les gens de la terre représentés par les (*tengen-biisi*) ayant un dignitaire appelé *tengsoba* (maître de la terre). Il existe une grande complémentarité entre les gens du pouvoir et les gens de la terre ; la troisième composante concerne les gens de métier (ou de caste) regroupant diverses catégories professionnelles, notamment les forgerons, les artisans-commerçants et les tisserands. La commune de Kaya compte 208.682 habitants, selon les résultats préliminaires du cinquième recensement général de la population et de l'habitation de 2019. A Kaya on note un total de 170.447 PDI. Les communautés les plus importantes sont les Moose (plus de 90%) et les Peuls.

Commune de Fada N'Gourma

Fada N'Gourma est une commune urbaine qui est en même temps le chef-lieu de la province du Gourma et de la région de l'Est. La population de la commune est estimée à 124.577 habitants (INSD 2006). Les résultats préliminaires du cinquième recensement général de la population et de l'habitation de 2019 indiquent que la commune de Fada compte 187.692 habitants. La commune comptabilise 45.195 PDI, repartis dans les quartiers proches des zones non loties. Les Gourmantchés sont les autochtones, auxquels s'ajoutent les communautés de Zaonsés, Yaanas, Moose, Peuls, Bissas, Dioulas, ainsi que communautés Yoroubas et Haoussa. De nos jours, on constate un délitement du vivre-ensemble marqué par une sorte de méfiance entre les communautés notamment entre Gourmantchés et Peuls mais aussi entre Moose et Peuls. Les activités essentielles sont l'agriculture, l'élevage, l'exploitation minière et l'orpaillage traditionnel, le commerce etc. La transformation des produits de l'élevage est pratiquée dans la commune. Il existe un groupement de transformatrices de lait en yaourt. La commune dispose également d'une boucherie, de cinq aires d'abattage, d'une laiterie semi-industrielle avec quatre centres de collecte de lait et de deux mini-laiteries. L'un des plus grands marchés de bétail de la sous-région se trouve à Fada et il a lieu chaque dimanche.

Niger

Au Niger, les recherches de terrain ont été conduites dans trois communes de la région de Tillabéri. La région est située à l'ouest du Niger et partage les frontières avec le Mali et le Burkina Faso. Cette région se caractérise par une insécurité récurrente depuis 2017 et par une forte concentration des attaques et/ou menaces d'attaques ayant des liens avec la frontière. Elle a une superficie de 97.251 Km² pour une population de 2.722.482 habitants (INS 2012). La région peut être subdivisée en deux pôles : une partie Nord frontalière avec le Mali est constituée des départements de Ouallam, Banibangou, Bankilaré et Ayorou ; et une partie Sud composée des départements de Téra et Torodi proche du Burkina Faso. La recherche concerne trois localités situées au cœur de la partie nigérienne du Liptako-Gourma : Téra, Ayorou et Ouallam en plus des recherches de terrain auprès des PDI et des personnes ressources à Niamey (Carte 4).



Carte 4 : Zones d'étude au Niger, notamment les départements et Communauté Urbaine de Niamey.

Ces localités partagent de nombreuses réalités tels que l'environnement agro-écologique, des similitudes sur le plan socio-culturel, des activités économiques. Sur le plan démographique, les Zarma (aussi appelés Djerma) dominent ; viennent en seconde position, les Touaregs (Ayorou) ou des Peuls (Téra) selon les cas. Les Peuls sont constitués de plusieurs sous-groupes : Gaobe, Djelgôbe, Tolobe, Issabe, Bororo, Liptakôbe, etc. Vu qu'ils sont d'origines diverses, les Peuls du Liptako-Gourma nigérien constituent une diversité politique et une unité linguistique (le partage de la langue Fulfuldé). Les Peuls Djelgôbe sont originaires de zone de Djibo (Province du Soum du Burkina Faso) ; ils ont migré jusqu'à Banibangou où ils sont représentés à Weidbongou. Les Peuls Djelgôbe seraient « les plus acquis à Hamadou Kouffa ». Les Tolobe, qui, selon nos informations, seraient plutôt impliqués dans l'EIGS ; les Tolobe sont venus du Nigéria. Les Bororos seraient descendus du Sahara nigérien. Les Gaobe sont partis de Gao pour essaimer dans la zone du Liptako. On retrouve également des Haoussas, anciens migrants et quasiment absents des enjeux politiques locaux. Les Gourmantché et les Arabes rejoignent les Hausas pour constituer « les minorités » dans la zone d'étude.

Du point de vue économique, les activités dominantes sont l'agriculture et l'élevage, pratiqués de façon extensive donc très exigeantes en ressources. L'élevage concerne toutes les espèces de gros et petits ruminants ; certains groupes socio-culturels semblent être spécialisés dans un type particulier d'élevage. Dans la commune d'Ayorou, on rapporte que « les Arabes et les Touaregs de peau blanche élèvent plus les gros ruminants ». On pratique également la pêche à Ayorou en raison de la proximité du fleuve Niger. Des trois communes étudiées, Ayorou est la plus avantagée en termes de ressources disponibles ; la présence du fleuve offre aux populations une opportunité supplémentaire sur le plan des activités économiques. Les Haoussas sont essentiellement agriculteurs et commerçants.

Commune d'Ayorou

La commune rurale d'Ayorou est située sur la rive gauche du fleuve Niger au nord de la ville de Tillabéri. Ayorou compte 17 villages administratifs et 87 hameaux de culture. La commune rurale a été érigée en département comprenant également la commune rurale d'Inates. La commune compte 36.574 habitants (INS 2012). Cette population est constituée de plusieurs communautés dont les plus importantes sont les Zarmas, les Touaregs, les Peuls et les Haoussas.

L'économie repose sur une agriculture de subsistance et l'élevage. On y distingue également les activités sylvicoles et halieutiques. Ces activités sont aujourd'hui soumises à de sérieuses contraintes liées aux impacts du changement climatique qui a considérablement dégradé le couvert végétal. Aux facteurs climatiques et environnementaux, s'ajoute l'insécurité et ses multiples conséquences pour davantage compliquer l'accès aux ressources agricoles et pastorales. D'une part, les vagues de réfugiés maliens et de PDI qui s'installent sur des espaces déjà insuffisantes constituent un autre handicap bloquant les activités agricoles, en particulier dans la périphérie de la ville d'Ayorou où sont concentrés les réfugiés et déplacés. D'autre part, l'insécurité contrarie les activités agricoles et pastorales dans les zones plus ou moins excentrées qui constituent aujourd'hui des espaces assez marqués par les groupes armés : terroristes, djihadistes ou simples bandits.

« Depuis quelques années, l'occupation de certains espaces par les réfugiés et les déplacés internes chassés par l'insécurité devient un facteur additionnel de pression sur les ressources économiques de la commune. A cause de cette insécurité, les espaces de culture et de pâturage se sont considérablement rétrécis, appauvrissant les populations qui sont essentiellement agriculteurs et/ou éleveurs » (Élu local d'Ayorou).

Commune de Téra

Le département de Téra compte aujourd'hui cinq communes : Téra, Gorouol, Kokorou et Méhana et Diagourou. Située dans le département du même nom dans la région de Tillabéri, la commune urbaine de Téra se caractérise aussi par la coexistence de deux pôles : un pôle urbain (la ville de Téra) composé de six quartiers et un pôle rural constitué de 19 villages administratifs et hameaux de rattachement. La commune de Téra a 71.648 habitants (INSAT-RGPH 2012). Cette population est composée de plusieurs groupes à savoir les Songhaïs, les Gourmantchés, les Peuls, les Touaregs, les Haoussas, les Moose, quelques familles d'Arabes et de Yoroubas. Les Songhaïs sont majoritaires, suivis des Gourmantchés, des Peuls, des Touaregs, des Haoussas, des Moose, des Arabes et des Yoroubas.

Les principales activités socio-économiques sont l'agriculture et l'élevage, tant en zone sédentaire, qu'en zone nomade. En plus de l'agriculture et de l'élevage, le commerce, l'orpaillage, la pêche et l'artisanat occupent aussi une proportion significative de la population de Téra. La commune urbaine dispose d'un barrage autour duquel sont pratiquées les cultures irriguées. Si le barrage existe depuis 1978, l'engouement autour des activités maraichères est récent. Ce regain d'intérêt pour le maraichage est insufflé par des ressortissants burkinabè qui ont montré la voie à travers la production de la tomate et du moringa, principalement.

La commune de Téra est aussi l'une des zones par excellence des activités aurifères de la région. L'exploitation artisanale de l'or a connu son premier essor dans la commune en 1984-1985 suite à la sécheresse. Elle s'est intensifiée à partir des années 2000, du fait de l'augmentation du prix de l'or sur les marchés, d'une part, et la recherche de stratégie d'adaptation à la baisse structurelle des productions agricoles, de l'autre. D'ailleurs, le site d'orpaillage le plus connu se situe dans la commune de Téra. Il s'agit du site de Komabangou, localisé à cheval entre les communes de Téra, Kokorou et Dargol. C'est une activité qui, quoique saisonnière et dangereuse, offre des opportunités d'emplois à un nombre considérable des jeunes. Elle procure des ressources non négligeables à de nombreuses familles.

Commune de Ouallam

La ville de Ouallam est à la fois chef-lieu de commune urbaine et chef-lieu de département dans la région de Tillabéri. Sa population est de 90.252 habitants (INS 2012). Cette population est composée majoritairement de Zarmas (plus de 90%) suivi des Touaregs et des Peuls. Ces populations s'adonnent aux activités économiques comme l'agriculture (mil, sorgho, niébé, gombo, arachides, sésame...), l'élevage (bovins, caprins, ovins, volailles et camelins), l'artisanat, le commerce et la pêche.

Discussion : difficultés des recherches de terrain

Pour conduire les recherches de terrain dans ces conditions si particulières, nous avons mis l'accent sur le travail en équipe (Hagberg 2019a, 2020) en combinaison avec l'enquête de terrain individuelle. Au total, environ 200 entretiens ont pu être effectués par les 13 chercheurs, entre fin juillet et mi-septembre 2021. Nous avons travaillé dans 12 villes secondaires et dans les sites de PDI dans les trois capitales. En plus, nous avons fait des entretiens avec des déplacés de provenance d'une cinquantaine de villes et villages, mais qui sont actuellement dans les sites de PDI où nous avons travaillé.

Quelques difficultés peuvent néanmoins être relevées. Premièrement, la courte durée des recherches de terrain pose problème, car nous avons été quelque peu ambitieux en voulant ethnographier des populations du Liptako-Gourma en trois semaines de terrain. Même si nous pensons avoir produit des résultats probants, il faut reconnaître qu'en si peu de temps il s'avère difficile d'explorer en détail des situations et des propos des populations.

Deuxièmement, le contexte d'insécurité dans le Liptako-Gourma n'est pas favorable pour y mener des entretiens. Les acteurs sont très prudents, voire réticents à prendre la parole en public. Même quand ils acceptent un entretien, certains interlocuteurs évitent de donner les détails de certains faits. L'insécurité a également limité notre accès au terrain, notamment en milieu rural.

Troisièmement, travailler sur le Liptako-Gourma qui est « à la Une » des médias nécessite une capacité de mener des recherches sur une cible en mouvement perpétuel, « *a moving target* ». Au moment que nous étions sur le terrain, des attaques terroristes violentes meurtrières ont eu lieu dans les trois pays : le village de Darey-Daye au Niger (RFI 17/8/2021) ; le village de Ouatagouna au Mali (Le Monde 10/8/2021) ; et sur l'axe Arbinda et Gorgadji au Burkina Faso (Le Monde 19/8/2021). Si notre motivation pour cette recherche s'est renforcée par le fait que nous travaillons « dans le feu de l'action », cela a néanmoins été une difficulté de plus.

En dépit de ces difficultés, nous pensons avoir pu engager une analyse exploratoire qui a abouti à des conclusions et des recommandations pertinentes, en même temps que nous avons identifié des pistes de recherche à approfondir.

3. LIPTAKO-GOURMA : TRAJECTOIRES, MEMOIRES ET ENJEUX

La région du Liptako-Gourma est à la fois une aire culturelle, une région historique, une zone climatique et écologique, un espace communautaire et, de nos jours, une véritable poudrière sécuritaire. La région dispose d'importantes ressources minières, énergétiques, hydrauliques, agropastorales et piscicoles. Depuis 1970, le Liptako-Gourma est une entité politique : l'Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma (ALG). En 2011, l'ALG fut transformée en un espace économique intégré couvrant l'ensemble des territoires des trois États membres.

Cette étude concerne surtout l'espace transfrontalier réparti entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Depuis 2012, la situation sécuritaire du Liptako-Gourma s'est progressivement dégradée à tel point qu'elle est reconnue comme étant « l'épicentre » de la crise sécuritaire dans le Sahel. L'émergence des groupes armés, tels que la katiba Macina de Hamadou Kouffa, qui s'est allié d'Ansar Dine en mars 2017 au sein du Groupe pour le Soutien à l'Islam et aux Musulmans (JNIM, ou *Jamā'at nuṣrat al-islām wal-muslimīn*), opère dans le centre du Mali. Il y a également Ansaroul Islam du feu Malam Ibrahim Dicko au Burkina Faso et l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS), dirigé par Adnan Abou Walid Al-Sahraoui (mort le 17 août 2021) ; Ansaroul Islam, MUJAO¹⁴ et EIGS ont conduit nombreuses attaques au Burkina Faso et au Niger. Il y a quelques années, de nombreux observateurs affirmaient que l'insécurité dans la région était surtout une extension de la crise malienne, indexant la porosité des frontières entre les trois États. Après les premières attaques terroristes au Burkina Faso, les populations se faisaient l'idée que « les étrangers » en étaient les auteurs. Or, de nos jours il est globalement reconnu que le terrorisme est aussi national et domestique, « home-grown » (Hagberg et al. 2019b : 90 ; Zanoletti et Riche 2020). C'est pourquoi il est important d'analyser la transformation des liens sociaux dans le Liptako-Gourma. Dans ce chapitre nous décrivons la région du Liptako-Gourma à partir trois angles différents : le Delta intérieur malien ; du Liptako et du Gourma burkinabè et du Gourma nigérien.

Le Delta intérieur malien

Le fleuve Niger est au cœur du Liptako-Gourma. Troisième fleuve de l'Afrique par sa longueur, il prend sa source entre la Sierra Leone et la Guinée à 800 m d'altitude au pied des monts Loma pour, après une grande boucle aux confins du Sahara occidental, se jeter dans l'océan Atlantique. Une grande diversité de modes de gouvernance des ressources et populations caractérise la région du Liptako-Gourma, qui est traversée par le fleuve.

Le système de gouvernance le plus développé est celui de la Diina, une théocratie fondée en 1818 par le marabout peul Sékou Amadou. Le cœur de la Diina était le Macina, c'est-à-dire toute la zone inondée du delta intérieur du Niger. La Diina fut divisée en cinq provinces, appelées *leydi*. Le Delta intérieur malien doit ses structures sociales, son organisation politique et économique à la Diina, car elle répartit les populations en fonction de spécialisation en trois activités économiques distinctes à savoir l'agriculture, l'élevage et la pêche. Ces trois systèmes d'exploitation des ressources à la fois complémentaires et contradictoires se pratiquent le plus souvent sur les mêmes terres (Gallais 1984 ; Ba 2010 ; Deridder 2021 ; Diallo 2021).

L'héritage de la Diina offre une clé de lecture pour comprendre les enjeux du Liptako-Gourma aujourd'hui. Un grand nombre de populations au nord du Burkina Faso (région du Sahel) et à l'ouest du Niger (région de Tillabéri) situent leurs origines dans la Diina. Les ancêtres des Peuls Djelgôbe dans l'actuelle province du Soum (Djibo) au Burkina Faso étaient venus de la Diina (Diallo 1979, 2009 ; Riesman 1974, 1992 ; Bazemo 2007), de même que les fondateurs de l'émirat du Liptako dans l'actuelle province du Séno (Dori) (Irwin 1981 ; Barry et Hagberg 2019 ; Lund 1999 ; Ouédraogo 1997).

¹⁴ Mouvement pour l'Unification et le Jihad en Afrique de l'Ouest.

Les sécheresses des années 1970 et 1980 ont provoqué une raréfaction des ressources naturelles, intensifiant et exacerbant du coup la compétition pour leur accès et donnant lieu à des conflits intra- et/ou intercommunautaires. Néanmoins, une forme de solidarité, de collaboration et d'interdépendance a continué à réguler les rapports entre les exploitants, sous forme de prêt, de troc et/ou d'échange de services, comme exprimé par cet interlocuteur :

« Nous ne les payions pas de l'argent pour la culture qu'ils faisaient dans notre champ, et eux non plus ne nous payaient pas pour la garde de leurs animaux. Quand l'hivernage arrive, nous quittions leur champ pour venir nous installer sur notre propre champ. Mais dès la fin de l'hivernage, nous repartions sur leur champ. »

Traditionnellement, en « pays dogon », pour avoir accès à la terre, il faut s'adresser au chef de village. Lorsque celui-ci donne la terre, le bénéficiaire n'est qu'un simple usufruitier qui peut l'exploiter comme bon lui semble, tout en respectant des règles bien précises. L'usufruitier d'un champ ne peut ni cueillir les fruits des arbres, ni planter des arbres. Seul le véritable propriétaire peut faire la cueillette et planter des arbres sur la terre.

« Lorsque tu exploites le champ d'autrui, à la fin de la campagne tu lui donnes trois fagots de vivres en guise de reconnaissance mais aussi pour lui témoigner de ta volonté de continuer le pacte d'usufruitier qui vous unit. »

Quant au Yamé – cours d'eau dans le cercle de Bandiagara – son accès n'est pas réglementé, mais les berges du fleuve appartiennent à des particuliers, et il faut négocier avec les propriétaires pour y faire du jardinage. Le jardinage sur les berges du cours d'eau prend fin dès les premières grandes pluies qui annoncent l'hivernage. Pendant la saison des pluies, le propriétaire cultive sa terre de la berge. L'étranger – ou l'allochtone – pouvait ainsi accéder à une parcelle de culture, quand bien même cet accès obéissait à des conditions restrictives de non appropriation (planter des arbres, récolter les fruits des arbres, creuser un puits). L'autorisation d'accès devait être renouvelée chaque année ; le non renouvellement de la demande d'autorisation signifiait une rupture de contrat.

Cependant, l'accès aux pâturages en zones inondées (qu'on appelle « les bourgoutières ») est différent (Diawara 2012). Traditionnellement, il y a des pâturages communautaires et des pâturages lignagers. Si l'accès aux premiers est libre, l'accès aux seconds est géré par les Jooros¹⁵ et est conditionné au paiement de droit d'accès. Le bétail du Jooro bénéficie de la préséance, pour entrer dans son pâturage privé quand il revient de la transhumance. Toutefois, un éleveur étranger affilié à un lignage propriétaire de pâturage pouvait bénéficier de préséance pour accéder à une bourgoutière, sans pourtant être le détenteur de droits de propriété coutumiers.

En somme, les simples usufruitiers de parcelles de culture, tout comme les bénéficiaires de préséance circonstancielle de bourgoutières, pouvaient se livrer à des abus de confiance, entraînant de facto des situations conflictuelles, menant à la mobilisation de plusieurs niveaux de médiation.

Lorsque ce refus de statut d'usufruitier traduisait une volonté d'appropriation, plusieurs niveaux de médiation étaient mobilisés. Le dernier recours, en pays dogon, était le *binou*, l'objet d'un culte sacré. Pour trancher définitivement un conflit, les protagonistes apportaient un coq pour le rite de sacrifice avant le serment sur le *binou* qui frappait de mort celui qui venait prêter serment à tort (Fané 2019 : 189 ; Kansaye 2016). D'autres médiations pouvaient être mobilisées, telle que la médiation faite par les acteurs traditionnels ou bien le recours à une autorité musulmane (Diawara 2012 : 302).

¹⁵ Le Jooro/jowro/dioro (en fulfuldé) est le propriétaire/gestionnaire de pâturage depuis la fondation de la Diina au début du XIXe siècle (Gallais 1984 ; Deridder 2021).

Avec la coexistence des plusieurs normes (coutumières, religieuses, laïques) la possibilité de recours aux dispositions du droit positif a fait naître des velléités d'appropriation exclusive. Des abus d'appropriation ont créé des frustrations suite à des expropriations. Autour de conflit foncier, Diawara (2012) rapporte plusieurs cas de Jooros dépossédés de leur patrimoine foncier au profil d'allochtones devenus puissants. Ces derniers ont usé de leur pouvoir économique pour faire modifier la décision de justice en leur faveur. Alors que le statut de Jooro est héréditaire, l'administration malienne a, parfois, procédé à des nominations de Jooros :

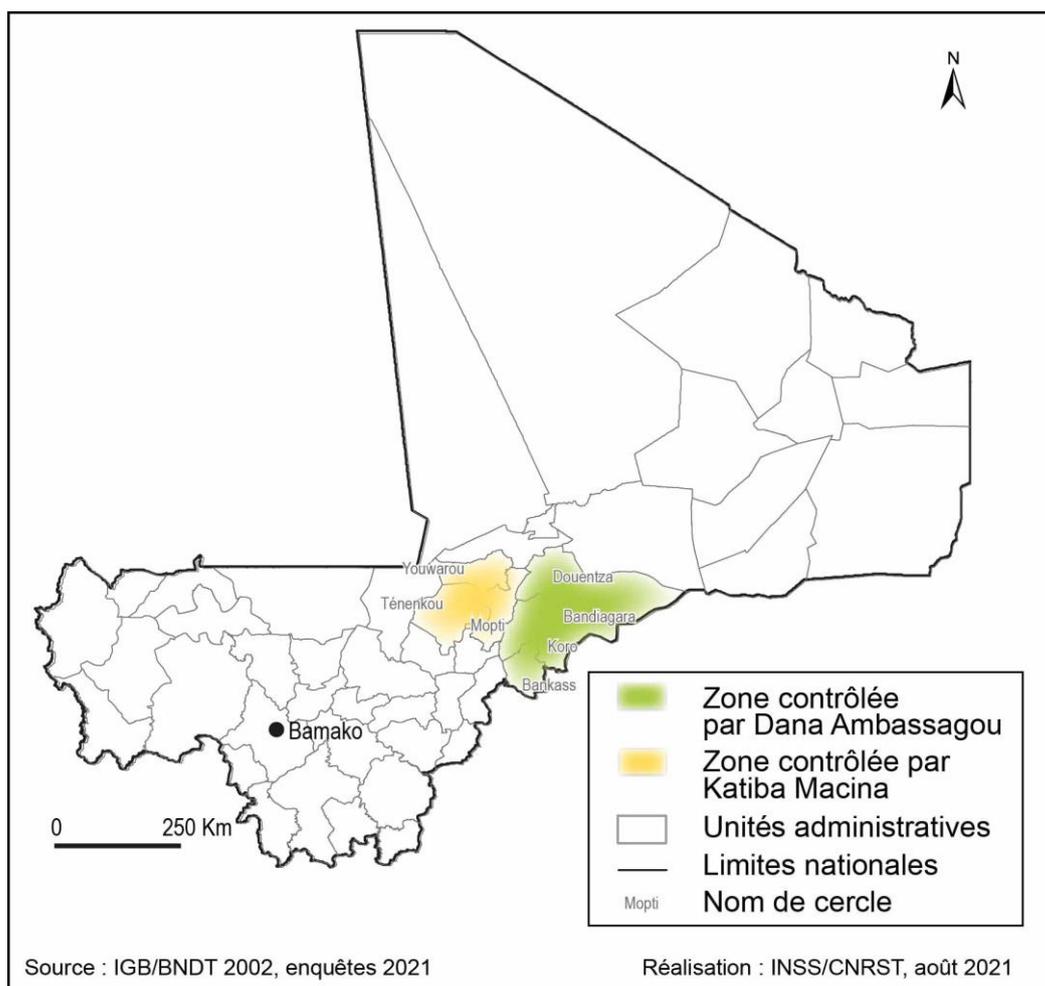
« Tu reçois aujourd'hui un acte juridique qui te donne le statut de Dioro, demain on te retire ce statut pour le donner à quelqu'un d'autre. Les tribunaux peuvent faire sortir près de dix arrêts contradictoires pour un même dossier. »

Diawara démontre que « le système judiciaire se porte très mal » et « est gangrené par la corruption » après que la Cour Suprême, sur le même espace, a pris deux arrêts contradictoires en 2009 et 2010 (Diawara 2012 : 307). Ces arrêts rappellent une pratique ancienne, au XIXe siècle, à l'époque de l'empire peul du Macina, où « chaque laamu a pu à sa guise enlever-déraciner les propriétés et les planter en d'autres lieux » (Fay 1995 : 36).

Cette insécurité foncière a alimenté une tendance à la contestation et à la révolte. Les individus étant impuissants face aux institutions étatiques sont souvent prêts à tout pour exprimer leur mécontentement ou leur révolte, même s'il faut s'allier aux ennemis de l'État :

« Une nuit, M. Sidibé, a perdu quarante têtes de bovins à Tessit. Il a suivi les traces de ses animaux jusqu'à l'abattoir de Gao. Il a trouvé que dix têtes sont déjà égorgées et dix autres sont attachées. Il n'a pas vu les vingt têtes restantes. Fâché, il est parti se plaindre du boucher auprès du procureur. Le procureur a mis M. Sidibé [qui a été victime du vol] en prison pendant deux mois. Et l'affaire est terminée comme ça. En 2012, quand les djihadistes sont venus, M. Sidibé et ses enfants ont rejoint les groupes djihadistes parce que l'État malien ne vaut pas la peine. »

Avec la montée des groupes djihadistes et des groupes d'auto-défense, le Delta intérieur est affecté par des insécurités multiples. Précisons que la région de Mopti est divisée en deux zones : premièrement, la zone inondée qui comprend les cercles de Téninkou, de Youwarou et une partie du cercle de Mopti ; et deuxièmement, la zone exondée comprend les cercles de Bandiagara, Douentza, Bankass et Koro (Carte 5).



Carte 5 : Zones contrôlées par des groupes armés dans la région de Mopti.

Dans la zone inondée de la région de Mopti, la katiba Macina de Hamadoun Kouffa – groupe coalisé avec Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (JNIM) de Iyad Ag Ghaly et affilié à l'Al-Qaïda du Maghreb – est le seul maître à bord en matière de gestion de la vie quotidienne. Cette katiba s'appuie sur les chefs coutumiers acquis à sa cause. La zone semble divisée en « provinces » placée sous l'autorité d'un chef. Ce chef de « province » a un responsable au niveau de chaque village et les représentants des villages ont des espions, généralement des talibés¹⁶. Ces derniers, présents dans les restaurants et gares, sont souvent des informateurs-clés des représentants villageois qui à leur tour rendent compte au chef hiérarchique.

La zone exondée de la région de Mopti est partiellement sous domination de Youssef Toloba, le chef des dozos de la milice dogon Dana Ambassagou. La zone de Djenné est disputée par les dozos Bambaras et des groupes d'autodéfense de la communauté peule. Les dozos de Dana Ambassagou ont des check-points pour contrôler les entrées et les sorties des zones ou villages. Aux passagers, ils sollicitent une contribution volontaire. « Si tu veux aller pour une activité il faut toujours informer pour avoir leurs accords. Tu ne peux te lever et aller comme ça pour mener ton activité. Il faut leur autorisation ».

Cependant, la katiba Macina n'a pas le monopole de la totalité de la zone inondée, tout comme les dozos qui ne contrôlent pas la totalité de la zone exondée. Ces derniers partagent

¹⁶ Les talibés sont des élèves d'une école coranique ou des disciples d'un marabout ; les talibés se promènent en ville et quémangent auprès des usagers dans toutes les villes du Liptako-Gourma.

cette zone avec un groupe dit « Daawa » (ou « Dawla », selon certains interlocuteurs) – qui serait affilié à l'État Islamique du Grand Sahara (EIGS) et qui est très influent à Koro, Mondoro et Boni – et le groupe d'autodéfense fondé par Sékou Bolly.

Les zones d'influence djihadiste sont interdites aux agents de l'État, à quelques exceptions près. Pour tout déplacement il faut l'aval du chef de « province ». Les chefs coutumiers qui composent avec les djihadistes sont devenus des facilitateurs pour les organisations humanitaires et quelques rares agents des services publics.

« Si tu veux te rendre dans une zone, tu appelles les chefs coutumiers. Eux-mêmes demandent l'autorisation aux groupes armés. S'ils te donnent l'autorisation, tu viens. Mais si tu n'as pas l'autorisation, tu annules ta mission. Même s'ils te donnent l'autorisation, quand tu arrives sur le terrain, les djihadistes te dictent leurs principes : on ne doit pas parler de droit des femmes ici ; ils définissent eux-mêmes ton itinéraire et le temps que tu dois faire. Même là, ce sont les agents de santé, les humanitaires et les agents des services de l'élevage qui sont tolérés. »

Les chefs de village, les imams, les transporteurs, etc., sont les personnes auprès desquelles il faut se renseigner avant tout déplacement dans les zones qui sont sous le contrôle des groupes armés. Certaines ONG continuent de mener leurs activités malgré tout.

Le Liptako et le Gourma burkinabè

A la constitution du territoire de la Haute Volta en 1919, certaines communautés étaient dépourvues de superstructures étatiques centralisées et fortement hiérarchisées (Moose, Gourmantchés, Peuls, Touaregs, etc.), tandis que d'autres avaient des organisations politiques de nature diffuse (populations dites Gurunsi, Dagara, etc), couramment appelées « sociétés lignagères de type segmentaire » (Kuba et al. 2003 ; Madiéga et Nao 2003). C'est dans ce contexte que les groupes socio-culturels occupant le Nord, l'Est et le Centre du pays sont passés respectivement sous la domination des Moose, des Gourmantchés, des Peuls et des Touaregs, qui, au terme de conquêtes, conduites entre le XVe siècle et la fin du premier quart du XIXe siècle, ont fondé des États dans lesquels ces populations soumises ont été intégrées (Savonnet-Guyot 1986 ; Izard 1985).

La formation de la colonie Haute-Volta s'appuya sur les anciennes constructions identitaires suivant un processus de simplification et de manipulation, au profit des groupes politiquement ou numériquement dominants (Hien 2009). De même, la politique coloniale de mise valeur, basée sur la rentabilité (Schwarz 1993, 1997), avait laissé en marge du développement des régions moins productives et enclavées. Tout au long de son histoire coloniale et postcoloniale, les élites, aussi bien traditionnelles qu'intellectuelles, ont, à des degrés divers, utilisé le facteur identitaire comme un élément structurant dans leurs discours et leurs luttes pour le contrôle du territoire (Diallo 2009).

Au début du XIXe siècle, la domination peule sur les groupes déjà installés a été rendue possible grâce au djihad lancé par Ousman Dan Fodio (Sultan de Sokoto) et Sékou Amadou (Almamy peul du Macina). Les émirats du Liptako et du Yagha en sont nés et celui du Djelgôdji a été consolidé au Nord de même que les chefferies du Boobola, notamment celles de Barani et de Dokui (Diallo 2009).

Les populations du Sahel burkinabè ont été régulièrement touchées par les sécheresses. Laisées à elles-mêmes, elles ont résisté aux différentes calamités par leurs propres moyens : le départ pour d'autres lieux, les migrations saisonnières des jeunes, la réorientation des activités économiques, les changements des habitudes, etc. (Somda 2003 : 224-225). Dans la mémoire collective du Liptako, certaines calamités ont une place prépondérante, comme par exemple la sécheresse appelée Raffo-Mango de 1917 (Somda 2003 : 225-227) ou bien celle appelée Paigu de 1983-4 (Hagberg 2001 : 54).

Le Liptako-Gourma burkinabè est considéré comme marginalisé, délaissé ; certains dénoncent l'inertie de l'État face à une situation préoccupante. Une interlocutrice a traduit sa déception en ces termes : « *L'État doit ouvrir les yeux sinon le réveil sera douloureux. La bande sahélienne n'intéresse pas l'État. [...] Il faut qu'il y ait des morts pour que l'hélico se lève. Tout ça arrive parce que l'État ne prend jamais les dispositions nécessaires* ».

L'éclosion de la problématique sécuritaire actuelle au Burkina Faso a commencé dans le Liptako-Gourma, après l'euphorie de l'insurrection populaire suite à la chute du régime du président Blaise Compaoré (Hagberg et al. 2015). Le pays a connu pendant la transition politique qui a suivi cette chute une période politique mouvementée dont le paroxysme sera atteint par une tentative de coup d'État dans le souci de restaurer l'ordre ancien, en septembre 2015 (Hagberg 2015). Cette période d'instabilité a coïncidé avec la création en 2015 de la katiba Macina par Hamadoun Kouffa et à l'apparition de la branche de l'État Islamique au Grand Sahara (EIGS) issue d'une scission de Al-Mourabitoun. C'est suite à la naissance de ces deux groupes que le phénomène s'est véritablement rapproché du territoire burkinabè où la première attaque terroriste est intervenue en avril 2015. Cette période a aussi été marquée par la création du premier groupe terroriste local, Ansaroul Islam (proche de la katiba Macina), par le prédicateur de Djibo (province du Soum) Malam Dicko, l'enfant du pays. A partir de cette période, le terrorisme n'a plus un visage étranger et va désormais prospérer sur la rupture du lien social et les conflits communautaires.

Un responsable communal de Dori n'a pas hésité à faire part de ses craintes en ce qui concerne l'extrémisme islamiste :

« Le problème maintenant c'est entre nous musulmans. Nous partons tous à la Mecque à la même période et nous accomplissons les mêmes rites. Cependant, entre la branche des Sunnites [Sunnakobè en fulfulde, c'est-à-dire les Salafistes aussi appelés Wahabites] et celle des Tidjanites il y a souvent des divergences en termes d'interprétation des pratiques islamiques. Eux, ils semblent s'entendre avec les gens de la brousse [yimbe laade en fulfuldé, c'est-à-dire les djihadistes]. Ils peuvent prendre leurs motos et rouler jusqu'à Gorgadji sans problème. Ce qui n'est pas le cas de nous les Tidjanites. Les Sunnites doivent sensibiliser les gens de la brousse car ils ont le même discours à savoir, il faut laisser la barbe, porter les pantalons courts et faire en sorte que les femmes se voilent. »

Ces propos illustrent bien la réflexion religieuse sous-tendant les discussions sécuritaires. Même si les Sunnites ne sont pas accusés de connivence avec les djihadistes, selon cet interlocuteur, ils doivent « sensibiliser » les gens de la brousse.

La région du Centre-Nord avec Kaya comme capitale est située entre le Liptako et le Gourma burkinabè. Kaya est parfois dénommé « la porte du Sahel ». C'est le pays moaaga qui est affecté par l'insécurité, due notamment aux groupes djihadistes et d'auto-défense (Hagberg et al. 2019b ; Kibora et al. 2018). Le Centre-Nord est la zone d'accueil d'un grand nombre de déplacés (PDI).

De nos jours, le Gourma burkinabé regorge des PDI venues du Sahel. Pendant des décennies la région de l'Est a été réputée pour le grand banditisme et l'insécurité généralisée. Un interlocuteur a signifié que le problème sécuritaire vient essentiellement des litiges fonciers :

« Le problème de l'insécurité dans certains endroits de Fada est moins lié au djihadisme qu'à une reconquête de l'espace. C'est une question de révolte des pasteurs face à la vente des terres à outrance par les agriculteurs qui les déposent alors qu'ils ont de l'espace pour mener leurs activités... »

Dans cette région, un autre souci majeur est la fermeture des marchés à bétails qui permettaient d'écouler le cheptel vers d'autres pays. En milieu pastoral, les marchés à bétails sont de véritables poumons économiques pour les pasteurs. C'est au marché qu'il faut aller vendre le

bétail pour faire face aux besoins primaires : scolarisation, éducation, besoins alimentaires, vestimentaires, fêtes, mariages, etc. « *La dégradation sécuritaire est venue aggraver les choses qui déjà n'étaient pas roses. [...] Mais aujourd'hui si vous prenez la région de l'Est, voyez le nombre de marché à bétails qui sont fermés à cause de l'insécurité.* »

Le Gourma nigérien

Le terme *gourma* signifie la rive droite du fleuve Niger en songhaï. Généralement, le Gourma se réfère à la région de Fada N'Gourma et la partie ouest du Niger, principalement la région de Tillabéri. Dans le Gourma nigérien, les Zarmas-Songhaïs sont prédominants. Viennent en seconde position, les Touaregs ou des Peuls. Etant d'origines diverses, les Peuls du Gourma nigérien constituent une diversité et une unité linguistique (le partage de la langue Fulfuldé). Les Peuls Djelgôbe sont originaires de Djibo (Burkina Faso) et ils ont migré jusque à Banibangou (région de Tillabéri). En particulier, il y avait une milice peule qui est née suite à un conflit entre Zarma et Peuls qui aurait causé 80 morts en 2009. Des jeunes Peuls, notamment des Tolobe, se sont organisés en milice jusqu'à ce qu'elle fut désarmée. Un leader de la communauté de Niamey a expliqué que suite à des promesses non-tenues par l'État, notamment l'intégration des ex-miliciens dans l'armée nigérienne, ces mêmes jeunes Peuls Tolobe seraient partis rejoindre le MUJAO.

Les Djelgôbe sont parmi les Peuls « *les plus acquis à Hamandoun Kouffa* », nous a affirmé un ressortissant de Tillabéri. Les Peuls Tolobe sont aussi réputés de joindre les djihadistes.

Du point de vue économique, les activités dominantes sont l'agriculture et l'élevage, pratiquées de façon extensive donc très exigeantes en ressources. L'élevage concerne toutes les espèces de ruminants et certains groupes semblent être spécialisés dans un type particulier d'élevage. On pratique également la pêche à Ayorou en raison de la proximité du fleuve Niger qui traverse la commune.

Dans le Gourma nigérien, les PDI sont de loin les plus importants par rapports aux réfugiés venus du Mali. Ces populations sont accueillies dans des familles ou installées sur des sites spontanés ou aménagés par les autorités locales avec l'appui de partenaires extérieurs. Le plan de réponse humanitaire de 2020 situe à 87.701 le nombre de PDI dans la région de Tillabéri. Ces chiffres se sont accrus avec les attaques observées depuis le début de l'année 2021. Selon la situation dressée en avril 2021 par la Direction Régionale de l'État Civil de Tillabéri, Ouallam compte 5.557 réfugiés maliens et Téra a reçu 11.909 réfugiés essentiellement venus du Burkina Faso.

Discussion : appartenances identitaires, gouvernances des ressources

Dans ce chapitre, nous avons démontré comment la région du Liptako-Gourma – ou bien « la zone des trois frontières » – est une construction historique, culturelle, politique et, de nos jours, sécuritaire. Nous l'avons décrit à partir d'angles différents, notamment à partir du Delta intérieur malien, du Liptako et du Gourma burkinabè et du Gourma nigérien. Cette région, également appelée « la boucle du Niger », au moment de la conquête coloniale vers la fin du XIXe siècle faisait l'objet de litiges et négociations surtout entre la France et l'Angleterre.

Dans le contexte sécuritaire actuel on constate que le Delta intérieur du Mali est parfois considéré comme « l'épicentre de la crise » et qu'au Burkina Faso et au Niger la crise aurait commencé avec les djihadistes maliens avant qu'elle soit reconnue comme nigérienne ou burkinabè.

Les populations du Liptako-Gourma se singularisent par deux caractéristiques importantes : les appartenances identitaires, notamment les statuts, hiérarchies socio-politiques et identités (ethniques, lignagères, de castes, etc.), d'une part, et les ressources (terre, eau, pâturage) dont l'exploitation est régie par divers principes et pratiques de gouvernance, d'autre part. Les

modes de gouvernance sont caractérisés par des principes de complémentarité et de conflictualité, d'autre part. En effet, c'est la combinaison des appartenances identitaires et des gouvernances des ressources qui donne ce mode particulier du vivre-ensemble qui a longtemps caractérisé le Liptako-Gourma. La manipulation et le détournement des appartenances et gouvernances ont été fréquents. C'est comme si d'un côté les appartenances identitaires sont simplifiées en catégories d'« agriculteur », de « pêcheur » ou d'« éleveur », ou bien en groupe socio-culturels, voire même ethniques, de « Peul », de « Dogon », de « Songhay », ou en statuts, tels que « noble », « forgeron » ou « esclave ». Ces classifications sont omniprésentes dans les paroles de tous nos interlocuteurs, comme par exemple, « *les Dogons se sont levés contre...* » ou « *les Peuls sont en connivence avec...* ». De plus, l'islam est si ancré dans les pratiques culturelles de la région que les termes de « djihad » et de « zakat » font l'objet d'interprétations diverses.

Lorsqu'on analyse en détail certains cas spécifiques, on comprend comment ces catégorisations sont simplistes, voire stéréotypées. Des personnes qui parlent le Fulfuldé (la langue peule) ne s'identifient pas nécessairement comme « Peuls ». De même, toute personne appelée « Moose » (ou Mossi) ne s'identifie pas comme tel, comme par exemple les Nyonose, les autochtones du pays.

Ainsi, pour comprendre les populations du Liptako-Gourma il faut garder à l'esprit que les termes et catégories sont des repères à prendre avec beaucoup de précautions. Pour être plus précis, il est généralement reconnu que nombre de Peuls ont rejoint les rangs des djihadistes, mais la grande majorité des Peuls ne sont pas dans ces groupes.

De même, le fait que les Koglweogos soient à dominance moaaga n'a pas exclu des actions de sauvetage des familles moose au bénéfice de leurs amis et voisins Peuls. C'est pourquoi l'analyse des populations de cette région doit approfondir ce qui se cache derrière les termes et catégories.

4. « NOUS » ET « EUX » : RELATIONS COMMUNAUTAIRES

Le Liptako-Gourma est en grande partie caractérisé par les divisions ethnico-professionnelles entre agriculteurs, éleveurs et pêcheurs. Parfois on a l'impression que ces caractérisations relèvent plutôt de stéréotypes du « pasteur-nomade » et du « cultivateur-sédentaire » ou bien de hiérarchies sociales et culturelles entre « nobles » et « esclaves ». Toujours est-il que l'héritage des principes de gouvernance de la Diina est une dimension de la régulation des relations communautaires entre « Nous » et « Eux » dans la région (Gallais 1984).

Le rejet des liens sociaux est une conséquence de peur, de haine et de suspicion de « l'Autre » qui est accusé d'être le porteur du climat de terreur. Les communautés n'ont plus confiance les unes envers les autres. Cette méfiance s'est traduite par une distanciation sociale. La solidarité et l'hospitalité qui ont longtemps servi de ferment au vivre-ensemble ont été mises entre parenthèses. Qu'est-il donc arrivé à cette cohabitation paisible entre les communautés où chaque Peul avait son Dogon, et chaque Dogon son Peul et chaque Songhaï avait son Tamasheq et chaque Tamasheq son Songhaï, chaque Moaaga avait son Peul, chaque Peul avait son Moaaga, etc. ? A l'époque, les relations s'exprimaient en termes de parenté, de collaboration et de partage. Les termes utilisés renvoyaient à une proximité sociale concrétisée par une solidarité fonctionnelle consistant en échanges : vaches laitières et moutons de sacrifice d'un côté et produits de la récolte, de l'autre (Grémont et al. 2004). Ce troc d'animaux contre céréales est une marque de confiance, car il s'agissait aussi de prêts d'animaux de labour, à durée indéterminée et surtout pour le temps que dure le besoin de l'autre. L'offre de mouton de sacrifice traduit une relation de parenté ou pour le moins un rapport d'amitié très solide.

Dans ce chapitre nous analysons les relations communautaires à partir des pratiques quotidiennes et des situations concrètes. Par exemple, la catégorie « Peul » est un fourre-tout qui englobe tout un ensemble de groupes. Or, une telle approche des « Peuls » ne nous permettrait pas de comprendre et contextualiser les populations du Liptako-Gourma. Ce chapitre décrit ces pratiques et situations sur la base des récits et exemples fournis par nos interlocuteurs. Nous les avons regroupées dans les thématiques suivantes : alliances ; tensions ; violences ; retour au vivre-ensemble.

Alliances

La crise actuelle est révélatrice de la fragilité des rapports sociaux entre communautés qui vivent sur le même espace territorial. Depuis plusieurs siècles, ces populations ont vécu côte à côte sans vivre en parfaite symbiose les unes avec les autres. Les alliances à travers les mariages sont rares et pour certains interlocuteurs cela relève d'une prouesse : « Pour un jeune Dogon, c'était une fierté de prendre en mariage une femme Peule, mais le contraire n'existe pas. Tu vois rarement un jeune Peul prendre une femme Dogon en mariage ». La même réalité prévaut entre Songhaïs et Tamasheqs : « Deux peuples qui se côtoient entre eux depuis des millénaires et qui ne se marient pas. Cela est un signe de manque de confiance ». Ce défaut d'alliances matrimoniales entretient une certaine fragilité des relations sociales.

Les mariages sont aussi présentés comme un indicateur de changement social et culturel. Avant dans les milieux songhaïs, les familles de caste n'osaient jamais demander la main d'une fille apparentant à une famille de chefferie, de guerrier ou de noble. Les mariages s'opéraient essentiellement à l'intérieur des groupes de même catégorie.

Au Niger, il y avait très peu de mariages entre les Zarmas-Songhaïs, d'une part, et les Touaregs ou Bellas, d'autre part. Mais, il y avait des mariages entre Zarmas-Songhaïs et Peuls. Les mariages avec d'anciens dépendants (*bagna*) se faisaient uniquement avec des filles affranchies. Une femme âgée disait : « Tu peux lui faire 100 enfants, mais il n'y aura jamais de mariage entre une fille noble et un garçon d'une famille de caste. » D'autres proposent que le mariage entre des enfants nobles et d'anciens dépendants est légion. « Aujourd'hui, il n'existe plus cette

considération de caste ou noble au sein de la communauté, parce qu'il y a eu de mixage (mariage) des ethnies et des personnes de caste » Pour illustrer ce fait, un chef traditionnel disait : « Ici, dans le Zarmaganda, les barrières liées à la caste n'existent plus pour les mariages. Le défunt Chef de Canton de Ouallam a même donné en mariage sa fille à un 'bangna', uniquement pour combattre cette pratique qui mine la communauté. »

La hiérarchisation des différentes communautés est toujours présente. En même temps, la question de « caste », « esclave » et « noble » est d'actualité. Les groupes sociaux l'acceptent et malgré la situation sécuritaire, les classifications sociales restent admises.

« Dans la mise en œuvre de nos activités dans la protection sociale, il nous a été demandé de mettre en place des comités dans les villages cibles. Parmi les membres, il y a un poste réservé aux griots. Dans plusieurs villages, arrivés à ce poste, les populations nous disent clairement que nous n'aurons pas d'occupant pour le poste car tout le monde est noble ici. Cependant, lorsque nous avons redéfini le poste en charge de communication, les gens ont postulé et les postes ont eu des candidats dans les villages suivants. Ceci pour dire que c'est une question sensible et d'actualité dans cette zone. »

Peu de mariages existent entre Peuls et Fulsés au nord du Burkina Faso, tandis que des unions entre Moose et Peuls ne sont pas si rares. Il y a même un groupe socio-culturel des Silmimoose dont les membres se disent issus d'une union entre un Peul (Silmiga en mooré) et une femme moaaga (Izard 1985 : 5).

Pour résumer, l'absence des liens matrimoniaux n'expliquerait pas à elle seule la raison pour laquelle il y a des tensions entre des communautés dans le Liptako-Gourma. Mais lorsque les tensions naissent nos interlocuteurs sont unanimes pour dire que des alliances matrimoniales peuvent atténuer des conflits. Les inégalités anciennes influencent encore de nos jours les attitudes et comportement des individus (même en milieu « intellectuel ») dans leurs relations quotidiennes. L'absence d'intermariage et les sentiments de supériorité sont des éléments encore présents même si les rapports sociaux ont beaucoup évolué de nos jours.

Tensions

A Dori, chez les personnes déplacées internes (PDI), notamment des Fulsés en provenance de Gorgadji ou Arbinda, une méfiance est souvent palpable. Un imam fait le constat suivant :

« Les populations déplacées Fulsés sont présentes à Dori mais nous avons peur car ces déplacés ne veulent pas du tout collaborer avec la population de Dori et cela nous effraie beaucoup. Même pour la prière, ils préfèrent avoir leur imam à eux et prient sans associer un ressortissant de Dori. Ils ont leurs propres mosquées et construisent même des mosquées. Pour des déplacés nous trouvons cela suspect et inquiétant. Ils ne parlent pas avec les autochtones. »

A Kaya, les tensions communautaires sont perceptibles entre Peuls et Moose, notamment l'absence de dialogue et de communication. Par contre, les relations « noble »/« esclave » sont de moins en moins visibles. Selon les propos d'un Imam de Kaya :

« La religion musulmane bannit les pratiques de caste. Tout le monde est égal. Ce sont ces divisions hiérarchiques dans les communautés qui sont les principales causes de ce que nous vivons aujourd'hui. Malheureusement, certains tiennent beaucoup ça. C'est triste et déplorable. L'Islam est paix et prône l'égalité entre les hommes ».

A Fada N'Gourma, les tensions communautaires entre Peuls et Gourmantchés, et entre Moose et Peuls, sont fréquentes, comme témoigne cette jeune fille : « Nous

n'avons pas de problème avec les autres. Avec les Gourmantchés nous n'avons pas de problème. Notre problème c'est surtout avec les Peuls-là, le problème ».

Un autre exemple est celui de la chefferie de Bandiagara, qui est détenue par une famille peule dans cette ville dogon. Or, depuis 2012 la zone connaît une mésentente intercommunautaire opposant Peuls et Dogons. Autrefois, l'intronisation du chef se faisait par tous les chefs de quartier dogons de Bandiagara, mais à la mort de l'ancien chef, les Dogons ont refusé d'introniser son successeur. Dès lors, l'intronisation et l'enterrement des chefs de village de Bandiagara sont devenus un nœud de conflictualité entre Peuls et Dogons.

Dans le Liptako-Gourma, il y a une psychose implicite ou explicite parmi les populations. On entend généralement dire : *« Ils sont partout ... Ils sont là... On les connaît... Ils savent que vous êtes là ... Ils sont au courant de vos moindres déplacements ! »*. Au Mali, il ressort que la plupart des habitants de Mopti et de Gao se côtoient, se saluent, travaillent ensemble. Mais personne n'a confiance en personne. *« Même actuellement dans nos grins¹⁷ de causerie, les gens font attention à ce qu'ils disent »*. Du coup, c'est une suspicion générale, comme exprimé par ce leader de jeunes bambaras :

« La confusion et la suspicion planent constamment, et les gens ordinaires de chaque groupe sont pris entre deux feux. Les Dogons et les Bambaras accusent tous les Peuls d'être des djihadistes, et les Peuls disent que tous les Dogons et les Bambaras soutiennent les milices violentes. Avant, nous étions des frères. Qu'est-ce qui nous est arrivé ? »
(Human Rights Watch 2018 : 37)

De ces manifestations de rupture émerge un horizon social plutôt sombre. Des liens de sang ou de mariage n'ont pas empêché les conflits intra- et intercommunautaires, car les groupes armés ont exécuté des membres de leur communauté. *« Ils ont commencé d'abord par les Peuls, leur propre communauté. Ils ont tué beaucoup de Peuls avant nous. Si tu rentres dans leur mouvement là, tu peux tuer même ta propre mère »*. Des crimes abominables et traumatisants ont été commis. A défaut de tuer physiquement, certains actes ont conduit à une relative mort sociale :

« Des femmes ont raconté qu'étant assises à côté de leur mari, ils viennent te prendre et t'amener avec eux. Ils te retiennent aussi longtemps qu'ils veulent et ensuite ils te ramènent chez ton mari. [...] Nous nous demandons pourquoi les hommes ne peuvent pas réagir vigoureusement. Comment peuvent-ils regarder quelqu'un enlever leur femme sans réagir. Autant mourir, c'est mieux. »

C'est une condamnation à une mort sociale que ces actions posent. Dans la même veine, toutes les personnes qui ont assisté à l'exécution de leurs proches sont marquées à vie :

« Ils sont venus exécuter le maire adjoint de Fatoma, dans la cour, en présence de son fils. Quand ils ont tiré sur lui, il est tombé, son fils a essayé de le relever, et quand ils ont vu qu'il était toujours en vie, ils sont venus l'achever. [...] Comment voulez-vous que ces personnes puissent pardonner un jour ? »

Violences

Les cohabitations et les tolérances sont rompues sur fonds de repli identitaire et la vengeance et les règlements de compte en découlent. Certes, cela peut relever d'une manipulation intentionnelle (comme ce fut d'ailleurs le cas), mais une fois que le cycle de violence commence, les acteurs n'ont plus la capacité de faire preuve du moindre discernement.

¹⁷ Les grins sont de groupes des camarades (surtout des hommes) qui se retrouvent pour boire du thé et de discuter sur tous les sujets d'actualité de la société.

En janvier 2019, dans le village de Yirgou de la région du Centre Nord (Burkina Faso), un chef de village moaaga, par ailleurs conseiller municipal, a été assassiné en même temps que six membres de son entourage. Selon des témoins, les assaillants seraient des Peuls. Cette attaque a été suivie de représailles de la part des groupes d'auto-défense Koglweogos (composés en grande partie des Moose). Les Koglweogos s'en étaient pris aux Peuls, accusés de complicité avec les djihadistes. Cette violence inouïe sur la communauté peule a fait plus de 200 morts selon certaines organisations des droits humains (Hagberg et al. 2019b : 17). En plus des accusations selon lesquelles les Peuls seraient de connivence avec les djihadistes, il ressort également que les Peuls et les Moose de Yirgou vivaient des problèmes fonciers récurrents. Ces violences auraient à leur tour poussé de nombreux jeunes Peuls à rejoindre les rangs des djihadistes avec les groupes d'auto-défense Koglweogos comme leurs premières cibles. La crise sécuritaire s'est étendue vers la région du Centre Nord (dont Kaya est le chef-lieu) ; Barsalogho, Pissila, Bouroum, Bourzanga, Zimtenga, Nasséré, Dablo, Pensa, Namsiguima et même Kongoussi (province du Bam) portent la marque de la vengeance suite au Drame de Yirgou. Aussi, des vengeances et règlements de compte violents entre Moose et Peuls ont suivi le cas de Yirgou.

A Arbinda dans la région du Sahel (Burkina Faso), l'assassinat d'un guide spirituel fulga (pl. Fulsé) en février 2019, a entraîné un conflit communautaire entre Peuls et Fulsés. On a ensuite assisté à l'expulsion de la quasi-totalité de la communauté peule hors de la commune. Longtemps considérés comme étant des « animistes » par des Peuls qui avaient à leur regard un sentiment de supériorité, les Fulsés ont trouvé l'occasion de se venger.

Un peu plus au nord-ouest, précisément à Bahn, les Rimaiïbé (descendants de captifs peuls) se sont opposés à ce que le chef défunt soit remplacé par un autre peul de la classe noble (Dimo). Les dérapages des forces armées contre des Peuls en février 2019 auraient conduit de nombreux jeunes à rejoindre les groupes djihadistes ce qui va embraser les localités de Banh, Kain Ouro et Thiou dans la province du Yatenga et Banh et Sollé dans la province du Loroum.

Les conflits communautaires entre Dogons et Peuls dans le centre du Mali, ont eu des répercussions importantes sur le Burkina Faso. En effet, les zones de Barani, Sono, Kombori, Djibasso (Boucle du Mouhoun) et même Thiou (Nord) dans une moindre mesure ont été considérablement affectées par ces conflits communautaires, du fait de « la porosité de la frontières ». Les mêmes combattants pouvant se retrouver de part et d'autre de la frontière sans être inquiétés, ils vont se former au Mali pour redescendre au Burkina Faso. Dans la région de Markoye, vers la frontière du Niger et du Mali, les conflits opposent les Peuls et les Songhaïs sur fond de conflits de chefferie.

Le scénario catastrophe de la rupture du lien social consiste à expulser tout ou une partie des membres d'une communauté d'une localité. Peuls (Rimbé, Rimaiïbé, Torobe, etc.), Songhaïs, Fulsés, Moose et Gourmantchés sont les groupes socio-culturels qui sont engagés dans une logique de confrontation.

Au Mali, suite aux attaques de Ogossagou, un village peul qui a perdu plus de 150 personnes au cours d'une série d'attaques en 2019, un déplacé explique comment la rupture s'est manifestée entre Peuls et Dogons sous l'action des Dozos :

« Le conflit a commencé dans le cercle de Koro. Puis un jour, les dozos sont venus tenir une réunion à Ogossagou dogon (cercle de Bankass). A l'issue de la réunion, ils ont demandé aux Dogons de retirer tous les bovins qu'ils ont confié à la garde des Peuls, parce qu'ils vont commencer à les combattre et ceux-ci fuiront avec tous les animaux. Les chasseurs ont menacé de représailles tous les Dogons qui ne s'exécuteront pas. Le lendemain, les Dogons ont commencé à retirer les animaux qu'ils nous avaient confiés. Nous avons demandé : 'qu'est-ce qu'il y a ?' Ils ont dit qu'il n'y a rien ; ils sont venus simplement reprendre les animaux qu'ils leur avaient confiés. Quand ils ont pris leurs animaux, le jour suivant, je suis parti chez mon ami dogon, qui est un boutiquier, pour

acheter du sucre. Il m'a dit qu'il n'y a pas de sucre. Je lui ai dit en montrant du doigt 'voici le sucre'. Et il m'a dit qu'il n'a pas de sucre à me vendre. Je suis retourné dans ma famille. Ensuite, le même jour, ils ont refusé de vendre du condiment aux femmes peules. »

Retour au vivre-ensemble

Malgré cette atmosphère négativement chargée de suspicion et de méfiance, de vengeance et de sentiment d'injustice, il y a eu des personnes qui ont été sensibles et qui ne partagent pas les représailles envisagées contre l'Autre. Au péril de leur vie ils ont protégé des alliances et des amitiés.

Une alliance qui protège est par exemple celle de Diallassagou où le chef de village est un Dogon. Ce chef est toujours intronisé par les 15 villages peuls. De nos jours, les habitants de tous les villages peuls sont partis mais certains villages dogons sont restés. Après le départ des Peuls, des Dogons voulaient occuper tous leurs champs, mais le chef de village s'y est opposé. Au moment des violences, tous ceux qui se sont réfugiés dans la maison du chef de village ont eu la vie sauve.

Un autre exemple concerne l'amitié. Un homme peul nous a expliqué comment son ami dogon lui a conseillé de partir avant qu'il ne soit trop tard : *« C'est mon ami dogon qui m'a dit qu'il y a une grande violence qui est envisagée contre les Peuls et que je dois fuir parce qu'il ne souhaite pas que je sois tué avec mes enfants. »* Aussi, lors des tueries de Yirgou en 2019 au Burkina Faso, de nombreuses familles Moose ont accueilli et protégé des Peuls.

Au Niger, les Zarma, les Peuls et les Touaregs ont pendant longtemps tissé des relations de vivre-ensemble (partages culturels, réciprocité, mariage, entraide, etc.), mais l'insécurité a transformé ces relations d'avant en haine, peur, méfiance, rejet de l'autre, notamment entre les Zarmas et les Peuls. Les Peuls, appelés souvent « les gens de la brousse », étaient des éleveurs transhumants. Ils partaient et revenaient depuis les années 1950 et les relations communautaires étaient bonnes : *« Ils participaient à nos cérémonies de mariage et baptêmes et nous nous allions aux leurs, chacun se faisait des cadeaux »*. Les Peuls donnaient souvent des petits ruminants et/ou du lait aux Zarmas, leurs hôtes ou amis. De même, les Zarmas offraient aussi des céréales aux Peuls avec lesquels ils avaient tissé des relations. De nos jours, les Zarmas ont peur d'aller vers un Peul, à plus forte raison de vivre avec lui : *« On ne peut même pas engager des Peuls dans son exploitation, pour fumage ou pour le travail. On a peur d'être tué après par celui-ci. »*

En ce qui concerne les relations de voisinage, à Fada N'Gourma nous avons pu constater deux cas de figure. Dans le premier cas, il s'agit de la relation entre les personnes qui ont fui leur village. Les liens de voisinage qui ont existé avant le départ se sont dilués dans le sentiment de méfiance et aussi celui de honte dû à la vie précaire dans laquelle ils se retrouvent comme PDI à Fada N'Gourma, comme l'a exprimé cette femme :

« Ici, à Fada, chacun reste dans son coin et se cache des autres parce que on n'a pas confiance. On a fui venir mais on ne sait pas qui est qui, parce que les gens là, sont entre nous, donc on se méfie. Et puis on se cache puisqu'au village on vivait dans de bonnes maisons bien construites et aujourd'hui, on nous donne des maisons en 'sachets' pour dormir, bon on n'a pas le choix mais quand même on a un peu honte quoi »

Dans le second cas, la relation avec le voisinage au lieu d'arrivée est selon la plupart des interlocuteurs bonne. Les nouveaux voisins sont parfois le premier réseau de solidarité autour de ces PDI. On peut dire donc qu'un élan de compassion guide les Fadalais à accepter leurs frères qui ont fui leur village, donnant ainsi à ces personnes qui ont été coupées de leurs réseaux de sociabilité de nouveaux réseaux pour s'intégrer plus aisément dans ce qui est devenu aujourd'hui leur

« nouvelle vie ». Les services communaux ont aussi contribué à ce climat solidaire à travers des campagnes de sensibilisation dans toute la ville sur l'acceptation des déplacés.

Face à l'atmosphère d'insécurité généralisée, certains responsables ou amis qui ne partageaient pas cette violence et ne pouvaient pas s'y opposer ouvertement, ont pris le risque d'informer leurs protégés de ce qui se tramait : « *Souvent, nos amis Dogons venaient discrètement dans notre camp le soir pour nous dire 'Demain, n'allez pas au marché car la route sera barrée par la milice, vous devez partir. Nous ne pouvons plus vous protéger'* » (Human Rights Watch 2018 : 83). Ces autorités locales (chefs de village, maires) impuissantes ne pouvaient que compatir à la douleur des victimes et n'avaient d'autres alternatives que de les supplier de partir.

De nombreuses populations ont été obligées de quitter leurs villages pour rejoindre des sites de déplacés et devenir des PDI. Les personnes de ce nouveau statut de PDI souhaitent mettre fin aux conditions de vie actuelles qu'ils vivent comme un calvaire. Leur aspiration la plus urgente est le retour de la paix afin qu'ils puissent rentrer chez eux. Comme préalable à ce retour, il y a incontestablement ce « besoin de se parler et de se comprendre », de restaurer le dialogue.

Actuellement, au nord comme au centre du Mali, les marques de confiance, de solidarité et d'hospitalité, fondements du contrat social, sont ébranlées (IMRAP 2015 : 37). Il s'en est suivi des déchirements entre les gens du fleuve et les gens des dunes (Grémont et al. 2004) au nord, et entre les agriculteurs et les éleveurs au centre (Benjaminsen et Ba 2018 ; Hagberg et al. 2017a). Au Niger, la fin de contrat de fumage et d'élevage entre Peuls et agriculteurs a impliqué que les résidus de récoltes sont systématiquement ramassés pour éviter que les animaux en profitent. La complémentarité a laissé la place à la suspicion.

Discussion : « la question peule »

Les propos relatifs aux catégories sociales, culturelles et politiques dans ce chapitre – comme par exemple, « les Dozos », « les Zarmas » et « les Peuls » – indiquent clairement comment les populations peules sont au cœur des suspicions et des craintes, d'une part, et des exactions et des violences, d'autre part.

En effet, « la question touareg » (Claudot-Hawad 2013 ; Salifou 2000) qui était sur toutes les lèvres au Niger, puis au Mali, semble avoir laissé la place à « la question peule » (Sangaré 2018 ; Bouju 2020 ; Jourde et al. 2019). En même temps qu'il est important de prendre au sérieux une analyse sociologique de la radicalisation en milieu peul, il ne faut pas tomber dans des généralisations, stéréotypes et amalgames.

Il convient de développer un exemple concret. A plusieurs reprises, il est ressorti que des Peuls Djelgôbe de la province du Soum (Burkina Faso) ont rejoint des djihadistes, mais ces propos doivent être nuancés. Primo, les Peuls Djelgôbe ont été les premières victimes des attaques des djihadistes de Malam Dicko, car l'aristocratie et l'élite locale peule ont été ciblées. Secundo, si des Rimaïbé – c'est-à-dire des anciens captifs peuls – semblent avoir été enrôlés par les djihadistes surtout au début, ce n'est qu'une minorité des jeunes hommes rimaïbe qui ont rejoint « ces gens-là ». Tertio, dans les zones contrôlées par les « djihadistes » la population est entre le marteau et l'enclume, ce qui veut dire qu'elle est obligée de composer avec les groupes armés qui sévissent dans leur localité.

Ansaroul Islam de Malam Dicko fut, certes, fondé dans la province du Soum (Burkina Faso) et serait connecté à la katiba Macina : « *il recouperait le sentiment de revanche vis-à-vis de la marginalisation des Peuls, notamment les 'broussards' djelgobé* » (Zanoletti et Riche 2020 : 35). Cette précision est importante, car les Djelgôbé sont en réalité les chefs, mais c'est en même

temps l'appellation générale de ce groupe de Peuls. Un notable de la chefferie nous a indiqué qu'on retrouve les Djelgôbé partout (au Burkina Faso ou ailleurs), car ils étaient partis à cause de la sécheresse. « *Ils n'ont pas de revendications. Au début, ils attaquaient les chefs religieux, les chefs traditionnels [...] C'est à vérifier si ce sont des Djelgôbe* ». Autrement dit, lorsque les interlocuteurs se réfèrent aux Peuls Djelgôbe comme « *les plus acquis à Hamadoun Kouffa* », il est justement important de garder en tête que les chefferies Djelgôbe en ont été les premières victimes (cf. Riesman 1974 ; Hagberg 2019b : 44).

Dans cette étude, il est fondamental de ne pas reproduire des stéréotypes comme « les Peuls seraient les djihadistes », y compris lorsqu'on analyse un groupe plus délimité où des jeunes hommes se sont enrôlés. Par contre, une analyse sociologique pourrait éclairer le contexte de recrutement de ces hommes. Le sentiment d'injustice et l'appât du gain semblent être des facteurs importants. Barry et Hagberg dans leur analyse des élections municipales à Dori en 2012 montrent comment le candidat feu Hama Arba Diallo a basé son discours de campagne sur l'idéologie marxiste pour mobiliser les Rimaiïbe contre les féodaux peuls en ville (Barry et Hagberg 2019 : 38).

Alors même si, il est vrai, des mouvements djihadistes ont cherché à mobiliser les Peuls en brousse (*fulbe ladde* en Fulfuldé), en jouant sur les sentiments d'injustice et la mal gouvernance (Benjaminsen et Ba 2018 ; Bouju 2020), il faut éviter le genre d'amalgames qui ont entraîné tant de morts. Par contre, l'observation faite par Zanoletti et Riche (2020 : 33) dans la revue de littérature sur les motivations de prise d'arme nous semble plus appropriée : « *Le ralliement à ces groupes, que ce soit JNIM, la Katiba Macina ou bien l'EIGS, peut faciliter l'accès aux pâturages et à des zones de chasse et de pêche, ainsi que garantir la protection du bétail* ».

Pour conclure, « la question peule » n'est finalement pas la question pertinente, et ajouterait davantage de zones d'ombre pour comprendre comment la région du Liptako-Gourma est dans la situation où elle se trouve aujourd'hui. C'est pourquoi notre analyse d'anthropologie politique entend ces discours plutôt comme des expressions et idiomes locaux qui articulent et expriment d'autres griefs des populations.

5. POUVOIRS PUBLICS : PERCEPTIONS CITOYENNES

Les perceptions et perspectives des populations par rapport à l'État, aux pouvoirs publics et aux forces armées sont particulièrement importantes à analyser pour mieux comprendre les aspects sociaux, politiques et culturels du Liptako-Gourma. Dans ce chapitre nous analysons comment les populations du Liptako-Gourma perçoivent l'État postcolonial dans tous ses démembrements.

État et services publics au Burkina Faso

Avec la persistance de l'insécurité, les services publics fonctionnent au ralenti et sont inexistant dans de nombreuses localités. La majorité des écoles et une grande partie des centres de santé sont fermés dans la région du Sahel, notamment en milieu rural. Selon une interlocutrice de Dori :

« 80% des PDI sont des femmes et des enfants. Ils vivent dans le dénuement total et la précarité dans une ville où tout est cher. Avec la présence des PDI, le nombre d'habitants de la ville de Dori a été multiplié par trois. Sur 30 ou 35 CSPS [Centre de Santé et de Promotion Sociale], à peine quelques-uns fonctionnent. »

Certains services étatiques (préfectures, services d'agriculture et d'élevage) n'existent plus que dans les villes. En outre, les mairies qui jouaient un rôle important auprès des populations ont, dans leur grande majorité, fermé ou ont été incendiées par des groupes armés. Les maires et les conseillers municipaux ont payé un lourd tribut à cette crise sécuritaire car ayant été les premières cibles. Des nombreux exemples d'assassinats et d'enlèvements des maires ont été cités, comme par exemple, celui de la commune de Koutougou située à environ 120 km de Djibo dans la province du Soum qui a été tué en avril 2018 pendant qu'il priait à la mosquée.

De nombreuses écoles sont fermées ce qui a pour conséquence de surcharger les écoles des sites sécurisés, comme nous l'a expliqué un agent d'éducation nationale :

« Nous avons des classes de 100 élèves au primaire et des classes de plus de 70 élèves au secondaire. C'est vraiment triste parce qu'il y a des élèves qui n'arrivent pas à accéder au secondaire du fait de l'indisponibilité des classes et des problèmes financiers de leurs parents. »

Quant aux services de l'État, ils ne semblent pas jouer pleinement leur rôle régalien à savoir assurer la sécurité des populations. Un défenseur des droits humains s'est exclamé lors d'un entretien :

« Le respect des droits humains est mis à mal dans le Sahel. On assiste ces derniers temps à des exactions, des violations des droits des populations par des terroristes mais aussi par des FDS [forces de défense et de sécurité] et leurs supplétifs à savoir les Koglwéogo et les Volontaires pour la défense de la patrie [VDP] notamment dans la zone de Gorgadji, Arbinda et de Markoye. Vous vous imaginez, un père de famille bastonné publiquement, n'a plus de dignité. »

En dépit de cette situation, en cas de difficultés, les populations ont recours aux services publics de l'Etat encore fonctionnels tels que les centres de santé, la gendarmerie, la justice et la mairie, ainsi que des ONG et les organisations de défense des droits humains.

Insécurité et perceptions de l'État au Niger

Au fil de l'intensification de l'insécurité dans le Liptako-Gourma, des vocables comme « absence », « incapacité » et « retrait » sont associés à la notion d'État. Ces expressions dénotent clairement le sentiment des populations touchées par l'insécurité, tout en révélant un « besoin de l'Etat ».

De fait, l'Etat n'a jamais été absent du Liptako-Gourma. Il a toujours été présent à travers les services publics qui y sont délivrés. Au Niger, la présence de l'État est matérialisée par la délivrance des services d'éducation, l'hydraulique, de santé, etc. (Hamani et Baudais 2021). L'État y est aussi présent à travers les services de sécurité (gendarmerie, police nationale, etc.). S'il est légitime de considérer que la présence de l'État a été affectée par les attaques, celui-ci est loin d'être absent dans les villages, les tribus ou les chefs-lieux. A titre d'exemple, la commune d'Ayorou dispose de huit services techniques déconcentrés : l'Agriculture, l'Élevage, l'Environnement, la Santé, l'Éducation, le Génie rural, l'Hydraulique et le Développement communautaire. La gouvernance locale s'est adaptée aux contraintes sécuritaires. Les services déconcentrés de l'Etat et leurs animateurs sont devenus les principales cibles des attaques suivies des leaders locaux : leaders d'opinion (jeunes, élus), les chefs des villages, les autorités administratives (maire), les leaders coutumiers (chefs, détenteurs du pouvoir coutumier comme les *garso*, les *rugga*, les *zimme...*) ainsi que les acteurs économiques importants dans la zone. Un instituteur PDI nous a tenu les propos suivants :

« L'insécurité a eu vraiment un impact sur notre travail. Avant l'insécurité nous utilisions nos motos pendant les weekends soit pour une visite de collègue, un baptême, un mariage ou un décès. Nous faisons des CAPED [Cellule d'analyse de prospection en développement]. Aujourd'hui, avec l'état d'urgence qui a occasionné l'arrêt des motos, nous éprouvons des difficultés pour se déplacer. Les CAPED ne se tiennent plus. La rareté des suivis des conseillers pédagogiques, les difficultés de venir toucher les pécules sont des épreuves que nous vivons quotidiennement. De plus, l'insécurité a conduit à la fermeture de plusieurs écoles surtout dans la commune de Dingazi et Banibangou. Les enseignants sont les cibles des terroristes ce qui a pour conséquence un abandon de leurs postes. »

L'insécurité a provoqué des dysfonctionnements et fermetures de certains services publics tels que l'école, les centres de santé et les marchés. Une interlocutrice a expliqué : *« Suite aux menaces de mort des agents de l'État, les écoles et les centres de santé intégrés (CSI) ont fermé »*. Au niveau de l'offre de services de santé nos interlocuteurs ont parlé de difficultés à évacuer les malades particulièrement les femmes en travail. Ainsi que le disait une femme :

« Aujourd'hui, la plus grande contrainte pour les femmes concerne les mesures de l'état d'urgence. Il nous est impossible d'évacuer des malades du fait de la restriction de circulation des motos et/ou au-delà d'une certaine heure (19 heures). »

Les responsables des services publics déplorent pour la plupart une insuffisance de moyens à leur disposition pour une plus grande efficacité dans la conduite des missions dont ils ont la charge au sein de la commune.

Au Niger, les cadres de discussion et de participation à l'échelle locale ont été mis en place. Des comités (de paix, de prévention, de veille, etc.) ont vu le jour et permettent une relative concertation entre populations et autorités locales. Ces initiatives devaient contribuer à « rapprocher » l'État de ses citoyens. Dans cette dynamique, les radios communautaires occupent une place de choix dans la communication.

Toutefois, il convient de souligner que l'État, en dépit de toutes les critiques dont il est l'objet, est le premier recours pour les nombreuses populations qui se déplacent pour des raisons d'insécurité. Quitte à lui de négocier avec les acteurs humanitaires pour l'assistance et la protection humanitaire des populations en détresse. La préfecture via la mairie revoit les doléances des chefs des villages. Le préfet à son tour implique le chef de canton pour que l'action soit participative. Le recours aux autorités administratives et coutumières implique une remontée hiérarchique et rapide des informations pour une réponse adéquate et adaptée. Face à une situation de déplacement des personnes ou d'attaque dans la zone, les leaders villageois membres des comités de paix informent le maire qui a son tour en parle au chef de canton et au préfet. De la préfecture, le gouverneur est prévenu et alerte le ministère de l'intérieur.

Autorités publiques sans pouvoir véritable au Mali

La plupart des chefs-lieux de commune et de cercles sont considérés comme relativement sécurisés par rapport aux périphéries, car il y a toujours des représentants et certains services de l'État. Cependant, dans les régions de Mopti et de Gao, les groupes armés ne sont jamais loin, certains vivent avec les populations et d'autres dans la forêt à partir de laquelle ils mènent des attaques sporadiques. A titre d'exemple, à Gao, juste à proximité des locaux des services de la douane (quasiment abandonnés), il y a le site d'un groupe armé.

Au Mali, l'autorité de l'État est particulièrement fragilisée après une décennie de crises et de violences. Des zones du pays restent en dehors de tout contrôle de l'autorité de l'État malien. L'exemple le plus illustratif d'entrave à la circulation a concerné l'ex-Premier Ministre Boubou Cissé en août 2020. Cela s'est produit sur la route qui relie Bandiagara à Sévaré. Pour protester contre une décision de dissolution de leur milice, les combattants de Dana Ambassagou ont barricadé la route, contraignant le Premier Ministre à emprunter des déviations improvisées (Jeune Afrique 12/8/2021).

A Gao, les pouvoirs administratifs sont déliquescents : *« L'autorité des maires et du gouverneur est défiée. Le gouverneur peut interdire une marche, mais les gens sortiront quand-même pour marcher »*. Les services publics ont des difficultés à remplir leurs missions. A titre d'exemple, des services financiers sont à peine représentés à Gao :

« Depuis 2012, il y a des services, qui, jusqu'ici, ne sont pas retournés à Gao. Le contrôle financier n'est pas là, le budget n'est pas, ONT [Office National des Transports] n'est pas là, même la douane n'est pas là. Il n'y a que leurs représentants seulement qui sont là. Si tu as besoin d'un prêt ici à Gao, tu fais ton dossier et tu l'envoies à Bamako. »

Actuellement aucun véhicule de l'État ne circule dans la ville de Gao :

« Tous les véhicules de l'État [...] sont garés à la gendarmerie. Ils ont enlevé les pneus. Le mois passé, ils ont pris une des ambulances du CSRéf [Centre de Santé de Référence] de Gao. Il n'y a plus d'ambulances fonctionnelles maintenant à Gao. Avant la crise, on avait trois ambulances, maintenant les deux autres sont garées dans la cour du CSRef, les pneus ont été enlevés par peur qu'elles ne soient volées. »

Toujours à Gao, on ne rencontre pratiquement que des véhicules non immatriculés, non assurés et sans vignette. *« Quand il y a un accident, il n'y a pas de policiers pour faire le constat. [...] Chacun part de son côté. Si ton engin est gâté, c'est toi-même qui le répare et si tu es blessé, tu te soignes. On ne cherche pas à savoir qui a tort ou raison »*. Les lois et règlements de la circulation sont impunément ignorés.

Dans de nombreuses communes rurales, les écoles ont été fermées, les enseignants sont partis, tout comme les agents des services techniques communaux qui ont préféré partir par principe de précaution. Les élus communaux n'ont pas été épargnés non plus parce qu'ils fournissaient des services au nom de l'État. Dans le cercle de Douentza, la situation est illustrative :

« Tous les maires résident désormais au chef-lieu du cercle. Ils ont peur de se mouvoir, de tenir les sessions, de faire le recouvrement, par peur d'être enlevés ou assassinés par les groupes armés. La population a peur de mener leurs activités : éleveurs, agriculteurs ne peuvent se livrer à ses activités respectives en toute quiétude, sans attirer la colère des groupes armés. »

Forces armées

Comme évoqué dans l'introduction de cette étude, différentes notions du politique et du pouvoir sont perçues par nos interlocuteurs. Les rapports entre des « big men » en ville sont importants pour faire avancer les doléances ou même pour résoudre les problèmes administratifs les plus simples. Les responsables locaux, dans les communes, les cercles/provinces/départements ou régions, sont de plus en plus exposés aux attaques des groupes armés.

Dans un tel contexte, ce n'est guère étonnant que le pouvoir se militarise. En effet, les forces armées, qu'elles soient nationales ou internationales, sont associées à la force. Les rapports sur des exactions des forces armées sont légions et nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la véracité des allégations. Mais ce qui revient dans tous les propos, c'est la lenteur de leur réactivité sur le terrain. Par exemple, lors des attaques, des interlocuteurs soulignent que les assaillants ont pu tirer pendant des heures avant que le renfort de l'armée n'arrive sur les lieux.

« La population estime que les forces de l'ordre, même en cas d'un besoin très urgent, trouvent un prétexte (il n'y a pas de carburant, ou elles n'ont pas reçu l'ordre de la part de leur hiérarchie, etc.) pour ne pas venir à temps opportun. Elles n'arrivent sur les lieux qu'après les tueries. La population a tout le temps décrié cet état de fait. »

A Mopti, les populations reprochent aux forces armées une assistance après coup, à des interventions tardives, comme « un médecin après la mort ».

A Gao, la collaboration entre les forces armées et les populations, à travers la gestion de l'information, pose de sérieux problèmes. Les forces armées déclarent à tout moment que leur lutte contre les terroristes ne peut réussir sans la collaboration des populations. Ce sont des résidents qui savent où les terroristes se trouvent et à plusieurs reprises, l'armée en a été informée. Un résident d'un village récemment attaqué nous a expliqué comment les choses se sont passées :

« En réalité, les militaires ne peuvent pas savoir où se trouvent ces gens-là comme ça hein. C'est grâce à la complicité de la population. [...] La semaine passée, les militaires en partant à la foire de X, ils étaient rentrés dans le marché de Y et ils avaient arrêté quatre djihadistes. [...] Mais, ce qui avait été grave, les militaires avaient fini par relâcher un, mais pourquoi... Celui qu'ils avaient relâché [...] est parmi les djihadistes. [...] Il est rentré dans le djihadisme, d'abord, il avait commencé à violenter sa famille. Il frappait ses propres oncles. On le connaît, les militaires le connaissent. »

Les djihadistes savent que les militaires ne peuvent pas les retrouver sans les renseignements des populations. C'est pourquoi ils n'ont pas manqué de menacer les villageois de représailles :

« Les djihadistes venaient dans la mosquée pour dire aux gens que si on ne cessait pas d'indiquer leur position aux militaires, [...] qu'ils allaient nous massacrer. [...] Ils disaient qu'ils avaient constaté que chaque fois que ces faux militaires rentraient dans le marché, ils se dirigeaient vers les endroits où eux se trouvaient. Pour eux, cela voulait dire que les villageois étaient derrière ces indications. Le village était toujours avec les militaires. Mais depuis combien de temps : on prend les gens, on les tue à cause de ça. »

Les populations se trouvent face à une équation difficile à résoudre : « Si tu coopères avec les militaires, tu auras des problèmes avec les terroristes et ils vont t'éliminer. Si tu coopères avec les terroristes, tu vas avoir des problèmes avec les militaires. » C'est ainsi que les populations de certains villages ont cessé de donner des renseignements aux forces armées. Les gens ne voient pas l'utilité de fournir de l'information, puisque non seulement ils ne bénéficient pas de protection et en plus ils risquent de se faire tuer.

Des propos similaires ont été recueillis dans le cadre d'une étude au Burkina Faso. « Aussi, les incriminations, à l'endroit des forces de défense et de sécurité, sont liées à leur incapacité à protéger le citoyen, surtout lorsque celui-ci est porteur de renseignements » Hagberg 2019b : 98). Suite à la manière dont sont traités les informateurs et leurs informations, un manque de confiance entre acteurs locaux et forces armées s'est installé.

En février 2019, les dérapages des forces armées burkinabè contre des Peuls soupçonnés d'être de connivence avec les terroristes ont conduit de nombreux jeunes hommes à rejoindre ces groupes, ce qui va embraser plusieurs localités au nord du Burkina Faso. En effet, pour nos

interlocuteurs, les exactions des groupes d'auto-défense, des Volontaires pour la défense de la patrie¹⁸ (VDP) et des forces armées impactent le vivre-ensemble. Les populations estiment que la lutte contre l'impunité est un facteur important pour recoudre les morceaux du tissu social. Ces observations traduisent des attentes vis-à-vis de l'État plutôt qu'une volonté de lui tourner le dos, mais c'est l'impunité qui prospère...

Lorsqu'il y a des attaques, on parle parfois de la complicité des populations. Un interlocuteur de la région de Mopti a tenu les propos suivants :

« Il y a la complicité des populations pas par volonté, mais par peur. Ce n'est pas une complicité par plaisir. La plupart des embuscades tendues aux forces de sécurité, c'est parce qu'on oblige les gens. Ils prennent un ou deux de tes enfants, pointent l'arme sur leur tête en te disant d'appeler les forces de sécurité pour les informer que votre village est en train d'être attaqué. Tu le fais ou ils vont tuer tes enfants sous tes yeux. Toi aussi, tu seras obligé de faire ce qu'ils veulent. Donc, une fois que les forces de sécurité prennent la route, ils les attaquent. C'est comme ça qu'il y a souvent des embuscades réussies contre les forces de sécurité ».

Pour cet interlocuteur, l'absence ou la passivité de l'État explique en partie l'efficacité des réseaux d'informations des groupes armés.

Un problème souvent évoqué lorsque les gens font des commentaires sur l'insécurité est celui de la porosité des frontières. Les groupes armés utilisent les frontières pour se préparer avant l'attaque ou pour s'échapper ensuite. Malgré tout un discours sur le caractère transfrontalier de la crise, y compris la création de la Force conjointe de G5-Sahel, et les avancées dans ce sens, ne semblent pas attirer l'attention de nos interlocuteurs. En novembre 2019, un leader politique de Tillabéri s'est exprimé ainsi :

« Il est difficile de parler des lendemains meilleurs au regard de nos frontières. Face à des acteurs très mobiles, que deviennent nos États aux frontières poreuses ? [...] Les acteurs porteurs de l'insécurité au Mali sont du côté du Niger et vice-versa. Bien avant 2012, nos pays ont toujours été des zones de repli pour ces bandits »

Cet extrait d'entretien d'un acteur politique réalisé en 2019 résume les perceptions locales sur la frontière dans le Liptako-Gourma (OIM 2019). Deux ans plus tard, ces perceptions ne semblent pas avoir évolué. Les populations évoquent dans leurs discours « la proximité de la frontière » comme un problème important ; elles sont « poreuses », « difficiles à contrôler » ou « faciles d'accès » par les bandits. Ces propos apparaissent en filigrane comme une interpellation de l'État, plus précisément des forces armées, qui ne sont pas en mesure de contrôler les frontières. Ces propos sous-entendent également que l'insécurité vient d'ailleurs. De ce point de vue, elle apparaît comme une crise des frontières qui, autrefois, étaient plutôt considérées comme une opportunité (Hamani 2020).

Discussion : la mal gouvernance

Parmi les facteurs qui expliquent l'embrasement du Liptako-Gourma, il convient de noter la marginalisation et la mal gouvernance. Benjaminsen et Ba (2018) suggèrent que les juges n'auraient pas d'intérêt à résoudre les disputes foncières, étant donné qu'ils sont payés par les deux parties en litige. Diawara (2012 : 307) estime qu'au Mali, « le système judiciaire se porte très mal » et « est gangrené par la corruption », après que la cour suprême ait pris deux arrêts contradictoires en 2009 et 2010.

¹⁸ En début 2020, le gouvernement burkinabè a créé les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) sur le dos des groupes d'auto-défense, tels que les Koglweogos et les Dozos.

De même, Zanoletti et Riche (2020 : 63) suggèrent que « la 'mauvaise gouvernance' est identifiée comme une des causes de l'instabilité, tout comme les exactions ou les répressions armées perpétrées contre les populations civiles ».

Nos interlocuteurs reviennent régulièrement sur la mauvaise gouvernance, notamment la forte prévalence des arrangements, deals et détournements. De plus, l'État est accusé d'être « absent ». S'il est généralement reconnu que les États du Burkina Faso, du Mali et du Niger sont fragilisés, pour le moment nous ne pensons pas en termes d'État en faillite, un label que nous trouvons quelque peu abusif. Tous nos interlocuteurs sont unanimes ; ils veulent « plus d'État », un « meilleur État » et un « État protecteur ».

6. RELATIONS DE GENRE : MASCULINITES ET FEMINITES SOUS PRESSION

Dans ce chapitre nous décrivons la transformation des liens sociaux à travers une analyse des relations de genre au Liptako-Gourma, notamment en ce qui concerne les changements des rapports entre femmes et hommes, filles et garçons, dans le contexte d'insécurité. On entend souvent que « la sécurité c'est l'affaire des hommes » et que « les femmes et les enfants en sont plutôt victimes ». Or, des recherches démontrent que les femmes jouent souvent un rôle primordial. Pour les déplacés, ce rôle est davantage accentué jusqu'à ce que, comme on dirait dans la région, « les hommes se cherchent ».

Femmes pourvoyeuses des moyens de subsistance

Dans ces sociétés fortement hiérarchisées du Liptako-Gourma, la démarcation entre l'homme et la femme est parfois totale. Il y a des situations où les femmes évitent se retrouver parmi les hommes pendant les regroupements. La crise sécuritaire a davantage fragilisé la position de la femme en la réduisant à un second rôle et surtout en la confinant aux tâches ménagères, tout en étant l'une des principales pourvoyeuses de l'alimentation du ménage. Les femmes, notamment parmi les Personnes Déplacées Internes (PDI), bénéficient du soutien des ONG, en particulier des humanitaires, en matière de formation et d'aide à l'autonomisation.

Au même moment, les masculinités sont en pleine transformation dans cette crise sécuritaire, car « les hommes sont devenus ce qu'ils n'étaient pas auparavant ». Pour de nombreux interlocuteurs, le pouvoir masculin est dévalorisé. Les hommes se trouvent dans l'incapacité de protéger leur famille et dans certains cas de lui apporter de quoi subvenir à ses besoins. Un homme fonctionnaire de Fada N'Gourma a expliqué les effets de cette transformation :

« J'ai dit qu'il y a des divorces, parce que c'est quoi ? La situation actuelle, c'est quoi ? Ce sont les femmes-là seulement qui se promènent plus que les hommes. Les hommes aussi viennent demander de l'aide mais ce sont les femmes qui en sont plus. Maintenant si les femmes se rendent compte qu'il y a des lieux où elles peuvent avoir, parce qu'à un moment donné il y a des hommes qui se sont plaints comme quoi leurs femmes-là mêmes ne les écoutent plus. Bon, vous m'excusez, hein, aujourd'hui, aujourd'hui-là, si vous n'avez plus quelque chose à donner à la femme-là, c'est pas facile hein, elle va sortir se chercher. Et en sortant se chercher, il y aura problème entre vous. »

Toujours dans la ville de Fada, les hommes PDI se retrouvent dans une situation décrite par eux-mêmes comme étant de « l'impuissance ». Ils font face à leur incapacité à faire face à ce qu'ils considèrent comme un sort et à l'impossibilité d'assumer leur rôle d'homme de la maison et de chef de famille qui consiste à être le pourvoyeur des ressources familiales. Dans un tel contexte, beaucoup d'hommes s'éloignent de leurs familles. Les hommes disent se sentir « inutiles » dans cette vie de PDI :

« Toi un homme qui jouit de toutes tes facultés, tu es incapable de nourrir ta femme et tes enfants et elle doit courir partout vers des ONGs pour te nourrir, toi et tes enfants [sourir]. C'est humiliant et cette situation nous fait perdre notre honneur, on n'est plus des hommes et parfois tu as envie de disparaître et si tu ne réfléchis pas tu peux faire des choses qui ne sont pas bien...et donc certains partent pour essayer de trouver des solutions ailleurs. »

Les femmes vivent également cette situation avec inquiétude. Une femme PDI nous a parlé de son mari qui est parti :

« Ça fait plus d'un an qu'il est parti, on ne sait pas où il est. Je suis seule ici à me débrouiller avec mes enfants. Ils m'aident en ramassant des boîtes de boisson vides dans les rues et les poubelles et nous les revendons à 50 francs le kilo. Avec les aides des ONG, on grouille comme ça. »

Dans toute la région du Liptako-Gourma, nous avons pu entendre de nombreux commentaires sur la transformation des relations de genre au sein du foyer. La situation des déplacés est peut-être plus critique dans le sens où les femmes et les enfants sont favorisés pour accéder à l'aide alimentaire. Lors d'un entretien auprès des déplacés maliens à Niamey, nos interlocuteurs ont sorti des attestations de réfugiés, dès notre arrivée, pour démontrer qu'ils sont enregistrés comme « réfugiés au Niger » auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), document jugé important pour accéder à l'aide. Même si, au moment de l'entretien, ils n'avaient pas encore pu avoir de l'aide, les femmes et les enfants ont été mis en avant face aux chercheurs qu'ils avaient pris pour des humanitaires.

En 2018, une femme à Djibo avait relaté une autre complication dans les zones occupées par les groupes armés :

« Ce sont les femmes qui aident leurs maris dans les travaux champêtres. Avec l'interdiction faite aux femmes par les terroristes d'aider leurs maris dans les champs, c'est la faim qui va tuer certaines familles. Les ménages dans certains villages connaîtront la famine. » (Hagberg et al. 2019b : 85)

Si nous avons observé des transformations importantes pour les femmes en ce qui concerne les relations de genre, il convient d'analyser les masculinités précaires, non seulement des maris et des pères de famille, mais aussi parmi les jeunes hommes. Les rapports jeunes/adultes/personnes âgées sont en pleine transformation ; les cadets ne respectent plus les aînés. De nombreux jeunes sont accusés d'être avec les groupes armés, et les pères n'ont plus d'autorité sur leurs fils. Pourtant, beaucoup d'anciens nous ont dit toujours espérer que les jeunes reviendront à la raison. Donc, l'enrôlement peut également être une stratégie de protection de la famille. Des interlocuteurs ont dit que certains fils mettent tout en œuvre pour protéger leurs parents, y compris en s'engageant dans les groupes terroristes.

La situation des jeunes hommes – du côté des djihadistes comme du côté des groupes d'auto-défense – est une grande préoccupation parmi nos interlocuteurs. A titre d'exemple, une organisation dans la région de Mopti a pris une initiative qui visait les jeunes hommes à travers leurs mamans :

« On sensibilise les mamans depuis la crise par rapports aux jeunes garçons qu'elles ont à la maison. Les jeunes garçons avaient été embobinés par des djihadistes qui faisaient circuler des mauvaises informations. Un jeune qui ne travaille pas, qui n'arrive même pas à avoir le prix du thé dans la journée, donc si finalement quelqu'un lui propose 50.000 FCFA ou 100.000 FCFA, il va accepter. C'est ainsi que les djihadistes avaient eu beaucoup de jeunes. Après, les jeunes s'étaient rendus compte que ce n'est pas du sérieux, mais c'était trop tard. Ils ne pouvaient rien faire encore. C'est pourquoi on se focalise sur nos jeunes qui se disent chômeurs. »

Pour les jeunes hommes en milieu rural, il est généralement mal vécu de ne pouvoir travailler et mener une activité. C'est comme si la valeur de la personne baissait. C'est dans ce contexte que les groupes armés – djihadistes ou groupes d'auto-défense – cherchent à les enrôler.

Attaques violentes

Dans les rencontres avec les groupes armés en vue d'aller vers les accords de paix et d'arrangement pour la localité, les femmes ne sont pas présentes. *« Les gens qui détiennent les armes n'écoutent pas les femmes »*. Avant de massacrer un groupe de villageois, les djihadistes procèdent généralement à un tri : les femmes, d'un côté, et les hommes, de l'autre. Ce sont ces derniers qui seront exécutés. Lorsqu'ils entrent dans une maison avec l'intention de tuer, les hommes seront massacrés et les femmes épargnées. Les époux, les fils de plusieurs femmes rencontrées dans les sites de PDI, ont été froidement exécutés en leur présence. Lorsqu'un véhicule de transport en commun est intercepté par les groupes armés, les femmes sont généralement épargnées et les hommes abattus.

Les femmes en sont profondément affectées. Une interlocutrice de la région de Mopti nous a expliqué comment les choses se sont passées : *« Je n'avais pas pu fuir à cause de la peur, car il y avait du feu partout. Donc, je me suis cachée dans ma chambre. Mais, un des assaillants [dozos] m'avait découvert. Il m'avait demandé où est mon mari ? Il avait aussi ajouté que ce sont les hommes qu'ils veulent. J'ai répondu que mon mari avait fui ».*

Étant donné que les femmes ne sont pas directement visées – du moins, pour être assassinées – par les groupes armés lors des attaques des villages, nombreuses auraient dit à leurs maris, frères et pères : *« Il faut fuir, sinon, ils vont te tuer ».*

La fuite d'un homme devant un danger n'ayant pas une bonne connotation parmi les populations au Liptako-Gourma, surtout en milieu rural. C'est comme si la personne est une peureuse (*jito* en bambara, *rabeem* en mooré, *koulo* en fulfuldé). Toutefois, dans certaines situations, la fuite est à la fois compréhensible et acceptable, selon nos interlocuteurs, lorsqu'elle n'est pas vue comme un abandon mais plutôt comme un repli stratégique. C'est par exemple ce qui s'est passé lorsque les femmes ont prié leurs proches de fuir, quoi qu'il adienne par la suite. Culturellement, il est néanmoins difficile pour l'individu d'assumer la fuite et la peur dans un contexte où une personne qui se sauve pourrait être vue comme un « fuyard » ou un « peureux ».

Malgré cette volonté de tuer les hommes, les femmes sont aussi des victimes, parce qu'elles sont violentées (fouettées lorsqu'elles ne portent pas le voile), elles perdent leur mari, leurs enfants, et ne jouissent plus de leurs droits fondamentaux dans les zones occupées par les djihadistes (non-participation aux réunions, mariage forcé, viol, etc.). Les femmes peuvent également être considérées comme une zakat : *« On en est aujourd'hui au prélèvement des femmes comme zakat. Quand vous avez quatre femmes, ils en prennent une. [...] Il s'agit pour eux de trouver des conjointes dans les localités où ils opèrent ».* Autrement dit, des groupes armés enlèvent des femmes, les violent et les malmènent. Elles deviennent ainsi des « femmes » des assaillants, au moins pour une période donnée.

Or, ces femmes qui sont dans les groupes djihadistes sont considérées comme complices. Dans certains villages les autres femmes disent qu'elles connaissent les femmes des djihadistes. *« Si par exemple dans le marché tu vois une femme djihadiste, qui quitte tôt le marché, toutes les femmes vident automatiquement ce marché, parce qu'elles savent qu'elle ira informer les djihadistes et cela sera suivi de représailles ».* Aussi, des chauffeurs de bus nous ont raconté que parfois des femmes voilées descendent du bus en pleine brousse et rentrent dans la forêt sans que personne ne dise mot. Car, celui qui demande où elles vont aura des problèmes : *« Alors vaut mieux ne pas leur demander quoi que ce soit ».*

Il va sans dire que des femmes enlevées par les djihadistes subissent des viols et violences. La représentante d'une organisation féminine, qui rencontre régulièrement des femmes du milieu rural, dit avoir appris beaucoup de choses sur ce que les femmes vivent actuellement. En particulier, les femmes rurales rapportent la fréquence des cas de violence :

« Les femmes de la zone inondée nous racontent généralement qu'en présence de ton mari, les djihadistes viennent te chercher et t'amener avec eux. Ils font avec toi ce qu'ils veulent pendant le nombre de jours qui les convient. Après, ils te ramènent chez ton mari. C'est le comble. Chez toi, s'ils remarquent une de tes jeunes filles qui les plaît, ils viennent l'enlever, font tout le temps ce qu'ils veulent avec elle, puis la ramènent. Ils disent aussi quelquefois, qu'ils vont la marier. Ils l'amènent, passent avec elle le temps qu'ils veulent et ensuite la ramènent. »

Face à de telles situations, cette représentante s'est posée la question de savoir comment cela est possible et pourquoi les hommes n'interviennent pas. Puis elle nous a dit : *« C'est parce que les hommes ne peuvent rien, car ce sont souvent les jeunes du village même qui font ça. Sinon, tu es assis et tu vois ta femme dans leur main, même si tu dois perdre la vie, c'est préférable ».*

parce que tu dois faire quelque chose ». Voilà un exemple concret de rupture des liens sociaux. Les hommes et les femmes ne savent plus ce qu'il faut faire. Mieux vaut mourir, cette femme semble penser. C'est le désespoir et la honte. En enlevant la femme devant son mari, les assaillants s'en prennent non seulement à la femme mais aussi au mari, voire même au couple. La question de l'honneur et de la honte est posée, avec cette intention de casser les liens sociaux.

Des femmes qui s'assument

Un village dans le cercle de Bandiagara est aujourd'hui complètement abandonné par ses habitants. Dans leur fuite, les habitants ont tout abandonné. Cependant, après avoir passé plus d'une année dans un camp de PDI à Bandiagara, les femmes du village ont tenu une réunion et elles ont décidé d'aller récupérer les objets qu'elles ont abandonnés. A ce sujet, voici ce que nous a dit un vieil homme du village :

« Lorsque nos femmes sont reparties au village pour prendre les affaires qui ont été abandonnées, les djihadistes ont dit qu'aucune affaire ne sera emportée. Ils les ont chassées. Ils les ont chargé d'aller dire aux hommes de venir prendre les affaires s'ils en sont vraiment capables. Un adage dogon dit : 'ce n'est pas être courageux d'affronter quelqu'un qui est armé d'un fusil avec un simple bâton'. Nous nous sommes opposés aux jeunes qui voulaient relever le défi, nous les avons dissuadés de ne pas se rendre au village pour affronter les djihadistes. Alors les femmes ont dit : 'on ne meurt pas deux fois' et elles sont réparties une deuxième fois pour aller récupérer leurs objets. Mais les djihadistes avaient brûlé tout ce qu'ils ne pouvaient pas emporter. Ils ont cassé même les toits des maisons. »

Des actes de bravoures de plusieurs femmes ont été rapportés un peu partout. Une femme qui a sauvé un jeune Peul que les dozos voulaient exécuter, rien qu'en discutant avec eux. Une autre femme qui parvient à sauver une partie des animaux d'un camion chargé de moutons, alors que des braqueurs affichaient l'intention de tout prendre.

Une interlocutrice de Gao nous a rapporté ce qu'elle a vécu lorsqu'elle partait à Bamako. Il y avait un homme peul dans le même bus. A un moment donné, des dozos ont arrêté le bus. Ils ont dit au Peul de descendre et, du coup, l'ont immédiatement saisi. Mais quand les dozos voulaient l'amener dans la brousse, le chauffeur a interpellé les femmes : *« Les femmes, il faut intervenir maintenant, à cause de Dieu, sinon il ne va plus revenir, ce sont vos cousins »*. C'est ainsi que des femmes sont descendues du bus pour plaider pour la libération de leur co-passager. Notre interlocutrice a dit :

« Je suis Songhaï et j'ai un peu plaisanté mais cette fois-ci avec un ton grave. J'ai sérieusement parlé aux Dogons. Il y avait une vieille femme qui m'a rejoint avec d'autres femmes. Donc ensemble, toutes les femmes sont intervenues. [...] Finalement les dozos l'ont relâché [...] en lui disant qu'à son retour, il n'a qu'à prendre l'avion ou de passer par le Burkina s'il voulait rester en vie. »

C'est par cette action que cet homme a pu avoir la vie sauve. Nous avons entendu des nombreux récits de ce type.

En Afrique de l'Ouest, ces actions des femmes à des moments critiques ont également été observées en crise politique. A titre d'exemple, lundi le 27 octobre 2014, tout juste avant la chute de Blaise Compaoré au Burkina Faso, des femmes ont décidé de sortir marcher contre le président. Elles ont brandi les spatules et les balais exigeant la démission du président scandant « Blaise dégage ». Cette action aurait marqué l'opinion publique burkinabè, ainsi galvanisant la lutte pour le changement : *« Selon les représentations populaires, les femmes sont craintes car perçues comme des 'êtres redoutables' et les malédictions qu'elles portent qu'elles portent seraient suivies d'effets »* (Hagberg et al. 2015 : 205 ; Hagberg et al. 2021). C'est bien connu que des femmes âgées peuvent assumer de se déshabiller en public lorsque la

crise est grave, ce que Laura Grillo appelle « Female Genital Power » (Grillo 2018 ; Diabate 2020 ; Hagberg 2021).

Discussion : masculinités en crise

Il est nécessaire de rappeler que l'insécurité affecte tout le monde. Néanmoins, nous avons pu identifier les grands défis qui se posent pour les masculinités en crise.

Pour les jeunes hommes enrôlés dans les groupes armés, il s'agit d'une prise de pouvoir et d'une rupture des cadets sociaux avec les anciens. Le modèle de rebelle est culturellement légitime à côté des structures sociales dominantes (Zanoletti et Riche 2020). La figure de rebelle ou de l'ancien rebelle serait « hautement valorisante ». Deux processus différents semblent être en cours : la montée de l'économie grise qui prône la figure du « bandit social » ; l'extension d'un islam politique qui valorise la figure du « rebelle pieux » (Guichaoua et Pellerin 2017 : 41-42).

Cependant, dans ce contexte il nous semble important de soulever l'impact de la drogue et d'autres stupéfiants. En particulier, le tramadol est un opioïde de synthèse, un antalgique central, qui serait beaucoup utilisé dans la région du Liptako-Gourma. Il est apprécié au Mali, au Niger et au Burkina Faso, selon un article dans le Courrier international. « *Les combattants [des groupes terroristes] Boko Haram et Daech [État Islamique] en prennent, et leurs cachets sont surnommés 'les pilules djihadistes' »* (Courrier international 19/8/2019). Le tramadol serait connu comme « la cocaïne du pauvre ».

La combinaison des sentiments d'injustice et de revendications, de l'idéologie salafiste, de la drogue, de la pauvreté et de l'identité guerrière comme modèle culturel, devient somme toute la recette d'un cocktail particulièrement explosif. Dans un texte sur les raisons de la lutte armée au Sahel, il y a diverses thématiques intéressantes. Aux yeux d'une certaine jeunesse masculine, « *le métier des armes représente peut-être le seul ascenseur social rapide et à libre accès dans des sociétés qui sont autrement extrêmement figées* » (Zanoletti et Riche 2020 : 23). Les efforts investis par « les mamans » sont fort intéressants à partir du moment où « les papas » ne sont plus écoutés.

Pour les hommes/maris/pères de famille, c'est surtout l'incapacité de subvenir aux besoins de la famille qui rend la vie intenable. Actuellement, on estime qu'il y a 1.447.000 burkinabè, 1.115.000 maliens et 580.000 nigériens qui sont des Personnes Déplacées Internes (PDI)¹⁹, soit plus de trois millions de personnes. La honte de ne plus pouvoir faire ce qu'on attend d'eux est difficilement vécue par des hommes PDI. L'ambition de soutenir les femmes et les enfants pourrait aussi avoir des répercussions sur les foyers. A Dori, une interlocutrice nous a expliqué :

« Les femmes déplacées vivent une situation catastrophique car elles sont dans la promiscuité et sont dans des abris de fortune. Elles n'ont pas d'intimité, certaines se livrent à la prostitution. Elles sont victimes de violences morales et conjugales de la part de leurs maris qui sont aigris. »

En plus, à défaut de tuer physiquement, certains actes ont conduit à une forme de mort sociale. Lorsque l'honneur et la dignité sont atteints, il s'agit d'une condamnation à une mort sociale que ces actes déshonorants posent.

¹⁹ Ces chiffres représentent le nombre de réfugiés, de demandeurs d'asile, de réfugiés rapatriés, de personnes déplacées à internes (PDI) et de PDI rapatriés, tel que rapporté par les autorités nationales ou le HCR, dans le centre du Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger) (R4Sahel 30/9/2021).

7. « CES GENS-LA » : RAPPORTS ENTRE POPULATIONS ET GROUPES ARMES

Dans ce chapitre nous décrivons les différents groupes armés. Le terme « groupe armé » est sciemment choisi pour refléter les manières dont les populations du Liptako-Gourma parlent de groupes dits « djihadistes », « milices », « bandits » etc. Pour simplifier la description des groupes armés dans le Liptako-Gourma, on pourrait dire que des branches localement ancrées sont affiliées à deux courants djihadistes : celui affilié au Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (JNIM) dirigé par le Touareg Iyad Ag Ghaly ; et celui affilié à l'État Islamique du Grand Sahara (EIGS) dirigé par Adnan Abou Walid al-Sahraoui, ancien membre du Front Polisario, puis de la mouvance djihadiste Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI). Le premier courant est une coalition appelée regroupant des groupes tels qu'Ansar Dine, Al-Qaïda au Maghreb, katiba Macina, Ansaroul Islam, une frange de l'ex-Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). Le deuxième courant est constitué de fissions et fusions des groupes comme le MUJAO et l'Al-Mourabitoune pour finalement former EIGS d'Adnan Abou Walid al-Sahraoui. Zanoletti et Riche résumant la multitude et la complexité des groupes en une (longue) phrase :

« À côté des rebelles séparatistes qui signent l'accord de Ouagadougou (2013) et des groupes pro-gouvernementaux que le processus de paix d'Alger (2015) implique, de nouveaux acteurs armés font leur apparition dans un théâtre de crise dont l'ampleur est désormais régionale : aux mouvements issus du contexte malien qui réclament leur participation à l'accord d'Alger [...], s'ajoutent une multitude de milices à caractère local, « ethnique » et/ou personnel – les Koglweogo, l'Alliance pour le salut au Sahel (ASS), les différents groupes d'autodéfense –, les groupes qui se revendiquent des chasseurs « traditionnels » – comme Dan Na Ambassagou ou les « chasseurs » Dozo –, ainsi que les groupes djihadistes aux liens variés avec les mouvements protagonistes des événements de 2012/13 – Ansaroul Islam, l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), la Katiba Macina et la Katiba « AAA » – qui apparaissent et opèrent autant au Mali qu'au Niger et au Burkina Faso. » (Zanoletti et Riche 2020 : 6-7)

Dans ce chapitre, nous analysons les positions des populations du Liptako-Gourma quant aux groupes djihadistes, aux groupes d'autodéfense et aussi aux bandits de grand chemin. Les appellations les plus utilisées par nos interlocuteurs pour parler de ces groupes sont « les gens de la brousse » (*yiri ladde* en Fulfuldé ; *kongomogow* en Bambara) et « ces gens-là » (*mogo nunun* en bambara, *neebe ramba* en mooré). Certains les appellent « des bandits », car, disent-ils, « des gens comme ça n'ont rien à voir avec l'islam ». En particulier, nous décrivons les modes de recrutement des groupes armés afin de mettre en lumière la mobilisation des jeunes hommes pour se faire enrôler.

Groupes armés djihadistes

« Les groupes islamistes armés ont axé leurs efforts de recrutement sur les populations de la communauté peule en exploitant les frustrations liées à l'augmentation du banditisme, à la corruption du gouvernement et aux tensions concernant les terres et les sources d'eau. » (Human Rights Watch 2018)

katiba Macina

De nos jours, la katiba Macina de Hamadoun Kouffa est implantée dans la zone inondée du Delta intérieur du fleuve Niger au Mali. Parmi les combattants de ce groupe, il y a deux catégories principales. La première catégorie est constituée d'autochtones, c'est-à-dire les Peuls originaires du terroir qui ont intégré la katiba Macina. Ils sont en train de rançonner les paysans et les éleveurs. Ils prennent ce qu'ils veulent par force : ils prélèvent de la zakat sur le bétail, les céréales et le poisson pêché.

La deuxième catégorie est constituée de personnes d'origine malienne, qui ne proviennent pas du Macina. Ils seraient du Seno (cercles de Bankass et de Koro) et de la région de Tombouctou. Ils n'ont pas suffisamment de bourgoutières (pâturages chez eux. A l'occasion des transhumances, ils se rabattent à la décrue sur la zone inondée. Avant 2017, ils payaient des droits d'accès aux bourgoutières aux Jooros (chefs de pâturage) du Delta intérieur. Maintenant, avec la crise sécuritaire, ils viennent armés et accèdent librement aux bourgoutières. Pour eux, « les pâturages, l'eau, l'herbe appartiennent à Dieu ». Donc, tout le monde doit les exploiter à volonté, personne ne doit s'en approprier. Et les Jooros qui veulent s'opposer, Dieu les autorise à les tuer. Plus personne ne paie quoi que ce soit, l'accès aux bourgoutières est libre, créant ainsi une situation qu'on appelle *boukal* ('désordre', 'anarchie' en fulfuldé). Personne ne respecte le calendrier de la traversée.

Il y a une troisième catégorie de djihadistes, principalement constituée de non-maliens. Il s'agit des djihadistes nigériens et burkinabè qui sont souvent en désaccord avec Hamadou Kouffa qui s'oppose à leur façon de prélever la zakat. Ces djihadistes sont présents en zone exondée, à la frontière du Burkina dans les cercles de Douentza (Boni, Mondoro, Hombori et de Boulkessi), de Koro et de Bankass. Ils se caractérisent par un islam violent soutenu par le recours au fusil et au fouet. Ils sont peu tolérants. Si tu es avec eux, il n'est point question de reculer, ils tuent les transfuges. Lors des mariages pas de réjouissances, pour les décès, point de larmes. Ces djihadistes sont appelés « Daawa » ou « Dawla » et ils seraient affiliés à l'EIGS.

Groupes armés dans les sites de l'orpaillage

Dans la région de Gao, les groupes armés djihadistes contrôlent certains sites d'orpaillage de Gao. En effet, la gestion du site d'orpaillage de N'takat est sous le contrôle des groupes armés, qui fixent les conditions d'accès et de vie : le transport de Gao au site est de 5.000 FCFA ; le check-point est détenu par le groupe armé gestionnaire du site, le droit de passage est fixé à 5000 FCFA ; l'ouverture d'un puits d'extraction d'or est de 15 000 FCFA ; les frais mensuels d'une place au dortoir s'élèvent à 35.000 FCFA, etc.

« Actuellement ce sont les groupes armés qui extraient l'or hors de toute réglementation. Ils prennent l'or, ils n'ont jamais accepté de partager ces ressources avec les communautés. Aujourd'hui ces groupes armés ne partagent pas ces économies avec les mairies. »

Pour certains, la région de Gao est considérée comme : « *Un no man's land ! Chacun fait ce qu'il veut et sans rendre compte à qui que ce soit depuis la fin de l'occupation djihadiste* ». Les attaques armées, les assassinats et les enlèvements (avec demande de rançon), sont devenus une pratique courante même en ville. Les véhicules de l'État ne peuvent plus circuler à Gao. Pour se déplacer hors de la ville, il faut soit utiliser des véhicules de location, soit recourir aux véhicules des partenaires qui composent avec les ravisseurs.

Ansaroul Islam

C'est dans le Soum, province considérée comme étant l'épicentre du terrorisme au Burkina Faso, qu'agit le prédicateur Ibrahim Malam Dicko, « le premier chef terroriste connu ». Dicko a été un Peul dimo (« noble ») qui a, au cours de ses prêches, dénoncé les inégalités sociales notamment celles qui concernent les Rimaibé (anciens captifs Peuls) qu'il a réussi à dresser contre les Peuls Rimbé (« nobles »). Sa radicalisation progressive a été faite au « vu et au su de tous » au sein de la communauté. Il fut une fois convoqué devant l'émir de Djibo par des membres de la communauté musulmane à cause de ses prêches violents. Des militaires auraient même surpris des camps d'entraînement à quelques encablures de la frontière malienne, mais attendaient les ordres de leurs hiérarchies pour agir. L'ordre n'est jamais venu jusqu'à ce que ce premier groupe terroriste passe à l'action. Ainsi, de nombreux jeunes Rimaibé se sont retrouvés dans les rangs des combattants du groupe Ansaroul Islam, avec pour cibles principales leurs anciens maîtres. Malam Dicko est mort en mai 2017, mais son combat

continue à travers ses fidèles « lieutenants » dont d'anciens bandits de grand chemin. Nos interlocuteurs prétendent que ceux-ci sont ouverts au dialogue et ont permis la relance de certaines activités socio-économiques dans la zone sous certaines conditions, notamment le respect des lois islamiques. Les terroristes violents, qui tuent sans discernement, ne seraient pas de ce groupe.

Le prélèvement de la zakat

Au Niger comme ailleurs, nous avons constaté que les groupes armés djihadistes s'autofinancent grâce à des modes variés de prélèvements de la zakat :

« Avant, ils n'arrachaient pas les animaux. On en est aujourd'hui au prélèvement des femmes comme zakat. Quand vous avez quatre femmes, ils en prennent une. [...] Il s'agit pour eux de trouver des conjointes dans les localités où ils opèrent ».

Le mode opératoire du prélèvement de la zakat a évolué. Pour évaluer la taille à prélever, les groupes armés s'adressaient aux éleveurs qui les renseignaient sur le nombre de têtes du bétail, base de fixation du montant à payer par village. Par la suite, *« ils ont commencé par intervenir eux-mêmes dans les villages auprès des propriétaires d'animaux en passant, dans certaines localités par les chefs de villages ».*

Le mode de prélèvement de la zakat constitue une des causes du rejet par les populations, car le prélèvement outrepassait les conditions prévues dans le Coran et les biens concernés par ce prélèvement. En fonction des espèces animales, des montants fixes sont le plus souvent imposés aux communautés. Selon une autorité villageoise rencontrée à Niamey : *« Pour une vache, il faut payer 2500F, pour un petit ruminant ils exigent 1.250F ».* La zakat est prélevée une ou deux fois par an, selon les cas. Dans certaines localités de Tillabéri, la zakat a été étendue aux champs de cultures avec des modalités de prélèvement toutes particulières :

« Pour pouvoir labourer librement leurs champs, les paysans sont sommés de payer 5.000F aux djihadistes. Une partie des villages de la commune de X a accepté de payer. Voilà pourquoi les paysans y sont épargnés. Les villages attaqués par les djihadistes font partie de ceux qui ont refusé de payer. »

Le prélèvement de la zakat est, par la suite, devenu collectif. Une fois dans les villages, les djihadistes procèdent au regroupement de l'ensemble des animaux du village sur lesquels ils imposent la zakat. Certains n'ont néanmoins pas quitté leurs villages parce qu'ils acceptent les conditions imposées par les bandits ou parce qu'ils n'ont rien à donner aux groupes armés. Dans plusieurs villages du Liptako-Gourma, les anciennes victimes entendent défendre leurs biens contre « les bandits », disent-ils : *« Aujourd'hui, nos gens aussi se sont armés en réaction des attaques et enlèvements des leaders locaux. »*

Dans les villages sous l'emprise des groupes armés, les riches sont ciblés et dépouillés de leurs biens. Pour le prélèvement de la zakat, toute personne riche doit le faire sans hésitation. Or, nous avons également pu connaître des stratégies de d'évitement : *« Face à cet état de fait, les gens ont trouvé des stratégies qui consistent à répartir les animaux en petits groupes pour éviter le prélèvement de la zakat voire même l'extorsion pure et simple du bétail. »*

Groupes d'auto-défense

La création d'une milice d'autodéfense, qu'elle soit bambara ou dogon, moaaga ou peule, relève d'abord, d'une réaction en réponse aux demandes de sécurisation restées sans suite. Le groupe d'autodéfense dogon Dana Ambassagou se définit comme une confrérie de « chasseurs », car son nom veut dire « les chasseurs s'en remettent à la volonté de Dieu »²⁰. Les

²⁰ Dana Ambassagou se décline en mots dogon comme (de dannan, « les chasseurs » ; amba, qui est un terme générique pour rendre compte du « divin », que ce soit le Dieu créateur ou la divinité qui témoigne de la fondation d'un

populations sont angoissées, personne ne sait de quoi demain sera fait. Pour propager la terreur, ces groupes armés ont mis les communautés dos à dos, en assassinant des leaders communautaires. La création de Dana Ambassagou a été déclenchée par l'assassinat d'un chef de chasseurs²¹.

Au Burkina Faso, le faible maillage territorial par les forces armées, l'insécurité, l'impunité, l'injustice, la corruption, etc. ont justifié la mise en place des Koglweogos (Kibora et al. 2018). Le terme « Koglweogo » est mooré et veut dire *koglgo* (« surveiller », « garder ») et *weogo* (« brousse »). À partir de 2015 les Koglweogos ont connu une expansion dramatique en réponse aux insécurités (Bojsen et Compaoré 2019 ; Hagberg 2018, 2019b ; Hagberg et al. 2017b). « *Si une certaine efficacité des Koglweogos est reconnue, les amendes, les tortures et les sévices corporels des présumés coupables posent des problèmes pour la reconnaissance de ce mouvement d'auto-défense* » (Hagberg et al. 2019b : 64).

La littérature scientifique en la matière indique que les groupes d'auto-défense ont toujours tendance à évoluer avec le temps. Au début, l'adhésion à Dana Ambassagou aurait été volontaire. Il s'agissait de protéger son village et les siens contre les agressions extérieures.

« Au commencement, l'adhésion était volontaire, il était fait appel aux jeunes chasseurs dans les villages. Mais au fur et à mesure des affrontements, le recrutement de combattant est devenu obligatoire pour chaque famille de fournir des bras valides en fonction de l'étendue de la famille pour la sécurité du village ou de la commune. A cela s'ajoute la volonté individuelle de se munir d'une arme locale ou de guerre en fonction de moyens personnels pour sa propre sécurité d'abord et celle des autres. »

Ceux qui ne se soumettaient pas à cette exigence se voyaient non seulement sans protection, mais aussi devaient fournir des soutiens financiers en argent ou en nature, pour l'effort de guerre. Cet effort augmentait sans cesse dans le but de dépouiller le village de tout bien ou de le forcer à se soumettre aux exigences des dozos. Le cas du village ci-dessous est une illustration parfaite de la stratégie de représailles et de harcèlement sans fin pour faire plier les villages résistants.

Un village entre le marteau et l'enclume

Un village de la commune rurale de Pignari Bana du cercle Bandiagara, région de Mopti (Mali), en zone exondée, a eu le malheur de se retrouver pris entre deux groupes armés, les dozos et les djihadistes. Les sollicitations d'allégeance des uns et des autres sont devenues non seulement de plus en plus pressantes, mais aussi de plus en plus violentes. Du côté des dozos, les exigences sont passées de la fourniture d'hommes pour combattre à la prise en charge intégrale en nourriture et à la contribution financière obligatoire à l'effort de guerre.

« Tout près de notre village, il y a à la fois des dozos et des djihadistes qui sont installés. Les chasseurs viennent nous demander de nous rallier à eux. Les djihadistes aussi viennent et nous demandent de nous rallier à eux. Les dozos dogons sont installés sur la colline qui surplombe notre village, les djihadistes occupent et contrôlent la plaine. [...] Nous sommes donc au milieu. Nous avons des terres dans la plaine et des terres sur le plateau parce que nous sommes à la frontière entre la plaine et le plateau. Nous faisons l'agriculture et avons des pâturages sur nos terres situées de part et d'autre. Chaque groupe exigeait notre ralliement. Si nous choisissons une partie, l'autre nous traitera en ennemis. C'est pour cela que nous avons refusé une quelconque alliance avec qui que ce soit. Les dozos ont dit que

village et à laquelle on offre des libations de crème de mil ; et enfin sagu, qui signifie « volonté, désir, souhait », mais qu'il faut traduire dans sa forme verbale *amba sagu*, par « s'en remettre à Dieu, à l'entité divine ».

²¹ En novembre 2016, de retour de la foire, le chef des chasseurs Théodore Somboro, considéré dans le milieu peul comme un éclaireur de l'armée, a été assassiné par un djihadiste présumé peul. Le 16 juin 2017, de retour du marché de Duna, dans la commune de Djoukani dans le cercle de Koro, le chasseur Soumane Guindo a été assassiné par des inconnus.

cela n'est pas possible car nous sommes obligés de choisir un camp. Pour nous forcer à choisir leur camp, les dozos ont demandé au chef de village de donner vingt combattants à trois reprises. Celui-ci a refusé. Au troisième refus, ils ont dit que si nous ne leur donnons pas de combattants, nous n'allons pas cultiver nos terres cette année. En plus, ils ont commencé à enlever et à exécuter des habitants du village. D'abord, ils ont enlevé le chef de village et deux jeunes hommes, ils les ont tués. Dès lors, nous avons pris peur. Après cela ils ont continué à nous demander des combattants malgré qu'ils aient tué nos parents. De leur côté, les djihadistes ont tué deux habitants du village. Ils croyaient que nous nous entendions mieux avec les dozos. »

Voilà une situation où les populations de ce village se trouvent prises en étau. Pour sanctionner leur non-alignement, les dozos ont exigé une prise en charge intégrale de leur nourriture en assurant leurs repas matin, midi et soir avec des exigences particulières. C'est ainsi que des vieilles femmes préparaient leur repas, car les dozos estiment qu'une femme qui continue à voir ses menstrues ne doit pas toucher à leur repas. En plus, ils venaient prendre nos ovins et caprins pour en faire des méchouis²². Les villageois étaient aussi forcés à payer de l'argent (300.000 FCFA/mois) comme effort de guerre.

« Pendant que nous cherchons à sortir de cette situation dramatique, les djihadistes sont venus nous dire de quitter le village et que désormais ils tueront toute personne qu'ils verront dans le village. La situation était devenue impossible à vivre. Un jour, pour nous forcer à abandonner le village, les djihadistes sont venus enlever neuf personnes et des animaux. La condition posée pour leur libération est que soit tous les habitants quittent le village, soit ils tuent les neuf personnes et emporteront les animaux. Comme nous n'avions plus le choix, nous leur avons dit que nous acceptons tous de quitter. Nous avons alors quitté le village en abandonnant nos greniers remplis de vivres. Ils ont relâché tous les otages. »

Discussion : représentations et représentativité des groupes armés

Notre propos en ce qui concerne les groupes armés, souvent localement appelés « ces gens-là », n'est pas de fournir une description complète de tous les groupes armés et de toutes les situations, mais de mettre en lumière comment les populations du Liptako-Gourma se trouvent prises « entre le marteau et l'enclume », situation parfaitement illustrée par le cas du village du cercle de Bandiagara (Mali).

D'une part, des groupes armés djihadistes ont vu le jour dans un but de répandre un islam par la force. Pour ce faire, ils entreprennent de faire partir l'État et de s'implanter ; ils ont chassé les représentants de l'État, tels que les postes de contrôle, afin de faire partir les gendarmes, les policiers et les douaniers. D'autre part, la création des groupes armés d'autodéfense obéit à une logique de protection. Des groupes d'autodéfense sont crédités d'une certaine efficacité dans lutte contre la délinquance pour laquelle ils appliquent des méthodes plutôt violentes parfois en violation des droits humains. C'est ainsi que la montée des conflits entre les Peuls, accusés d'être de connivence avec les djihadistes, et les groupes d'agriculteurs soutenant les groupes d'autodéfense peut être vue comme une manifestation de l'insurrection djihadiste et sa contre-insurrection (Benjaminsen et Ba 2021). Les massacres répétés ou les menaces d'attaque ont engendré chez les populations le sentiment d'être sans protection. Mais au-delà des massacres, des villageois ont décrit ce qu'ils considèrent comme des efforts déployés de manière organisée par les communautés adverses et leurs milices pour détruire leurs moyens de subsistance et, à terme, les pousser à partir de leurs villages. Au centre du Mali, des Peuls ont déclaré que des groupes d'autodéfense Dogons et Bambaras les empêchaient d'acheter ou de vendre sur les marchés. Des villageois Dogons ont affirmé que des hommes Peuls armés sont venus dans leur village pour leur interdire de travailler leurs terres. Les violences ont pris la forme d'un embargo après avoir détruit tous les biens de subsistances (céréales, bétail) dans le but

²² Le méchoui est un mets culinaire composé le plus souvent d'un mouton ou d'un agneau entier rôti à la broche, sur les braises d'un feu de bois.

d'asphyxier la partie adverse pour l'obliger à quitter son lieu de résidence et ses moyens et objets de production.

Bouju (2020) souligne que les Peuls qui sont considérés *a priori* comme des djihadistes, des pro-djihadistes ou des complices des djihadistes, sont autant victimes du djihadisme que les autres communautés. L'accès aux ressources agropastorales, au bétail et à la terre est l'objet d'une violence extrême exercée autant par les milices d'autodéfense communautaires que par les groupes djihadistes. « *Mais au-delà de la captation du bétail, il se pourrait aussi que les violences 'intercommunautaires' dans la région de Mopti, au Mali, et dans les provinces au nord du Burkina Faso aient pour finalité principale l'acquisition coercitive des ressources foncières* » (Bouju 2020 : 25). Dans le même sens, Brottem et McDonnell (2020) font une revue de la littérature sur le pastoralisme et le conflit au Sahel en reconnaissant que les mouvements insurrectionnels se sont basés sur des revendications pastoralistes ou des identités ethno-religieuses, comme par exemple la katiba Macina, dont l'idéologie est profondément ancrée dans les doléances des Peuls. « *A principal part of the group's platform is free access to the rich grazing resources of the inland Niger Delta, which had become subject to extortionary fees in recent years* » (Brottem et McDonnell 2020 : 30).

Les actions des groupes armés sont aussi le reflet des échecs des forces armées, qu'elles soient nationales ou internationales, à protéger les populations. Même si « la grande muette » n'est pas au cœur de notre étude, on peut toutefois dire que les rapports entre les populations et les forces armées sont ambigus. C'est pourquoi la réponse essentiellement sécuritaire et militaire risque d'accentuer les tensions de renforcer la violence (Antil 2020).

9. CONCLUSIONS GENERALES

La présente étude est fondée sur des recherches de terrain ethnographique et des données bibliographiques impliquant 13 chercheurs. Nos recherches de terrain conduites dans de nombreux « terrains connus » ont permis une intense collecte de données en complément avec des « terrains nouveaux ». Cette combinaison des terrains connus et terrains nouveaux fait partie de la méthodologie dans une équipe anthropologique (Hagberg 2020). L'étude est également le fruit d'une collaboration entre chercheurs de deux laboratoires de recherche ouest-africains, ce qui a permis un travail anthropologique collectif, collaboratif et comparatif d'analyse de la transformation du lien social parmi les populations du Liptako-Gourma. La recherche a aussi impliqué des travaux cartographiques et le développement des modules pédagogiques. Cette dernière activité constitue une tentative de traduire les résultats de recherche à l'opérationnelle.

Dans ce chapitre, nous développons les conclusions en deux temps : premièrement, nous nous consacrons aux conclusions conceptuelles et analytiques de cette étude, articulant quatre « paires conceptuelles » sous-jacentes aux descriptions ethnographiques ; et, deuxièmement, nous formulons des conclusions spécifiques et opérationnelles quant aux résultats de la recherche.

Conclusions conceptuelles et analytiques

Dans cette étude du Liptako-Gourma, il y a quatre paires conceptuelles issues de nos descriptions empiriques : *primo*, mobilité/fixité ; *secundo*, communauté/citoyenneté ; *tertio*, inégalités/injustices ; et *quarto*, local/global. Ces quatre paires conceptuelles se complètent, se bousculent, s'entremêlent, s'affrontent, dans le vécu de nos interlocuteurs. Ces paires conceptuelles représentent aussi des tensions importantes, qui, de nos jours, sont devenues dramatiques, dans les transformations du lien social.

Mobilité/fixité

La paire conceptuelle mobilité/fixité est fondamentale pour comprendre les systèmes de production et les modes de vie dans le Liptako-Gourma. La division du Delta intérieur malien entre djihadistes et dozos empêche le mouvement, fixant des personnes et des animaux dans des zones sous contrôle, tandis que les membres des communautés adverses sont chassés pour ensuite être fixés dans les sites d'accueil. De même, les groupes armés contrôlent les routes et les marchandises à travers des check-points improvisés pour ainsi favoriser la prospérité de leurs propres affaires. La paire conceptuelle mobilité/fixité évoque également le changement de statuts des populations. Au gré des insécurités, les individus passent d'autochtones (dans leur villages) à déplacés (allochtones) ayant besoin de prise en charge.

Communauté/citoyenneté

La paire conceptuelle communauté/citoyenneté s'entremêle quotidiennement, car, d'une part, les appellations comme « Peuls » et « Zarmas » sont utilisées en faisant référence à la communauté de l'individu, alors que, simultanément, les mêmes personnes attendent, demandent et revendiquent la satisfaction de leurs droits en tant que citoyens. La matérialisation la plus concrète des tensions entre communauté/citoyenneté est celle de la pièce d'identité. Une femme fonctionnaire avec qui nous sommes entretenus au Mali, a fait fabriquer une fausse pièce d'identité avec un autre nom de famille pour faciliter les déplacements ; elle se déguise aussi en femme voilée lorsqu'elle entre dans le bus pour éviter tout désagrément en cours de route.

Inégalité/injustice

La paire inégalité/injustice s'entremêle également. Traditionnellement, les sociétés du Liptako-Gourma sont inégalitaires, dont la plus visible inégalité est celle entre « noble » et « esclave ». Or, lorsque ces inégalités se transforment pour s'exprimer sous forme d'injustices, des mobilisations diverses se développent. Par exemple, la campagne électorale du candidat Hama Arba Diallo en 2012 s'est basée sur une mobilisation antiféodale des Rimaiïbe (Barry et Hagberg 2019), tandis que de jeunes Rimaiïbe de la province voisine, le Soum, auraient opté pour rejoindre les djihadistes de l'Ansaroul islam de Malam Dicko. Les relations de genre sont traditionnellement inégalitaires, avec la femme en position de cadette sociale, mais avec les déplacements en masse, les femmes sont dans la débrouillardise et « se promènent » plus que les hommes PDI qui « se cherchent ».

Local/global

La paire conceptuelle local/global est peut-être évidente, mais nous pensons qu'il est nécessaire de se rappeler que le contexte local et le contexte global sont des vases communicants au Liptako-Gourma. Lorsqu'une attaque a lieu dans une localité donnée, l'information commence à circuler, mais quand ce sont des journalistes de France24 ou de RFI qui relayent l'information, y compris dans la localité où l'attaque a eu lieu, sa diffusion est démultipliée. De même, les groupes djihadistes ont un ancrage communautaire et s'inscrivent dans les griefs locaux de conflictualité. Antil observe :

« Les affiliations ne doivent tromper personne, la généalogie de l'État islamique au Grand Sahara montre notamment comment des problèmes pastoraux mal gérés par le Niger et le Mali ont débouché sur l'invitation du djihad global dans la zone nord de la région de Tillabéri (au Niger) et Ménaka (au Mali). Au Sahel, le djihadisme est un état de la violence parmi d'autres, entrelacé avec des questions communautaires et insurrectionnelles. » (Antil 2020 : 21)

L'intervention d'armées étrangères diverses – Barkhane, Task Force Takuba, MINUSMA, UE, Dongo, Almahaw, etc. – ont un impact direct sur le terrain, dans le local, au-delà de leurs missions officielles. A Gao, par exemple, plusieurs interlocuteurs affirment que « la force Barkhane » aurait trouvé de l'or dans la région. Autre exemple : la décision de quitter son village est individuelle ou communautaire, comme nous l'avons démontré dans un village qui se trouvait « entre le marteau et l'enclume ». Mais l'impact de ces décisions individuelles est aussi global. Car, actuellement, il y a plus de trois millions personnes déplacées internes du Liptako-Gourma et leur sort dépasse la capacité et même la responsabilité du pays. C'est particulièrement le cas de protection humanitaire que le local (commune, département) est incapable de gérer à lui tout seul.

En somme, ces quatre paires conceptuelles – mobilité/fixité, communauté/citoyenneté et inégalité/injustice, local/global – nous aident à tirer des conclusions spécifiques de cette étude anthropologique des populations du Liptako-Gourma, en fournissant des clés de compréhension de la transformation des liens sociaux en cours afin d'identifier les conditions nécessaires pour un retour au vivre-ensemble.

Conclusions spécifiques et opérationnelles

Dans ce qui suit nous formulons des conclusions spécifiques et opérationnelles découlant des résultats de la recherche.

Les tiges de mil comme relation rompue

Une conclusion importante concerne la manière dont les liens sociaux sont menacés dans le Liptako-Gourma, étant donné que les violences se sont transformées en conflits intra- et inter-communautaires. Les relations entre communautés concernent à la fois des discours et des pratiques. Les « Peuls » sont très souvent critiqués, voire même stigmatisés et méprisés, par

d'autres groupes. Ils sont considérés comme étant des gens à qui on ne peut pas faire confiance. De tout temps, des tensions fréquentes entre agriculteurs et pasteurs ont existé. Et chaque communauté a toujours eu « ses Peuls ». Mais si dans le passé les gens s'entendaient et collaboraient, maintenant ces liens sont brisés, du moins ils se sont sérieusement dégradés. L'exemple le plus parlant est celui de la fin de contrats de fumage et d'élevage entre Peuls éleveurs et agriculteurs. A travers la région, nous avons entendu que les résidus de récoltes (*tiges de mil*), qui étaient laissés pour les animaux, sont actuellement ramassés et transportés à la maison pour être vendus et que les agriculteurs ont cessé de confier leurs bétails aux Peuls voisins. La fin des interdépendances pratiques entre agriculteurs et éleveurs pourrait être un indicateur de menaces des liens sociaux. Ainsi, la rupture de relations entre Peuls et Zarmas/Dogons/Moose et al., est également une rupture entre deux systèmes de production : agriculture et élevage.

La révolte des « esclaves »

Une autre conclusion porte sur les relations au sein des communautés. Les tensions intracommunautaires – par exemple, au sein des communautés peules – sont importantes. Les relations entre « nobles » et « esclaves », c'est-à-dire entre Rimbe et Rimaïbe sont de nos jours particulièrement tendues et se sont exprimées non seulement dans la prise d'arme de certains jeunes Rimaïbe, mais aussi lors des élections ou des nominations de chefs de village. L'aristocratie peule a souvent été la première cible des djihadistes.

De nouvelles pratiques de l'islam imposées

Une conclusion concerne les pratiques religieuses, notamment entre l'islam pratiqué dans les communautés depuis longtemps et celui promu par les djihadistes. En effet, lorsque des djihadistes arrivent dans les villages, ils informent les résidents qu'ils doivent changer leurs habitudes. Les hommes doivent couper leur pantalon et se laisser pousser la barbe. Les femmes doivent désormais être voilées (port du *niqab*), ne doivent plus travailler aux champs, ni fréquenter les marchés. Il nous a été rapporté que les femmes doivent toujours emmener un tabouret au marché pour éviter de se courber lorsqu'elles font les achats. Les mariages ne devraient plus être célébrés comme avant, etc. Une autre pratique musulmane que les djihadistes auraient instrumentalisée concerne le prélèvement de la zakat (animaux, céréales, parfois même des femmes). Les djihadistes rassemblent les animaux du village (de tout propriétaire confondu) et le 40^{ième} animal est prélevé. Or, une personne qui a quelques têtes d'animaux seulement peut faire l'objet d'un prélèvement de la zakat. Pire encore, des femmes peuvent aussi faire l'objet de zakat. Si quelqu'un a quatre femmes, ils « prélèvent » une femme pour l'emmener avec eux pour le temps qu'ils veulent. Au vu de toutes ces actions, de nombreuses personnes affirment : « Ces gens-là, ce qu'ils font n'a rien à voir avec l'islam. Ce sont des bandits seulement ». Donc, les populations refusent, sur le plan religieux, de reconnaître que « ces gens-là » parlent au nom de l'islam.

Les rapports avec l'État

Une conclusion porte sur les perceptions et perspectives de l'État et des pouvoirs publics, y compris les forces armées. D'une part, le sentiment d'abandon par l'État ressort de nos résultats de recherche. La grande majorité semble vouloir « plus d'État » et un « meilleur État » ou un « État protecteur ». D'autre part, les groupes armés cherchent activement à se substituer à l'État. Dans les zones sous leur contrôle, il ressort qu'une forme de gouvernance s'établit progressivement. Les djihadistes expliquent les règles de jeu aux populations afin qu'elles puissent suivre le nouveau pouvoir. Les groupes d'auto-défense contrôlent les mouvements grâce aux check-points qu'ils monnaient en leur faveur. La question d'un possible retour de l'État dans les zones actuellement sous contrôle des groupes armés nécessite que l'État soit « plus juste », « plus égalitaire » et « plus présent ». De même, les rapports entre populations et forces armées ne sont pas des rapports de confiance ; le manque de réactivité et l'absence de protection font que les gens cherchent plutôt à éviter des contacts avec « la grande muette ».

Genres et générations

Une conclusion concerne les relations de genre. La position des femmes sahéennes est difficile en temps « normal », mais plus précaire encore en contexte de crise et d'insécurité. Les violences basées sur le genre sont fréquentes ; les femmes et les filles sont particulièrement exposées par les pratiques musulmanes prônées par les groupes djihadistes, y compris leur réduction à la condition d'esclave lors du prélèvement de la zakat. En plus, elles deviennent souvent les seules pourvoyeuses de nourriture pour la famille, ceci particulièrement parmi les déplacés.

Même s'ils sont relativement en position de force vis-à-vis des femmes, la crise a mis de nombreux hommes dans une situation précaire non seulement sur le plan financier mais aussi sur le plan culturel. Nombreux sont les hommes PDI qui ne se sentent plus « homme ». Les groupes armés imposent leur loi, y compris via des exactions de tous ordres, pendant que les chefs de famille regardent impuissants la destruction de leur famille. Ils perdent leur autorité. Dans une telle situation, certains pensent que « mourir, c'est mieux ».

Les relations générationnelles sont aussi importantes à mentionner. Les cadets sociaux, notamment des jeunes hommes, se sont de plus en plus affranchis de l'autorité de leurs parents. Les pères ne contrôlent plus les jeunes, ce qui explique aussi pourquoi « les enfants du voisin » peuvent s'enrôler dans les groupes armés, en dépit de la volonté de leurs propres papa et maman.

Accès aux ressources naturelles

L'accès au foncier résume des questions matérielles de la crise insurrectionnelle du Liptako-Gourma. Partout on parle d'accès à la terre, à l'eau, au fourrage. Une conclusion évidente est que la question foncière est une problématique transversale dans tous les sites d'étude. Cette observation est corroborée par les discours sur « la mauvaise gouvernance » et « les problèmes pastoraux mal gérés » (Boujou 2020 ; Benjaminsen et Ba 2018, 2021 ; Brottem et McDonnell 2020 ; Poudiougou et Zanoletti 2020). « *Le ralliement à ces groupes, que ce soit JNIM, la Katiba Macina ou bien l'EIGS, peut faciliter l'accès aux pâturages et à des zones de chasse et de pêche, ainsi que garantir la protection du bétail* » (Zanoletti et Riche 2020 : 33). L'accès libre aux zones inondées du Delta intérieur malien a été un des grands avantages avec le contrôle de la katiba Macina.

Les pratiques foncières sont régies par un pluralisme juridique prononcé, entre la loi moderne avec ses différentes couches souvent contradictoires – d'où l'éternelle ambition de relecture – les pratiques traditionnelles, coutumières (primauté d'occupation, conquête précoloniale), la référence à l'islam (« *les pâturages, l'eau, l'herbe appartiennent à Dieu* »), ainsi que le pouvoir du plus offrant. La mauvaise gestion des bourgoutières a abouti au désordre (*boukal* en Fulfuldé) : personne ne paie quoi que ce soit, l'accès aux bourgoutières est libre et personne ne respecte le calendrier de la traversée. Le désordre semble être un exemple de « la tragédie des communs » (Hardin 1968).

Résilience du lien social : « Il faut que les Peuls reviennent »

Une conclusion majeure de cette étude est que les liens sociaux sont menacés dans la région du Liptako-Gourma. On ne sait plus « qui est qui » et la méfiance et la suspicion ont pris l'ascendant sur la tolérance et l'entente. Un interlocuteur fulga (pl. fulsés) de la commune d'Arbinda au nord du Burkina Faso a expliqué comment les tueries ont été déclenchées contre les Peuls. Aujourd'hui, tous les Peuls ont quitté Arbinda. Après un échange riche nous lui avons demandé ce qui est nécessaire pour un vivre-ensemble. Il a dit :

« Il faut que les Peuls reviennent. C'est un manque pour les gens de la ville. Les Peuls sont les spécialistes de l'élevage. Sans eux, les choses ne vont pas bien. »

Dans le même sens, partout nous avons entendu : « *nous sommes fatigués* ». Par cette phrase simple, les gens ont voulu dire que la crise et l'insécurité ont changé la vie des gens à jamais et que « ça suffit maintenant ». C'est aussi un cri de cœur adressé à nous tous. Les Personnes

Déplacées Internes (PDI) sont unanimes ; elles veulent rentrer chez elles pour reprendre leur vie d'antan. Cette fatigue est importante parce qu'elle démontre que le vivre-ensemble peut être possible. Par ailleurs dans le Nord du Burkina Faso des informations montrent que de « nombreux combattants » auraient déposé les armes pour retourner à la maison, d'autres auraient envie de le faire mais craignent de possibles représailles.

9. RECOMMANDATIONS

Les recommandations principales de cette étude anthropologie des populations du Liptako-Gourma portent sur : les pouvoirs locaux ; les relations de genre ; les rapports communautaires ; le foncier et la gouvernance ; les pratiques religieuses ; la réactivité des forces armées ; les personnes déplacées internes ; et la dimension « globale » de la crise.

Pouvoirs locaux

Pour tout acteur externe, il s'avère crucial de collaborer avec les représentants des pouvoirs locaux. Il est néanmoins important de ne pas automatiquement « travailler avec le chef traditionnel ». Parmi les pouvoirs locaux notre recommandation est d'utiliser la commune comme entrée, notamment le maire et les conseillers municipaux. Malgré la situation de crise, les élus sont souvent informés des situations. Par contre, un chef traditionnel peut être aussi bien : dynamique, rétrograde, féodal, engagé, constructif, corrompu, etc. Des tentatives d'utiliser certains chefs ont connu des échecs, toutefois, nous pensons qu'il faut respecter l'État local et ses représentants. Indépendamment des acteurs-clé dans une localité donnée, il est important de toujours ouvrir le champ de dialogue et d'échange.

Relations de genre et de génération

Les actions « genrées » doivent particulièrement s'intéresser aux masculinités en crise et à la promotion du leadership féminin. L'appui à la résilience des femmes est déterminant car à l'intérieur « des zones rouges » comme dans les camps de déplacés, elles sont souvent de facto des « chefs de familles ».

En ce qui concerne les rapports générationnels, il est indispensable de travailler pour récupérer des jeunes en situation vulnérable exposés aux tentations des drogues, de la radicalisation, de la criminalité, de la prise d'arme, en finalement du ralliement aux groupes armés. Il s'agit de mettre en place des programmes pour la création de l'emploi, pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR), etc.

Rapports intra- et intercommunautaires

Le Liptako-Gourma est caractérisé par une cristallisation entre « Nous » et « Eux », que ce soit entre groupes socio-culturels, entre « noble »/« esclave » ou entre toutes autres catégories sociales. La démarche pour dé-cristalliser les tensions et les méfiances passe par l'identification et la mobilisation des acteurs qui peuvent « faire le pont » entre les communautés et « écouter » l'Autre. Ceci dit, il importe de faire justice dans les cas avérés avant d'entamer le processus de paix ; mais une paix associée à l'impunité ne serait pas durable...

Foncier et gouvernance

Quant aux gouvernances des ressources naturelles, il est important de travailler avec les pratiques locales en vigueur, plutôt qu'une énième relecture des textes juridiques. Des dispositions importantes existent dans les différents pays concernés sur le pastoralisme, cependant leur mise à l'échelle demeure problématique. Le problème n'est pas juridique, mais politique, pour ne pas dire lié à l'impunité. Promouvoir la justice sociale locale semble être une voie à suivre.

Pratiques religieuses

Même si les expériences du dialogue inter-religieux sont riches au Burkina Faso, ce que nous vivons au Liptako-Gourma dépasse la capacité d'intervention de dialogue inter-religieux. Par contre, il s'avère important d'identifier et de mobiliser des imams modérés afin qu'ils puissent théologiquement parlant « sensibiliser » les jeunes exposés à l'enrôlement. La formation des prêcheurs et autres leaders religieux serait un atout.

Forces armées

En ce qui concerne les forces armées – tout corps et toute nationalité confondus – il est recommandé que la réactivité soit améliorée à tous les niveaux. Cela donnerait confiance aux populations qui souvent collaborent avec les « gens de la brousse » à leur corps défendant. Il est inadmissible d'apprendre que les populations ont été exposées aux tirs nourris des assaillants pendant des heures avant que les renforts ne viennent. Aussi, les attentes des populations se résument en « plus d'État » et un « État de protection », qui peut assumer son rôle régalien et protéger les citoyens. Cela contribuerait aussi à renforcer la collaboration entre forces armées et populations. La formation de ces forces armées aux droits humains et à la culture des zones d'intervention est aussi indispensable pour rétablir cette confiance et réduire les exactions.

PDI et retour possible

Actuellement, il y a plus de trois millions des personnes déplacées internes (PDI) dans la région du Liptako-Gourma. Les doléances sont claires sur cette question : les populations veulent « retourner chez elles » et reprendre, tant bien que mal, leurs vies d'avant. Les conditions de retour sont à mettre sur la table des réflexions à mener dès aujourd'hui. Elles déterminent le vivre-ensemble envisagé par toutes les formes d'interventions. Les camps de déplacés doivent être des lieux de formation et de sensibilisation sur le vivre-ensemble pour servir de début de reconstruction du lien social.

Global/Local

Les initiatives citoyennes locales sont à encourager. Cependant, nous pensons, qu'il faut aussi souligner que la mobilisation des solutions à la crise et à l'insécurité ne doit pas uniquement être locale, voire même régionale. La dimension « glocale » de la situation qui prévaut dans le Liptako-Gourma nécessite la capacité de travailler sur plusieurs niveaux – ou sur plusieurs fronts – à la fois. En effet, étant donné que « *small is not always beautiful* », il s'avère fondamental de renforcer les interfaces entre local et global.

*

Au Liptako-Gourma, la situation d'insécurité est extrêmement complexe et pour la gérer positivement, il importe d'apporter des solutions qui prennent en compte, à la fois, toutes les dimensions qui la caractérisent.

Lorsque les populations disent : « *nous sommes fatigués* », cela traduit une détresse physique et morale, de la désespérance. L'espoir réside dans un retour à la maison, à une vie normale. Une vie normale, c'est entreprendre des activités de production de biens, pouvoir aller et venir comme on veut, d'accéder aux services sociaux de base, d'avoir des relations sociales stables.

La condition *sine qua non* pour concrétiser les aspirations des populations est la sécurisation des lieux. Pour ce faire il est indispensable d'identifier, de repérer, de répertorier et de localiser tous les acteurs de l'insécurité. Il y a des acteurs armés et des acteurs non armés. Les acteurs armés semblent être connus et localisés avec plus ou moins d'exactitude. Plusieurs interlocuteurs ont déclaré : « *On sait où ils se cachent. Pourquoi ne va-t-on pas les chercher ?* ». Il s'avère important de mettre en place un service (ou réseau) de renseignement performant avec la collaboration des populations. La collaboration avec les populations est presque en panne actuellement. Les informateurs ne sont pas protégés et plusieurs d'entre eux ont été exécutés. La nécessité d'un Etat protecteur est indispensable. C'est ainsi que la demande d'un « retour de l'État » prend tout son sens pour les populations du Liptako-Gourma.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Africanews.fr 18/8/2021. « La zone des trois frontières au Sahel, foyer de crise multiforme ». Consulté le 13/10/2021 : <https://fr.africanews.com/2021/08/18/la-zone-des-trois-frontieres-au-sahel-foyer-de-crise-multiforme//>
- Ammann, C. 2020. Ammann, C. (2020) *Women, Agency and the State in Guinea: Silent Politics*. London and New York: Routledge.
- Amselle, J.-L. 1990. *Logiques métisses : Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*. Paris : Payot.
- Antil, A. 2020. « Violence sans fin au Sahel ». *Études : Revue de culture contemporaine* 9, Septembre, 19-30.
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) 17 June 2021. Sahel 2021: Communal Wars, Broken Ceasefires, and Shifting Frontlines, by Héli Nsaïba and Jules Duhamel. Consulté le 28/6/2021: <https://acleddata.com/2021/06/17/sahel-2021-communal-wars-broken-ceasefires-and-shifting-frontlines/>
- Ba, B. 2010. *Pouvoir, ressources et développement dans le Delta central du Niger*. Paris : L'Harmattan.
- Barry, S. et S. Hagberg 2019. Le tsunami électoral d'Arba Diallo : ethnographie des élections couplées de 2012 à Dori, Burkina Faso. In *Démocratie par le bas et politique municipale au Sahel* (éd.) S. Hagberg, L.O. Kibora et G. Körling. Uppsala Papers in African Studies 4. Uppsala: Uppsala University.
- Baudais, V. 2016. *Les trajectoires de l'Etat au Mali*. Paris : Karthala.
- Bayart, J.-F., A. Mbembe et C. Toulabor 2008. *Le politique par le bas en Afrique noire*. Nouvelle édition augmentée. Paris: Karthala.
- Bayart, J.-F., I. Poudiougou et G. Zanoletti 2019. *L'État de distortion en Afrique de l'Ouest : Des empires à la nation*. Paris : Karthala.
- Bazemo, M. 1990. « Une approche de la captivité par le vocabulaire chez les Peuls du Djelgoji (Djibo) et du Liptaako (Dori) à l'époque précoloniale et coloniale ». *Dialogues d'histoire ancienne* 16(1), 403-423.
- Bazemo, M. 2007. *Esclaves et esclavages dans les anciens pays du Burkina Faso*. Paris : L'Harmattan.
- Bazin, J. 1985. « A chacun son Bambara ». In *Au cœur de l'ethnie : Ethnie, tribalisme et État en Afrique* (éd.) J.-L. Amselle et E. M'Bokolo. Paris : La Découverte.
- Benjaminsen, T.A. et B. Ba 2018. « Why do pastoralists in Mali join jihadist groups? A political ecological explanation ». *The Journal of Peasant Studies* 46(1), 1-20.
- Benjaminsen, T.A. et B. Ba 2021. Fulani-Dogon Killings in Mali: Farmer-Herder Conflicts as Insurgency and Counterinsurgency. *African Security*. DOI:10.1080/19392206.2021.1925035
- Bierschenk, T. and J.-P. Olivier de Sardan 1997. « ECRIS: rapid collective inquiry for the identification of conflicts and strategic group ». *Human Organization* 56(2), 238-244.
- Blundo, G. and Le Meur, P.-Y. (eds) (2009) *The Governance of Daily Life in Africa: Ethnographic Explorations of Public and Collective Services*. Leiden: Brill.
- Bojsen, H. et I. Compaoré 2019. « Enquête anthropologique et documentation visuelle sur la sécurité chez les Koglweogo au Burkina Faso ». *Mande Studies* 21, 91-113.

- Botte, R. (éd.) 2000. L'ombre portée de l'esclavage. Avatars contemporains de l'oppression sociale. *Journal des Africanistes* 70(1-2).
- Bouju, J. 2020. « La rébellion peule et la 'guerre pour la terre' : Le gouvernement par la violence des ressources agropastorales (Centre-Mali, Nord-Burkina Faso) ». *Revue internationale des études du développement* 2020/3, 243, 67-88.
- Bourgeot, André, 1995, *Les sociétés touarègues : nomadisme, identité, résistances*, Paris : Karthala.
- Brottem, L. et A. McDonnell July 2020. *Pastoralism and Conflict in the Sudano-Sahel: A Review of the Literature*. Search for Common Ground. Consulté le 18/10/2021 : file:///C:/Users/stenhagb/AppData/Local/Temp/PastoralismandConflictintheSudano-Sahel_Jul2020.pdf
- Carrel, M. et C. Neveu (éd.) 2014. *Citoyennetés ordinaires : Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes*. Paris : Karthala
- Cissé, A. A. 1986. L'intégration sous-régionale en Afrique de l'Ouest : le cas du Liptako-Gourma. Université de Yaoundé.
- Claudot-Hawad, H. 2013. « La 'question touarègue', quels enjeux ? » In *La guerre au Mali : Comprendre la crise au Sahel et au Sahara : enjeux et zones d'ombre* (éd.) Michel Galy. La Découverte.
- Compaoré I. et H. Bojsen 2020. Security from Below in Burkina Faso. Koglweogo, Guardians of the Bush, *Guardians of Society? Cahiers d'études africaines* 239(3), 671-697.
- Conrad, D.C. et B. Frank. 1995. *Status and Identity in West Africa: Nyamakalaw of Mande*. Bloomington: Indiana University Press.
- Courrier international 19/8/2019. « En Afrique de l'Ouest, la crise silencieuse et ravageuse des opioïdes ». *Courrier international*, par Laura Salm-Reifferscheidt. Consulté le 17/10/2021 : <https://www.courrierinternational.com/article/sante-en-afrique-de-louest-la-crise-silencieuse-et-ravageuse-des-opioides>
- de Bruijn, M. et H. van Dijk (éd.). *Peuls et Mandingues : Dialectique des constructions identitaires*. Paris Karthala.
- de Jorio, R. and S. Hagberg (eds) 2019. Dossier: Même pas peur: Ethnographies of Security in the Sahel. *Mande Studies* 21. Bloomington: Indiana University Press.
- Diabate, N. 2020. *Naked Agency: Genital Cursing and Biopolitics in Africa*. Durham: Duke University Press.
- Diallo, H. 1979. Les Fulbe de Haute-Volta et les influences extérieures de la fin du XVIIIe siècle la fin du XIXe siècle. Thèse de doctorat de 3eme cycle. Université de Paris 1.
- Diallo, H. 2009. Histoire du Sahel au Burkina Faso : Agriculteurs, pasteurs et islam (1740-1960). Thèse de Doctorat d'État en Histoire. 2 Tomes. Université de Provence.
- Diallo, M.D. 2021. *État et territoire(s) au Sahel : Entre contrôle, compétition et coopération : le cas du Mali*. Partis : L'Harmattan.
- Diawara A. 2012. Pastoralisme et dynamiques politiques locales dans le Delta Intérieur du Niger : la gestion du foncier pastoral et les enjeux de pouvoir en contexte de décentralisation dans la commune d'Urube Duude. Thèse de Doctorat. Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée (ISFRA).

- Étienne, B. 2009. « Sur les chemins de la pensée de midi... » *La pensée de midi* 2009/4 (Hors série). Actes sud.
- Fané, A. 2019. Les relations foncières à l'épreuve des dynamiques socio-économiques et institutionnelles en milieu rural dogon (Mali), Thèse de doctorat. Institut de Pédagogie Universitaire, Bamako.
- Fay, C. 1995. « La démocratie au Mali, ou le pouvoir en pâture ». *Cahiers d'Études africaines* 35, 137, 19-53.
- Gallais, J. 1984. *Hommes du Sahel*. Paris : Flammarion.
- Grémont, C. (2019), « Dans le piège des offres de violence : Concurrences, protections et représailles dans la région de Ménaka (Nord-Mali, 2000-2018) ». *Hérodote* 172(1), 43-62.
- Grémont, C., A. Marty, R.A. Mossa et Y. Hamara Touré 2004. *Les liens sociaux au Nord-Mali : Entre fleuve et dunes*. Paris : Karthala.
- Guichaoua, Y. et Pellerin, M. 2017. « Faire la paix et construire l'État : les relations entre pouvoir central et périphéries sahéliennes au Niger et au Mali ». *Études de l'IRSEM* 51. Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire.
- Hagberg, S, L.O. Kibora, B. Koné, A. Konkobo, E. Zongo, S. Barry, Y. Cissao et P. Kaboré 2021. « Femmes de devant! Combat du leadership féminin au Burkina Faso ». *Uppsala Papers in African Studies* 6. Uppsala: Uppsala University
- Hagberg, S. 2001. *Poverty in Burkina Faso: Representations and Realities*. Uppsala: Uppsala University.
- Hagberg, S. 2006. « The Politics of Joking Relationships in Burkina Faso ». *Zeitschrift für Ethnologie* 131(2), 197-214.
- Hagberg, S. 2018. « Beyond regional radars: Security from below and the rule of law in the Sahel. *South African Journal of International Affairs* 25(1), 21–37.
- Hagberg, S. 2019a. « Ethnography in/of the Red Zone: Challenges, Frustrations, and Engagement ». *Mande Studies* 21 : 13-31.
- Hagberg, S. 2019b. « Performing tradition while doing politics: A comparative study of the dozos and the koglweogos self-defense movements in Burkina Faso ». *African Studies Review* 62(1), 173-193.
- Hagberg, S. 2020. *Le travail en équipe en zone rouge: Opportunités méthodologiques et épistémologiques des recherches de terrain au Burkina Faso et au Mali*. *Études maliennes* 89 : 72-89. Bamako: Institut des Sciences Humaines.
- Hagberg, s. 2021. « Governance and Decentralization ». In *The SAGE Handbook of Cultural Anthropology* (éd.) L. Pedersen et L. Cliggett. Los Angeles et Londres: SAGE.
- Hagberg, S. Y.F. Koné, B. Koné, A. Diallo and I. Kansaye 2017a. *Vers une sécurité par le bas ? Etude des perceptions et des expériences des défis de sécurité dans deux communes maliennes*. *Uppsala Papers in Africa Studies* 1. Uppsala: Uppsala University.
- Hagberg, S., L.O. Kibora, S. Barry, S. Gnessi et A. Konkobo 2017b. *Transformations sociopolitiques burkinabè de 2014 à 2016: Perspectives anthropologiques des pratiques politiques et de la culture démocratique dans « un Burkina nouveau »*. *Uppsala Papers in Africa Studies* 2. Uppsala: Uppsala University.

- Hagberg, S., L.O. Kibora, S. Barry, Y. Cissao, S. Gnessi, A. Kaboré, B. Koné and M. Zongo 2019. *Sécurité par le bas: Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Faso*. Uppsala Papers in African Studies 5. Uppsala: Uppsala University.
- Hahonou, E.K. 2010. *Démocratie et culture politique en Afrique: En attendant la décentralisation au Niger*. Saarbrücken: Editions universitaires européennes.
- Hahonou, E.K. 2010. *Démocratie et culture politique en Afrique: En attendant la décentralisation au Niger*. Saarbrücken: Editions universitaires européennes.
- Hamani, O. 2020. « Boko Haram et la crise des frontières à Diffa (Niger) : sens, rapports et pratiques ». *Revue Nigérienne des Sciences Sociales (RENISS)* 1, 61-76.
- Hamani, O. et V. Baudais 2021. Rapport de recherche mixte sur la présence de l'Etat dans le Liptako-Gourma. LASDEL et SIPRI.
- Hardin, G. 1968. « The Tragedy of the Commons ». *Science* 162(3859), 1243-1248.
- Hien P.-C. 2009. « L'enjeu ethnique dans le jeu politique au Burkina Faso : Du temps des royaumes et chefferies à celui de l'Etat nation en construction ». *Cahiers du CERLESHS* XXIV, 34.
- Human Rights Watch 2018. « Avant, nous étions des frères » : Exactions commises par des groupes d'autodéfense dans le centre du Mali. Consulté le 10/10/2021 : https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/mali1218_web_fr_0.pdf
- Human Rights Watch 22/3/2020. « Mali : À quand la justice pour le massacre d'Ogossagou ? », par Corinne Dufka. Consulté le 14/10/2021 : <https://www.hrw.org/fr/news/2021/03/22/mali-quand-la-justice-pour-le-massacre-dogossagou>
- IMRAP et Interpeace 2015. Documentaire – Autoportrait du Mali: Les obstacles à la paix. Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP). Consulté le 9/10/2021 : https://base.afrique-gouvernance.net/docs/autoportrait_du_mali_2015.pdf
- INS 2012. Recensement générale de la population et de l'habitat 2012. Institut National de la Statistique du Niger.
- INSD 2006. *Recensement général de la population et de l'habitation*. Institut National de la Démographie et des Statistiques du Burkina Faso.
- INSD 2020. Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitation du Burkina Faso, résultats préliminaires. Institut National de la Démographie et des Statistiques du Burkina Faso.
- INSTAT-RGPH 2009. 4ème Recensement Général de la population et de l'Habitat du Mali: Résultats définitifs/Répertoire par villages. Institut National de la Statistique du Mali.
- Irwin, P. 1981. *Liptako Speaks: History from Oral Tradition in Africa*. Princeton, New Jersey : Princeton University Press.
- Izard, M. 1985. *Gens du pouvoir, gens de la terre : Les institutions politiques de l'ancien royaume du Yatenga (Bassin de la Volta Blanche)*. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- Izard, M. 1990. « De quelques paramètres de la souveraineté ». *Systèmes de pensée en Afrique noire* 10, 69-92.

- Jeune Afrique 12/8/2020. « Mali : quand les Dan Na Ambassagou empêchent Boubou Cissé d'enterrer son beau-père ». Consulté le 14/10/2021 : <https://www.jeuneafrique.com/1028365/politique/mali-quand-les-dan-na-ambassagou-empechent-boubou-cisse-denterrer-son-beau-pere/>
- Jourde, C., M. Broussier et M.G. Cissé 2019. « Prédation et violence au Mali: élites statutaires peules et logiques de domination dans la région de Mopti ». *Canadian Journal of African Studies* 53(1), 1-15.
- Kaboré, K. 2016. Les relations interreligieuses institutionnalisées au Burkina Faso : le cas de l'Union Fraternelle des croyants (UFC) dans le Sahel de 1960 à 2006. Thèse de doctorat. Université Ouaga I.
- Kansaye. I. 2016 Décentralisation, territorialité, et conflictualité dans les communes rurales de Wadouba et de Ségué-Iré : cas du conflit Dogon et Saman. Mémoire de DEA, Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée (ISFRA), Bamako.
- Kibora L., P. Kouraogo et A. Kaboré 2018. « Les groupes d'auto-défense « Koglweogo » au Burkina Faso : Quel avenir ? » *Recherches africaines : Annales de l'université de lettres et sciences humaines de Bamako*. Juillet 2018, 20 : 303-316.
- Kibora, L.O., P. Kouraogo et A. Kaboré 2016. « Les groupes d'auto-défense Koglweogo au Burkina Faso »: <http://africansecuritynetwork.org/assn/les-groupes-dautodefense-koglweogo-au-burkina-faso/>
- Koné, Y.F. 2019. « Faillite sécuritaire de l'État et résistance citoyenne au Mali ». *Mande Studies* 21, 115-127.
- Kuba, R., C. Lentz et C.N. Somda (ed.) 2003. *Histoire du peuplement et relations interethniques au Burkina Faso*. Paris : Karthala.
- L'obspaalga.com 19 août 2021. Situation sécuritaire à Madjoari : « 'Pour nous, le vrai terroriste c'est l'État, ce ne sont pas ceux-là qui sont dans la brousse', Mahamoudou Ouoba ». Consulté le 20/8/2021 : <https://www.lobspaalga.com/?p=24449>
- Last, M. 1977. « Reform in West Africa: The Jihad Movement of the Nineteenth Century ». In *History of West Africa* (éd.) J.F.A. Ajayi et M. Crowder. 3è édition. London : Longham.
- Le Monde 10/8/2021. Attaque de civils au Mali : la population terrorisée par des groupes djihadistes. Consulté le 16/10/2021 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/08/10/attaque-de-civils-au-mali-la-population-terrorisee-par-des-groupes-djihadistes_6091033_3212.html
- Le Monde 19/8/2021. Burkina Faso : une attaque djihadiste fait au moins 80 morts. Consulté le 16/10/2021 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/08/19/une-attaque-djihadiste-fait-47-morts-au-burkina-faso_6091798_3212.html
- Lovejoy, P. 2015. « Les empires djihadistes de l'Ouest africain aux XVIIIe-XIXe siècles ». *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* 128, 87-103. <https://doi.org/10.4000/chrhc.4592>
- Lovejoy, P. 2016. *Jihad in West Africa: During the age of revolutions*. Athens: Ohio University Press.
- Lund, C. 1999. « A Question of Honour: Property Disputes and Brokerage in Burkina Faso ». *Africa* 69(4): 575-594.
- Madiéga, Y.G. et O. Nao (éd.) 2003. *Burkina Faso – cent ans d'histoire, 1895-1995*. Paris : Karthala.

- McNaughton, P.R. 1993. *The Mande Blacksmiths: Knowledge, Power, and Art in West Africa*. Bloomington: Indiana University Press.
- OIM 2020. Rapport d'étude sur l'intégration et les perceptions des communautés sur la sécurité frontalière dans la région de Tillabéri. Organisation Internationale des Migrations. Consulté le 16/10/2021 : file:///C:/Users/stenhagb/AppData/Local/Temp/border_security_communities_fr_1.pdf
- Olivier de Sardan, J.-P. 1984. *Les Sociétés Songhay-Zarma (Niger-Mali): Chefs, guerriers, esclaves, paysans*. Paris : Karthala.
- Olivier de Sardan, J.-P. 1969. *Système des relations économiques et sociales chez les Wogo (Niger)*. Université de Paris, Mémoires de l'institut d'ethnologie-Musée de l'Homme.
- Ouédraogo, J.-B. 1997. « Dori – a Town in the Sahel : Social Identities and Urbanity ». In *Rural-urban dynamics in Francophone Africa* (éd.) J. Baker. Uppsala : Nordiska Afrikainstitutet.
- Paugam, S. 2018. *Le lien social*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Pelckmans, L. et C. Hardung 2015. « La question de l'esclavage en Afrique : Politisation et mobilisations ». *Politique africaine* 140(4) : 5-22. DOI: 10.3917/polaf.140.0005
- Poudiougou, I. et G. Zanoletti 2020. Fabriquer l'identité à la pointe de la kalache : Violence et question foncière au Mali. *Revue internationale des études du développement* 243(3), 37-65.
- R4Sahel 30/9/2021. Plateforme de coordination des déplacements forcés au Sahel. Consulté le 17/10/2021 : <https://data2.unhcr.org/fr/situations/sahelcrisis>
- Radio France Internationale 17/8/2021. Nouvelle attaque dans l'ouest du Niger: au moins 37 civils tués. Consulté le 16/10/2021 : <https://www.rfi.fr/fr/en-bref/20210817-nouvelle-attaque-dans-l-ouest-du-niger-ce-lundi-16-ao%C3%BBt-au-moins-37-civils-tu%C3%A9s>
- Reliefweb 21 juin 2021. Burkina Faso: rapport de monitoring de protection de la région de l'Est - Mai 2021. Consulté le 20/8/2021 : <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/burkina-faso-rapport-de-monitoring-de-protection-de-la-r-gion-de-lest-mai-2021>
- Riesman, P. 1974. *Société et liberté chez les Peul Djelgôbé de Haute-Volta: Essai d'anthropologie introspective*. Paris : Cahiers de L'Homme, Nouvelle Série.
- Riesman, P. 1992. *First Find Your Child a Good Mother: The Construction of Self in Two African Communities*. Rutgers University Press.
- Salifou, A. 2000. *La question touarègue au Niger*. Paris : Karthala.
- Sanankoua, B. 1990. *Un empire peul au XIXè siècle : la Diina du Maasina*. Paris : Karthala.
- Sangaré, B. 2018. « Le Centre du Mali : Vers une question peule ? » In *Biographies de la Radicalisation: Des messages cachés du changement social* (éd.) M. de Bruijn. Makon, Bamenda : Lagaa Research & Publishing CIG.
- Savonnet-Guyot, C. 1986. *État et sociétés au Burkina : Essai sur le politique africain*. Paris : Karthala.
- Schwartz, A. 1993. « Brève histoire de la culture du coton au Burkina Faso ». In *Découvertes du Burkina*. Paris et Ouagadougou : Sépia-A.D.D.B. (Association « Découvertes du Burkina »).

- Schwartz, A. 1997. « Des temps anciens à la dévaluation du franc C.F.A., les tribulations de la culture du coton au Burkina Faso ». *Annales de Géographie* 106, 595, mai-juin 1997, 288-312.
- Search for Common Ground – Mali, 2019, *Mon voisin, mon frère ! promouvoir la transformation pacifique des conflits dans le cercle de Bankass*. Consulté le 14/10/2021 : https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2019/10/SFCG_MVMF_Baseline_Report_VF.pdf
- Sidibé, M. 2019. *Analyse socio-politique de la question des réfugiés dans la crise de l'Etat au Mali. Cas des réfugiés maliens dans la région de Tillabéri au Niger*, Thèse de doctorat. Université de Bordeaux.
- Siméant, J. 2014. *Contester au Mali: Formes de la mobilisation et de la critique à Bamako*. Paris: Karthala.
- Somda, C.N. 2003. « Les calamités naturelles du XXe siècle dans le Sahel burkinabè selon les traditions orales : le cas du Liptaako ». In *Histoire du peuplement et relations interethniques au Burkina Faso* (ed.) Kuba, R., C. Lentz et C.N. Somda. Paris : Karthala
- Tamari, T. 1997. *Les Castes de l'Afrique Occidentale : Artisans et musiciens endogames*. Paris/Nanterre: Société d'Ethnologie.
- Thébaud, B. 2002. *Foncier pastoral et gestion de l'espace au Sahel : Peuls du Niger oriental et du Yagha burkinabé*. Paris : Karthala.
- Thiam, A. 2017. *Centre du Mali : Enjeux et dangers d'une crise négligée*. Centre pour le dialogue humanitaire ; Institut du Macina.
- Zanoletti, G. et É Riche 2020. *Sahel : Pourquoi prendre les armes ? Une revue de littérature*. Papiers de recherche 34. Paris : Agence française de développement.

PASAS

PLATEFORME D'ANALYSE,
DE SUIVI ET D'APPRENTISSAGE
AU SAHEL



PORTÉ PAR



pasas-minka.fr

Ce rapport a été élaboré dans le cadre d'un financement du Fonds Paix et Résilience Minka.

Le Fonds Minka, mis en œuvre par le groupe AFD, est la réponse opérationnelle de la France à l'enjeu de lutte contre la fragilisation des États et des sociétés. Lancé en 2017, Minka finance des projets dans des zones affectées par un conflit violent, avec un objectif : la consolidation de la paix. Il appuie ainsi quatre bassins de crise via quatre initiatives : l'Initiative Minka Sahel, l'Initiative Minka Lac Tchad, l'Initiative Minka RCA et l'Initiative Minka Moyen-Orient.

La Plateforme d'Analyse, de Suivi et d'Apprentissage au Sahel (PASAS) est financée par le Fonds Paix et Résilience Minka. Elle vise à éclairer les choix stratégiques et opérationnels des acteurs de développement locaux et internationaux, en lien avec les situations de crises et de fragilités au Sahel et dans le bassin du Lac Tchad. La PASAS se met en œuvre à travers d'un accord-cadre avec le groupement IRD-ICE après appel d'offres international dont le rôle est double : (i) produire des connaissances en réponse à nos enjeux opérationnels de consolidation de la paix au Sahel et (ii) valoriser ces connaissances à travers deux outils principaux : une plateforme numérique, accessible à l'externe, qui accueillera toutes les productions et des

conférences d'échange autour des résultats des études. La plateforme soutient ainsi la production et le partage de connaissances, en rassemblant des analyses robustes sur les contextes sahéliens et du pourtour du Lac Tchad.

Nous encourageons les lecteurs à reproduire les informations contenues dans les rapports PASAS pour leurs propres publications, tant qu'elles ne sont pas vendues à des fins commerciales. En tant que titulaire des droits d'auteur, le projet PASAS et l'IRD demande à être explicitement mentionné et à recevoir une copie de la publication. Pour une utilisation en ligne, nous demandons aux lecteurs de créer un lien vers la ressource originale sur le site Web de PASAS, <https://pasas-minka.fr>.

